



FAÇONNER L'AVENIR DE LA FORMATION

RAPPORT ANNUEL pour l'exercice clos le 31 mars 2016



Profil de l'entreprise

CAE est un chef de file mondial en prestation de formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Nous concevons et intégrons les solutions de formation les plus complètes de l'industrie, grâce aux connaissances et au savoir-faire de nos 8 000 employés, de nos technologies de simulation de renommée mondiale et de notre réputation en matière de service et d'innovation technologique s'échelonnant sur sept décennies. Notre présence mondiale est la plus vaste de l'industrie, avec 160 établissements et centres de formation situés dans plus de 35 pays, y compris les activités de nos coentreprises, et le plus important parc de simulateurs de vol au monde. Chaque année, nous formons plus de 120 000 membres d'équipage civils et militaires, ainsi que des milliers de professionnels de la santé.

www.cae.com

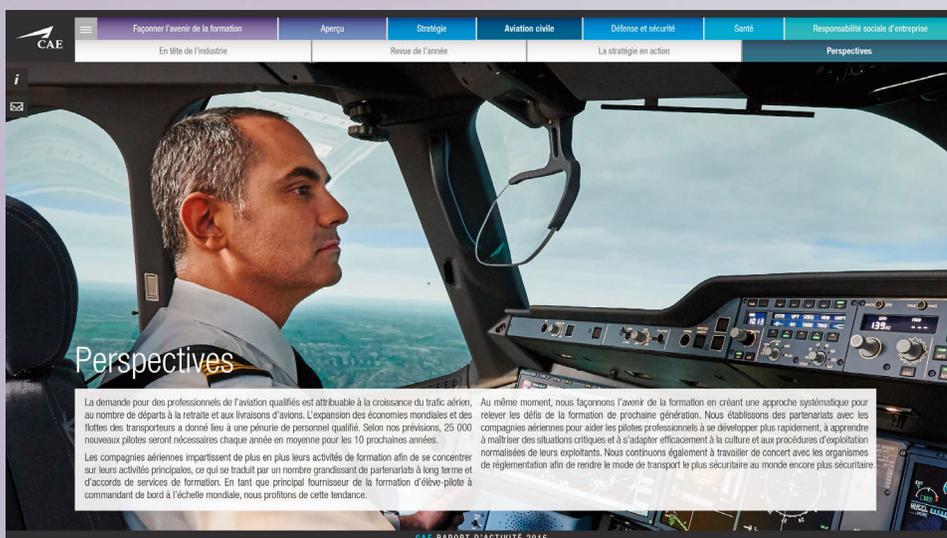
 Suivez-nous sur Twitter @CAE_Inc.

Jetez un coup d'œil à notre premier rapport d'activités

Nous sommes heureux de vous informer que nous avons produit un rapport d'activités sur le Web. Il regroupe dans un même document des renseignements sur notre stratégie, nos résultats et notre responsabilité sociale d'entreprise (RSE). L'intégration de nos deux rapports nous permet de fournir aux parties prenantes une seule source de renseignements dans les domaines clés. Cela envoie également le signal que la responsabilité sociale est indissociable de notre stratégie et de nos activités principales.

www.cae.com/rapportdactivites

Nous sommes fiers de vous présenter ce rapport consolidé et interactif à propos de CAE!



Exploiter les forces de CAE



JAMES HANKINSON
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est très satisfait des progrès de CAE. Au cours de l'exercice 2016, les clients ont bien accueilli nos solutions de formation dans nos trois secteurs d'activités. La croissance à deux chiffres de nos revenus annuels ainsi que le niveau élevé d'activités dans tous les secteurs confirment que CAE met les bonnes solutions sur le marché. Au nom du conseil, j'aimerais remercier l'équipe de direction chevronnée et les employés dévoués de CAE qui tirent parti de la combinaison unique des forces de CAE pour obtenir ces excellents résultats.

La vision «Partenaire de choix en formation» de CAE est le fondement de son plan stratégique, définit sa proposition d'investissement et donne au conseil une grande confiance en l'avenir de CAE. Compte tenu des perspectives positives de croissance à long terme, nous avons augmenté le dividende pour la cinquième année consécutive.

Perspective sur la gouvernance

Le conseil appuie pleinement CAE dans son changement d'orientation de fabricant de produits de simulation à fournisseur de solutions intégrées de formation. Alors que la direction met en œuvre cette stratégie, le conseil porte attention aux risques potentiels. Nous appliquons les meilleures pratiques et politiques pour examiner le profil de risque de CAE et pour fournir des conseils éclairés à l'équipe de direction. Notre objectif fondamental consiste à assurer un rendement approprié en fonction des risques que nous assumons judicieusement.

L'analyse approfondie, la conformité aux normes éthiques les plus élevées, la mobilisation active de la direction et la protection des intérêts des actionnaires sont des responsabilités importantes que chacun des membres du conseil a à cœur.

Progrès au niveau de la responsabilité sociale d'entreprise

Au cours de l'exercice 2016, Marc Parent et son équipe de direction ont apporté d'importants changements à la responsabilité sociale d'entreprise (RSE). CAE s'est dotée d'un modèle d'importance relative et d'une feuille de route RSE 2020. Ces outils ont permis de définir six priorités RSE et sont essentiels pour déterminer les objectifs, cibles et initiatives qui nous permettront de générer des retombées économiques, environnementales et sociales positives, peu importe l'endroit où nous exerçons nos activités.

Remerciements

Je tiens à remercier mes collègues administrateurs pour leur engagement et leurs judicieux conseils. J'aimerais remercier plus particulièrement Brian E. Barents, qui ne briguera pas de nouveau mandat cette année, pour ses nombreuses années au sein du conseil. Au même moment, j'aimerais souhaiter la bienvenue à Margaret S. (Peg) Billson au sein du conseil. Peg gravite depuis de nombreuses années dans le secteur de l'aéronautique, actuellement en tant que présidente et chef de la direction des entreprises *Global Engine Services* au sein de *BBA Aviation*, et en tant que pilote privée titulaire d'une qualification aux instruments.

J'aimerais également remercier nos actionnaires pour leur confiance soutenue en notre capacité à façonner l'avenir de la formation et à obtenir d'excellents résultats. Vous pouvez compter sur l'expérience vaste et diversifiée des membres du conseil pour assurer la réussite soutenue de CAE.



MARC PARENT
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Façonner l'avenir de la formation

Au cours de l'exercice financier 2016, nous avons continué à livrer des solutions de formation intégrées et innovatrices dans les secteurs de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et de la santé. Nous avons discuté avec des compagnies aériennes, des organismes de réglementation nationaux et internationaux, des forces de défense et des associations médicales pour définir de nouvelles normes et améliorer la réglementation. Nous avons travaillé de concert avec les clients et les fournisseurs pour transposer les plus récentes technologies en produits et services innovateurs. De cette façon, nous façonnons l'avenir de la formation partout dans le monde.

D'importants progrès

L'an dernier, nous avons renforcé notre bilan, qui était déjà solide. Nous avons enregistré une croissance à deux chiffres par rapport à l'exercice précédent tant du côté de nos revenus à 2,5 milliards \$ (croissance de 12 %) que de notre résultat net avant les éléments particuliers à 230,5 millions \$ (croissance de 15 %). Nos flux de trésorerie disponibles ont atteint 248 millions \$, soit une hausse de 42 % par rapport à l'exercice précédent, et notre carnet de commandes a augmenté de plus de 1 milliard \$ pour s'établir à 6,4 milliards \$. Nous avons augmenté le dividende versé aux actionnaires pour la cinquième année consécutive et nous avons mis en place un régime de rachat d'actions.

Nous avons renforcé notre position de chef de file dans le secteur de l'aviation civile et nous avons établi un nouveau record de l'industrie en vendant 53 simulateurs de vol à l'échelle mondiale. L'acquisition de *Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT)* vient appuyer notre vision d'être le « partenaire de choix en formation » en élargissant notre réseau mondial de formation et en augmentant nos actifs. Nous avons également augmenté nos capacités d'entraînement en

vol en intégrant le programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC), un programme d'entraînement de renommée mondiale destiné aux pilotes militaires.

Le contrat que nous avons remporté pour fournir l'entraînement complet des pilotes d'aéronefs à voilure fixe de la *U.S. Army* élargit nos possibilités en tant qu'intégrateur de systèmes de formation pour les forces aériennes partout dans le monde. Du côté de CAE Santé, nous avons fait d'énormes progrès en construisant le premier centre de simulation médicale clé en main au Turkménistan et en lançant cinq produits innovateurs pour bonifier notre catalogue.

J'attribue ces nombreuses réalisations à trois principaux éléments qui nous différencient de la concurrence : nos employés compétents, dévoués et dotés d'un très grand savoir; un réseau mondial inégalé de centres de formation aéronautique; et une culture de l'innovation dynamique qui règne dans toute notre organisation.

Innovation et synergies

CAE est une entreprise bien différente de ce qu'elle était il y a quelques années à peine. Nous nous réinventons en mettant l'accent sur nos solutions intégrées de formation tout en tirant parti de notre solide leadership dans les produits de simulation. Près de 60 % de nos revenus proviennent maintenant de nos services. Cette orientation stratégique plus vaste favorise une croissance durable dans nos principaux segments en nous donnant accès à un marché beaucoup plus important. Cela améliore également notre stabilité en augmentant la quantité de revenus récurrents dans chaque secteur.

Nous tirons parti des synergies entre nos trois principaux secteurs qui partagent les six mêmes forces : un haut niveau d'activités récurrentes, un fossé concurrentiel solide, de l'espace pour croître dans les grands marchés, des tendances favorables constantes, une possibilité de rendements supérieurs et bien sûr, notre culture d'innovation. Cette combinaison unique de forces crée une proposition d'investissement attrayante du point de vue des risques et du rendement.

Au cours de l'exercice 2016, nous avons amorcé un programme d'amélioration des processus afin de révolutionner la façon dont nous construisons, déployons et assurons le soutien de nos simulateurs. L'innovation est la clé de ce processus, tout comme la participation active de nos employés. Je suis fortement inspiré par les résultats que je vois. Une de nos équipes a fait preuve d'ingéniosité et a rendu le simulateur CAE 7000XR plus léger, moins énergivore et plus facile à entretenir.

La force de nos employés

Cette grande réussite n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de l'innovation, de la passion et de la détermination dont nos employés font preuve pour façonner l'avenir de la formation. Alors que nous devenons une organisation davantage axée sur les clients, nos employés contribuent à réaliser notre vision. Cela inclut nos 2 000 instructeurs de vol qui sont au cœur d'une nouvelle initiative mondiale pour accélérer notre virage vers une entreprise de prestation de services de formation.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier nos 8 000 employés qui appuient activement notre vision et qui entretiennent la flamme de l'innovation dans l'ensemble de notre organisation.

Responsabilité sociale d'entreprise en action

Tous les employés de CAE sont fiers du fait que nos solutions de formation innovatrices améliorent le monde dans lequel on vit et le rendent plus sécuritaire et propre. Notre objectif fondamental est d'accroître nos contributions dans chacun de nos principaux marchés et dans chacune des collectivités où nous exerçons des activités. Pour y parvenir, nous prenons en considération les trois dimensions de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) – environnementale, sociale et économique – chaque fois que nous prenons une décision ou posons un geste.

Devenir une entreprise signataire du Pacte mondial des Nations Unies à l'exercice 2016 a renforcé notre engagement envers la conduite de nos activités de façon responsable. Nous faisons maintenant partie des quelque 12 000 signataires qui travaillent activement pour que leurs stratégies et leurs activités respectent les principes du Pacte à l'égard des droits de la personne, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Une autre réalisation dont nous sommes fiers à CAE porte sur l'amélioration constante de nos résultats en matière de santé et sécurité en fonction de nos indicateurs clés. Notre gestion est plus rigoureuse, nos critères de mesure sont plus proactifs et le nombre d'incidents est en baisse.

Perspectives

Comme vous pourrez le constater dans ce rapport, nous entrevoyons des perspectives de croissance prometteuses dans tous nos secteurs. Nous sommes dans une position solide avec un important carnet de commandes dans les secteurs Solutions de formation pour l'aviation civile et Défense et sécurité, et de nombreuses soumissions sont en cours dans tous nos secteurs, y compris Santé. Nos solutions de formation complètes et uniques ainsi que notre portée mondiale nous donnent l'occasion d'accroître notre part de marché dans le secteur de la formation. Pour l'exercice en cours, nous prévoyons enregistrer une croissance dans tous les secteurs, qui sera propulsée principalement par le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

En résumé, les perspectives sont prometteuses et stimulantes. Je tiens à remercier nos employés pour leur contribution à cette grande réussite. J'aimerais également remercier les membres du conseil d'administration pour leurs précieux conseils et leur soutien, et bien sûr nos actionnaires pour leur confiance. Aujourd'hui, plus que jamais, CAE s'engage à façonner l'avenir de la formation.



Table des matières

Rapport de gestion	
1. POINTS SAILLANTS	1
2. INTRODUCTION	3
3. À PROPOS DE CAE	5
3.1 Qui nous sommes	5
3.2 Notre vision	5
3.3 Notre stratégie	5
3.4 Nos activités	6
3.5 Variations du change	12
3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières	13
4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS	16
4.1 Résultat opérationnel – quatrième trimestre de l'exercice 2016	16
4.2 Résultat opérationnel – exercice 2016	18
4.3 Activités abandonnées	19
4.4 Coûts de restructuration	20
4.5 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total	20
5. RÉSULTATS PAR SECTEUR	21
5.1 Solutions de formation pour l'aviation civile	22
5.2 Défense et sécurité	25
5.3 Santé	27
6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	29
6.1 Mouvements de trésorerie consolidés	29
6.2 Sources de financement	30
6.3 Aide gouvernementale	31
6.4 Obligations contractuelles	31
7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	32
7.1 Capital utilisé consolidé	32
7.2 Arrangements non comptabilisés	34
7.3 Instruments financiers	34
8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES	37
9. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE	38
10. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	38
10.1 Risques liés à l'industrie	38
10.2 Risques propres à la Société	40
10.3 Risques liés au marché	43
11. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	44
12. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES	44
12.1 Nouvelles normes et modifications adoptées	44
12.2 Nouvelles normes et modifications non encore adoptées	44
12.3 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses	45
13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES	46
13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	46
13.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière	47
14. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	47
15. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	47
16. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	48
États financiers consolidés	50
Conseil d'administration et direction	110
Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs	111
Énoncés prospectifs	112

Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2016

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2015

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 722,5 millions \$ ce trimestre, en hausse de 106,2 millions \$, soit 17 %, par rapport au trimestre précédent et de 90,9 millions \$, soit 14 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 61,2 millions \$ (soit 0,23 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 57,9 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 3,3 millions \$, soit 6 %, et comparativement à 63,3 millions \$ (soit 0,24 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 2,1 millions \$, soit 3 %;
- Les éléments particuliers pris en compte dans le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société sont des coûts de restructuration de 16,8 millions \$ (11,6 millions \$ après impôt, soit 0,04 \$ par action) ce trimestre contre 2,0 millions \$ (1,5 million \$ après impôt, soit 0,01 \$ par action) pour le trimestre précédent. Le résultat net avant les éléments particuliers¹ s'est établi à 72,8 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers¹ a totalisé 0,27 \$ pour le trimestre écoulé, comparativement à 59,4 millions \$ (soit 0,22 \$ par action) pour le trimestre précédent;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 2,4 millions \$ (soit 0,01 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 0,2 million \$ (soit néant par action) au trimestre précédent et à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,8 million \$ (soit néant par action) au quatrième trimestre de l'exercice 2015.

Flux de trésorerie disponibles positifs¹ liés aux activités poursuivies de 12,8 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 51,0 millions \$ ce trimestre, comparativement à 214,9 millions \$ au trimestre précédent et à 160,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 18,8 millions \$ ce trimestre, à 15,7 millions \$ au trimestre précédent et à 16,7 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 0,3 million \$ ce trimestre, de néant au trimestre précédent et de 6,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 19,3 millions \$ ce trimestre, 12,4 millions \$ au trimestre précédent et 12,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2016

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport à l'exercice 2015

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 2 512,6 millions \$, en hausse de 266,3 millions \$, soit 12 %, par rapport à l'exercice précédent.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 239,3 millions \$ (soit 0,89 \$ par action), comparativement à 201,2 millions \$ (soit 0,76 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 38,1 millions \$, soit 19 %;
- Les éléments particuliers pris en compte dans le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société sont des coûts de restructuration de 28,9 millions \$ (20,6 millions \$ après impôt, soit 0,08 \$ par action) et un élément fiscal non récurrent de 29,4 millions \$ (soit 0,11 \$ par action) pour l'exercice écoulé. Le résultat net avant les éléments particuliers s'est établi à 230,5 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers a totalisé 0,86 \$ pour l'exercice écoulé;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 9,6 millions \$ (soit 0,04 \$ par action), comparativement à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,6 million \$ (soit néant par action) pour l'exercice précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles positifs liés aux activités poursuivies de 247,7 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 345,8 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 268,6 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 65,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 64,3 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes reçus des participations mises en équivalence ont totalisé 18,5 millions \$ pour l'exercice écoulé, par rapport à 8,9 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 1,8 million \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 7,6 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 56,7 millions \$ pour l'exercice écoulé, par rapport à 46,3 millions \$ pour l'exercice précédent.

Capital utilisé² de 2 727,6 millions \$ à la fin de l'exercice, en hausse de 91,6 millions \$, soit 3 %

- Le rendement du capital utilisé² (RCU) s'est établi à 10,6 % pour l'exercice écoulé, comparativement à 10,4 % pour l'exercice précédent;
- Le fonds de roulement hors trésorerie² a diminué de 12,8 millions \$ à l'exercice 2016 pour s'établir à 188,9 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 11,9 millions \$;
- Les actifs nets détenus en vue de la vente ont diminué de 45,5 millions \$ en raison de la vente de notre division minière au cours de l'exercice écoulé;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 140,8 millions \$ et de 2,8 millions \$;
- La dette nette² a diminué de 162,3 millions \$ pour l'exercice écoulé pour s'établir à 787,3 millions \$ à la fin de l'exercice.

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,23 (ratio de 1,33 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,13 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,0 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,11 (ratio de 1,18 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,02 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,0 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes totales se sont chiffrées à 2 782,0 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 420,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes total, qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des contreprises et les commandes non financées, s'établissait à 6 372,6 millions \$ au 31 mars 2016, en hausse de 1 015,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur prévue de 1 683,0 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 53 simulateurs de vol (FFS).

Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 985,6 millions \$.

Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 113,4 millions \$.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

- Le 30 septembre 2015, nous avons acquis les actifs de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), un intégrateur de systèmes de formation pour l'entraînement en vol dans le secteur de la défense;
- Au quatrième trimestre de l'exercice écoulé, nous avons conclu un accord conditionnel avec Lockheed Martin Corporation pour faire l'acquisition de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT), un fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation. Le 2 mai 2016, nous avons conclu l'acquisition de LMCFT. La transaction ne tient pas compte de la dette et comprend la trésorerie de l'entité acquise à la clôture de la transaction.

AUTRES

- Le 24 juillet 2015, nous avons conclu la vente de notre division minière, connue sous le nom de Datamine. Les résultats de notre division minière ont été présentés en tant qu'activités abandonnées au cours de la dernière année;
- Au premier trimestre de l'exercice écoulé, nous avons mis en œuvre un plan d'amélioration des processus pour transformer nos processus de production et notre offre de produits, ce qui a donné lieu à une diminution de l'effectif;
- Le 19 février 2016, nous avons annoncé que nous avons obtenu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) pour notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat d'au plus 5 398 643 de nos actions ordinaires émises et en circulation sur une période d'un an;
- Nous avons annoncé la nomination de Sonya Branco au poste de vice-présidente, Finances et chef de la direction financière de CAE inc. à compter du 23 mai 2016. Elle succède à Stéphane Lefebvre.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2016* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2016;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2015;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 19 mai 2016 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2016, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2016. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours de l'exercice 2016. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2016. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Événement postérieur à la date de clôture;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement (R-D), les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces à la cybersécurité, la durée du cycle de vente, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial des solutions de formation destinées aux secteurs de l'aviation civile, de la défense et de la sécurité, et des soins de santé. Nous concevons et intégrons les solutions de formation les plus complètes de l'industrie, grâce aux connaissances et à l'expertise de nos 8 000 employés, à nos technologies de simulation de calibre mondial et à 70 ans d'innovation en matière de services et de technologies. Notre présence internationale est la plus importante du secteur, grâce à 160 installations et centres de formation répartis dans plus de 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et au plus important parc de simulateurs de vol. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Notre vision est d'être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et d'améliorer la préparation.

3.3 Notre stratégie

Nous sommes à l'écoute des impératifs que représentent la sécurité, l'efficacité et la préparation pour nos clients dans trois principaux marchés : aviation civile, défense et sécurité, et soins de santé.

Nos décisions en matière de répartition du capital et des autres ressources sont guidées par trois impératifs stratégiques généraux : *concentration* sur nos trois marchés principaux; *protection* de notre position de chef de file grâce à l'innovation; et *croissance* passant par les solutions les plus complètes au monde, nous permettant d'être reconnus comme partenaire de formation de choix de nos clients.

Nous sommes une société unique, entièrement centrée sur la simulation et la formation, et notre engagement envers les besoins de formation à long terme de nos clients est incontesté.

Six forces

Nous sommes d'avis que six forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et nous placent en bonne position en vue d'une croissance à long terme durable :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Tendances favorables constantes;
- Possibilité de rendements plus importants;
- Culture d'innovation.

Haut niveau d'activités récurrentes

Près de 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services et sont en grande partie tributaires de contrats à long terme et de la demande en formation de nos clients visés par des exigences réglementaires qui les obligent à effectuer de la formation récurrente.

Fossé concurrentiel solide

Nous sommes fiers des relations solides que nous entretenons avec nos clients et nos partenaires, lesquelles, dans bien des cas, durent depuis déjà des dizaines d'années, et nous sommes un chef de file de tous nos secteurs de marché. Nous offrons à nos clients des solutions uniques et complètes dont la portée et l'échelle de calibre mondial sont parmi les meilleures du marché.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'aux soins de santé disposant d'une marge de manœuvre considérable qui nous permettra d'accroître notre part de marché à long terme.

Tendances favorables constantes

Les spécialistes du secteur de l'aviation commerciale estiment que la croissance du trafic passagers s'établira à 4,2 % par année au cours de la prochaine décennie. Dans le secteur de la défense et de la sécurité, nous sommes d'avis que la reprise des investissements en défense sera un moteur favorable et provoquera une utilisation accrue de la formation fondée sur la simulation. Nous constatons également que les clients, tant dans l'aviation civile que la défense et la sécurité, sont de plus en plus susceptibles d'externaliser leurs entreprises de formation. Dans le marché émergent de la santé, nous voyons également une adoption accrue de la simulation pour l'éducation et la formation des étudiants et des praticiens.

Possibilité de rendements plus importants

La proportion croissante des produits des activités ordinaires que nous tirons des services de formation présente la possibilité d'un cycle moins amplifié, la formation découlant en grande partie des besoins en formation du parc d'appareils en service. En outre, notre croissance peut être plus rapide que celle de nos marchés sous-jacents grâce à l'augmentation de notre part de marché.

Culture d'innovation

Nous tirons un avantage concurrentiel considérable de notre position de chef de file de l'innovation en matière de produits de simulations et de solutions de formation. Nous faisons également preuve de polyvalence en assurant la participation des clients à un éventail de modèles de partenariat.

3.4 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous répondons aux besoins des pilotes professionnels pendant toute leur carrière, d'élève-pilote à commandant. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expertise du secteur, notre crédibilité sans faille, notre réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans 30 pays et, grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 261 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et des solutions complètes intégrant les données de vol et les données de simulation de manière à mieux comprendre la performance des apprenants. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec 9 écoles de pilotage et un parc de plus de 165 avions. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Qualité, fidélité et fiabilité sont au cœur du matériel de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nous avons récemment conçu des simulateurs pour les Airbus A350 XWB et A320Neo, le Cirrus SF50, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42/72-600, les Bombardier CSeries, les Global 5000/6000 et Global 7000/8000, le Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses concernant leur longue durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Nous offrons également le meilleur soutien qui soit grâce à une gamme complète de services et à notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes

La formation dans le secteur de l'aviation civile compte une proportion élevée d'activités récurrentes découlant d'un environnement fortement réglementé en vertu de normes mondiales et nationales, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Ces exigences de formation obligatoires et récurrentes sont réglementées par les autorités réglementaires aéronautiques nationales et internationales telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AES A) et la Federal Aviation Administration (FAA).

Les récents modes d'attestation des pilotes et l'évolution des exigences réglementaires augmentent le recours à la formation fondée sur la simulation. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL), la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle, et les exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. Divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont récemment mis en place des exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode alternative en matière de formation et d'attribution de licences que nous offrons en plus de l'ATPL. La MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, les deux tiers de la formation initiale dans le cadre des programmes de MPL du secteur s'effectuent sur des dispositifs de simulation et le tiers restant, sur des appareils réels, comparativement à une formation traditionnelle sur des appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les licences initiales. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs en Asie, au Moyen-Orient et en Europe font appel aux programmes de MPL de CAE. À mesure que la méthode MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes

La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements adéquats tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes qui soient et en cultivant la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour combler les lacunes d'efficacité grandissantes, les questions de pénurie des pilotes, l'évolution de la réglementation et de l'environnement de formation et le grand nombre de nouveaux programmes d'appareils. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, à des cours, à des programmes et à des instructeurs, et ils sont ainsi plus à même de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

La tendance à la croissance à long terme du trafic aérien donne lieu à une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 4,2 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour l'année civile 2015, le trafic passagers a progressé de 6,5 % dans le monde comparativement à l'année civile 2014. Pour le premier trimestre de l'année civile 2016, le trafic passagers a augmenté de 7,0 % par rapport au premier trimestre de l'année civile 2015. Les marchés émergents continuent d'afficher la meilleure performance; le trafic passagers ayant progressé de 10,8 % au Moyen-Orient, de 8,6 % en Asie et de 5,3 % en Amérique latine, alors qu'il s'est accru de 5,4 % en Europe et de 4,7 % en Amérique du Nord.

Selon la FAA, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a poursuivi son évolution, affichant une progression de 1,4 % au cours des 12 derniers mois. Il existe un lien étroit entre le niveau de rentabilité des entreprises, la croissance économique et la demande pour les vols d'avions d'affaires. Pour ce qui est des solutions de formation sur hélicoptères, la demande est principalement tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz, puisque les exploitants d'hélicoptères œuvrant dans ce secteur constituent la majorité de la clientèle de ce segment de formation relativement restreint. La baisse prolongée des prix du pétrole a donné lieu à une diminution de la demande des exploitants d'hélicoptères extracôtiers.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Croissance du parc d'avions commerciaux en service

En tant que fournisseurs de solutions de formation intégrées, notre croissance à long terme est étroitement liée au parc d'avions commerciaux en service.

Le parc mondial d'avions commerciaux a progressé à un taux annuel moyen de 3,2 % au cours des 20 dernières années et devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,6 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. De mars 2015 à mars 2016 la flotte mondiale d'avions commerciaux s'est accrue de 4,2 %, affichant une hausse de 8,3 % au Moyen-Orient et de 7,6 % en Asie, alors qu'elle a affiché une croissance modeste de 3,3 %, de 3,2 % et de 2,0 % en Amérique latine, en Europe et en Amérique du Nord, respectivement.

Notre solide fossé concurrentiel, composé de notre vaste réseau mondial de formation, des meilleurs instructeurs qui soient, de programmes de formation complets et de solides partenariats avec les transporteurs aériens en matière de formation, nous permet de combler les besoins en formation découlant d'une flotte croissante d'avions commerciaux en service.

Nous sommes en bonne position pour tirer parti de notre leadership technologique et de notre savoir-faire, notamment les FFS de Série CAE 7000XR et les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}, pour fournir des solutions de formation qui répondent aux besoins de formation croissants des transporteurs aériens qui continuent d'exploiter leurs propres centres de formation.

Les grands fabricants OEM de jets d'affaires comptent toujours lancer de nouvelles plateformes au cours des prochaines années, dont les Bombardier Global 7000/8000, les Cessna Citation Longitude et Hemisphere, le Dassault Falcon 5X, les Gulfstream 500/600, le Cirrus SF50 et le Pilatus PC-24.

Grâce à ce réseau de formation dans le secteur de l'aviation d'affaires, à notre gamme complète de programmes de formation, à nos relations à long terme avec des fabricants OEM clés et à des investissements continus dans notre réseau, nous sommes en bonne position pour répondre aux besoins en formation découlant de la mise en service de ces nouvelles plateformes.

Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés

Nous disposons d'une marge de manœuvre considérable dans le marché des services de formation, grâce à une demande à long terme soutenue pour des professionnels de l'aviation qualifiés. Cette demande est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'avions. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs a donné lieu à une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil. Dans une étude publiée en 2011, l'OACI conclut que quelque 26 000 nouveaux pilotes seront nécessaires chaque année à l'échelle mondiale d'ici 2030 pour soutenir la croissance du trafic passagers. Pour soutenir cette croissance, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui satisferont aux besoins de formation d'une nouvelle génération, donnant lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées de formation réelle, virtuelle et constructive (LVC) destinées aux forces de défense. Notre savoir-faire englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotes, aussi appelés systèmes aériens sans pilote (UAS). Nous offrons également des solutions de formation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major ainsi que des systèmes d'entraînement tactique à la guerre maritime. Nous fournissons des solutions de formation aux organismes gouvernementaux en matière de gestion des urgences et des catastrophes.

Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes de formation entre la formation réelle, virtuelle et constructive de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. En conséquence, nous nous tournons de plus en plus vers des programmes qui intègrent l'entraînement LVC, programmes dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur une facette d'une telle solution. Intégrateur de systèmes de formation de premier plan, CAE est dans une position unique pour offrir à ses clients une gamme complète de solutions de LVC innovatrices allant de la formation en classe, virtuelle et interactive aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 forces de défense dans environ 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous avons récemment accru notre soutien à l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC), et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients

CAE génère une proportion élevée d'activités récurrentes grâce à sa position de premier plan sur des plateformes durables, notamment aux termes de contrats de services à long terme. La majorité des forces de défense dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis ont ralenti la production de nouvelles plateformes et reporté à plus tard les nouvelles acquisitions, ce qui a poussé les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée d'utilité permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130 Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde, notre position de partenaire de choix pour des programmes comme l'Aircrew Training System axé sur le KC-135 de la U.S. Air Force et la formation des équipages des MQ-1 Predator/MQ-9 Reaper de même qu'à son expérience des grandes plateformes durables, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits, de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien. De plus, il existe une forte demande pour des plateformes durables, dont le C-130, le P-8A, le MH-60R et les MQ-1/MQ-9, dans des marchés dont les budgets de défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, représentant ainsi des occasions de fournir des nouveaux systèmes et services de formation pour des plateformes que CAE connaît très bien.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées d'avoir davantage recours à la formation synthétique

Le recours accru à la formation synthétique par les forces de défense est l'un des moteurs de l'expertise et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique pour une tranche plus élevée de leur programme de formation total en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronaves, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à l'entraînement sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces armées un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Le coût élevé de l'entraînement sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. La nature de l'entraînement axé sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique est en progression. La U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils existantes pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020, et le programme pour certains nouveaux appareils comme le P-8A est articulé autour de la formation synthétique à hauteur d'environ 70 %. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices d'entraînement sur appareil, la plupart des forces de défense commencent à modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation LVC afin de consacrer une plus grande partie du programme de formation à la simulation virtuelle et constructive. CAE a par exemple obtenu des contrats aux termes du programme axé sur le KC-135 de la U.S. Air Force en vue de moderniser une gamme de dispositifs d'entraînement des équipages du KC-135 afin qu'ils puissent être utilisés sur le réseau du centre d'entraînement distribué de la U.S. Air Force, leur permettant ainsi de réaliser un entraînement distribué sur des ravitailleurs virtuels.

Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation

Le rythme accru des opérations, un personnel limité et des pressions budgétaires ont conduit les forces de défense du monde à trouver des partenaires fiables pour les aider à mettre au point, à gérer et à livrer les systèmes d'entraînement nécessaires aux plateformes et opérations complexes d'aujourd'hui. Les forces armées considèrent de plus en plus une approche plus intégrée et « globale » pour ce qui est de l'entraînement. Pour les aider à gérer la complexité et les défis qu'ils doivent relever, de nombreux programmes d'entraînement font désormais appel à des partenaires de l'industrie pour la conception et la gestion d'un système d'entraînement dans son ensemble. CAE utilise l'expression « intégration des systèmes de formation » pour désigner cette approche, et elle a positionné la Société mondialement en tant qu'intégrateur indépendant de systèmes de formation, peu importe la plateforme. Le but ultime pour les forces de défense est de maximiser l'uniformité en vue d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et, plus important encore, d'améliorer la préparation aux missions. L'intégrateur de systèmes de formation tient compte des facteurs réels, virtuels et constructifs pour élaborer un entraînement complet qui répond tant aux besoins du débutant qu'à ceux des troupes appelées à mener des missions opérationnelles interarmées.

Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance

L'efficacité que tirent nos clients de la sous-traitance d'une partie de leurs services de formation et de soutien est un autre facteur déterminant du savoir-faire et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements gèrent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts sans nuire aux niveaux de préparation et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services d'entraînement, tendance qui devrait se maintenir et qui s'aligne parfaitement avec la stratégie de CAE visant la croissance de services récurrents à long terme. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services d'entraînement parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement, pour un investissement en capital moins élevé, et qu'elle soutient l'entraînement nécessaire à l'atteinte du niveau de préparation souhaité. Par exemple, nous poursuivons la livraison de nouveaux dispositifs d'entraînement au vol pour la prestation de services d'entraînement des équipages du T-44C offerts par CAE à l'U.S. Navy et au Marine Corps, dans le cadre d'un contrat à long terme en vertu duquel CAE offre des services d'entraînement des équipages du T-44C aux termes d'un programme de services de formation appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci, l'un des premiers programmes en son genre aux États-Unis. Nous estimons que ce type de programme de prestation de services d'entraînement deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition

Les forces armées se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions, et pour accroître l'intégration et la mise en réseau de systèmes de formation disparates afin que les forces militaires puissent s'entraîner dans un monde virtuel. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, l'Aviation royale canadienne (ARC) a annoncé sa Stratégie de simulation 2025, en vertu de laquelle elle se dotera d'un système combinant l'instruction réelle, virtuelle et constructive au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. L'ARC modernisera son programme d'entraînement actuel axé sur les avions au profit d'un système axé sur les technologies de simulation de pointe, ce qui permettra l'entraînement des équipages dans un espace de combat virtuel. Les forces de défense des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie ont publié des stratégies similaires. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune, qui facilitent l'entraînement aux missions intégré et en réseau.

Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement

Nous sommes un partenaire de choix pour les fabricants OEM grâce à notre expérience, à notre présence mondiale et à nos technologies innovatrices. Nous nous allions à des fabricants du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les fabricants OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale en systèmes d'entraînement. Par exemple, Boeing a conçu l'avion de patrouille maritime P-8A et a confié à CAE la conception et le développement de dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A pour la U.S. Navy et la Royal Australian Air Force. Boeing continue de commercialiser le P-8A à l'échelle internationale et a récemment conclu un contrat visant la livraison du P-8A au Royaume-Uni, ce qui ouvrira d'autres portes à CAE. Parmi les autres exemples des relations qu'entretient CAE avec les fabricants OEM quant à des plateformes qui créent des occasions d'affaires, mentionnons les partenariats avec Airbus Defence & Space pour le C295, qui est offert au Canada en vertu du projet de remplacement d'avions de recherche et sauvetage à voilure fixe, avec Finmeccanica pour la formation sur avion de chasse d'entraînement M-346, qui est offert aux États-Unis en tant que T-100 en vertu du programme T-X de la U.S. Air Force, et avec Lockheed Martin pour l'appareil de transport C-130J Super Hercules, que plusieurs forces militaires internationales additionnelles sont en voie d'acquérir.

CAE fait également partie de l'Équipe Seahawk, de concert avec l'U.S. Navy et des sociétés comme Lockheed Martin/Sikorsky, laquelle offre l'hélicoptère MH-60R en vertu du programme de ventes militaires à l'étranger à des clients internationaux. Nous nous sommes également associés à l'échelle mondiale avec General Atomics dans le but d'offrir des solutions de formation sur les avions télépilotes Predator/Reaper.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons, fabriquons et commercialisons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, et offrons des services de consultation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins médicaux et paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'interventions (chirurgicaux), des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous sommes le chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexes simulant les réactions humaines aux interventions cliniques. Une de nos innovations récentes, un simulateur d'accouchement permettant de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçue pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité. Nous offrons notamment des services et un soutien continus de même qu'un accès illimité et exclusif à la formation. Nous offrons des solutions de gestion de centres de simulation pour la formation en soins de santé, où nous sommes un chef de file sur le marché. Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous sommes la seule société à offrir de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie Santé compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients. Nous offrons des services professionnels de consultation et de gestion de projets clés en main dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé, et nous avons récemment annoncé un partenariat avec l'American Society of Anesthesiologists visant l'élaboration d'un produit de simulation sur écran à l'intention des médecins. La nouvelle plateforme offrira la formation liée au maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous permettra d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation. Notre équipe OEM livre des solutions de formation adaptées aux fabricants d'appareils médicaux et a tout récemment mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à positionner la pompe cardiaque Impella d'AbioMed, sous fluoroscopie et échographie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales.

Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé

Des évaluations indépendantes du marché mondial de la simulation dans le secteur des soins de santé, portant sur les produits et les services, établissent à environ 860 millions \$ la valeur du marché en 2014 et indiquent que ce marché devrait s'accroître à un taux de croissance annuel composé de 19,1 % de 2014 à 2019. L'Amérique du Nord est le plus important marché de la simulation en soins de santé, suivie de l'Europe et de l'Asie. Ce marché comprend à la fois des produits et des services dans les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'interventions, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions audiovisuelles, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Aux États-Unis, la demande importante en services de soins de santé découle notamment de l'augmentation de l'espérance de vie et de la génération du baby-boom, ce qui a entraîné une hausse des dépenses en soins de santé. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) des États-Unis estiment à 5,8 % la croissance annuelle moyenne des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à être plus sécuritaires et à améliorer leur efficacité, ce qui stimule la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

Selon une nouvelle étude effectuée par des chercheurs en sécurité des patients et publiée dans le *British Medical Journal* en mai 2016, les erreurs médicales commises dans les hôpitaux et dans d'autres établissements de santé sont la troisième cause de décès aux États-Unis. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire ou recommandé d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification MOCA, d'éléments de chirurgie par laparoscopie (FLS) et de soins avancés de réanimation traumatologique (ATLS). En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education (ACGME) évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

Accès limité à de vrais patients pendant la formation

L'éducation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans les programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique, expose les étudiants à des événements risqués peu fréquents et leur permet de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique. La simulation offre une expérience de formation uniforme et reproductible et permet de s'exercer sur une variété de patients et de scénarios qu'il ne serait pas possible d'égaliser en pratique clinique normale. Par exemple, notre simulateur d'accouchement Lucina est conçu pour permettre aux équipes médicales de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi que des procédures complexes. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution alternative peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de formation d'équipes interprofessionnelles, de réponse à une catastrophe majeure et d'administration d'anesthésie.

Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En tant que partenaire de choix des principaux fabricants OEM, nous continuons de collaborer à la prestation de formation innovatrice et adaptée visant les nouvelles technologies, comme pour la pompe cardiaque Impella d'AbioMed.

3.5 Variations du change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2016	2015	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,30	1,27	2 %
Euro (€)	1,48	1,36	9 %
Livre sterling (£)	1,87	1,88	(1) %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	2016	2015	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,31	1,14	15 %
Euro (€)	1,45	1,44	1 %
Livre sterling (£)	1,98	1,83	8 %

Pour l'exercice 2016, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 126,1 millions \$ des produits des activités ordinaires et à une augmentation de 11,1 millions \$ du résultat net par rapport à l'exercice 2015. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de l'exercice aux taux de change mensuels moyens de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour l'exercice écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

– Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres. Nous appliquons la comptabilité de couverture d'investissements nets de manière à couvrir nos investissements nets dans nos entités aux États-Unis. Nous avons désigné une tranche du montant en capital de nos placements privés libellés en dollars américains comme élément de couverture de ces investissements.

– Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– Nos activités de production au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous exerçons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

A cet effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin d'atténuer au minimum l'incidence potentielle des fluctuations des taux de change, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations du change. Aux fins de cette analyse de sensibilité, nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés à nos activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges de nos activités canadiennes par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet attendu de cette variation (après impôt) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

Risque (<i>montants en millions</i>)	Produits des activités ordinaires	Résultat opérationnel	Couverture	Risque net
Dollar américain (\$ US)	12,0 \$	3,4 \$	(2,7) \$	0,7 \$
Euro (€)	3,5	0,3	(0,2)	0,1
Livre sterling (£)	1,4	0,1	(0,1)	-

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait l'effet contraire.

3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires futurs provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires, et que le carnet de commandes est néant.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les éléments particuliers

Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration après impôt et des éléments fiscaux non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration et des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 Résultat opérationnel – quatrième trimestre de l'exercice 2016

(montants en millions, sauf les montants par action)	T4-2016	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015
Produits des activités ordinaires	722,5	616,3	616,8	557,0	631,6 \$
Coût des ventes	511,9	447,8	457,6	399,4	449,6 \$
Marge brute ³	210,6	168,5	159,2	157,6	182,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	29,1	27,3	25,8	28,3	28,8 %
Frais de recherche et de développement ³	26,5	20,0	20,3	20,8	19,5 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	88,9	81,5	69,3	71,8	69,4 \$
Autres profits – montant net	(10,8)	(6,7)	(2,0)	(4,7)	(5,6) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(10,6)	(12,9)	(8,4)	(11,5)	(6,7) \$
Coûts de restructuration	16,8	2,0	2,4	7,7	- \$
Résultat opérationnel ³	99,8	84,6	77,6	73,5	105,4 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,8	13,7	12,6	13,2	16,7 %
Produits financiers	(2,8)	(2,4)	(2,3)	(2,0)	(2,3) \$
Charges financières	21,2	21,4	21,4	20,7	20,6 \$
Charges financières – montant net	18,4	19,0	19,1	18,7	18,3 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	81,4	65,6	58,5	54,8	87,1 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	19,3	8,5	(17,2)	9,8	20,2 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	24	13	(29)	18	23 %
Résultat des activités poursuivies	62,1	57,1	75,7	45,0	66,9 \$
Résultat des activités abandonnées	(2,4)	(0,2)	(6,5)	(0,5)	0,8 \$
Résultat net	59,7	56,9	69,2	44,5	67,7 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	61,2	57,9	75,3	44,9	63,3 \$
Activités abandonnées	(2,4)	(0,2)	(6,5)	(0,5)	0,8 \$
	58,8	57,7	68,8	44,4	64,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,9	(0,8)	0,4	0,1	3,6 \$
	59,7	56,9	69,2	44,5	67,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,23	0,21	0,28	0,17	0,24 \$
De base et dilué – activités abandonnées	(0,01)	-	(0,02)	-	- \$
	0,22	0,21	0,26	0,17	0,24 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 17 % par rapport au trimestre précédent et de 14 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en hausse de 106,2 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 58,3 millions \$, soit 17 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication du fait de l'augmentation des niveaux de production et du moment de la vente de simulateurs partiellement construits. Les produits des activités ordinaires provenant de l'Amérique et de l'Europe en raison des taux accrus d'utilisation de simulateurs ont également contribué à la hausse, tout comme l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 40,4 millions \$, soit 16 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et d'un niveau d'activité accru à l'égard des programmes australiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 7,5 millions \$, soit 27 %, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation, des simulateurs de patients et des simulateurs d'interventions, essentiellement, dans ce dernier cas, du fait des partenariats avec des fabricants OEM clés.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 90,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 59,0 millions \$, soit 25 %, essentiellement en raison de l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, acquise au deuxième trimestre de l'exercice écoulé, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 25,4 millions \$, soit 7 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, de la hausse du taux d'utilisation de simulateurs, surtout en Europe, de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison d'une hausse des niveaux de production et de la demande accrue pour nos activités de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 6,5 millions \$, soit 22 %, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel⁴ en hausse de 30,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 11,2 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel s'est établi à 99,8 millions \$ ce trimestre, soit 13,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 84,6 millions \$, soit 13,7 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 105,4 millions \$, soit 16,7 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2015. Ce trimestre, la Société a comptabilisé des coûts de restructuration de 16,8 millions \$, contre 2,0 millions \$ pour le trimestre précédent et néant pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel a atteint 116,6 millions \$, contre 86,6 millions \$ pour le trimestre précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 30,0 millions \$, soit 35 %, par rapport au trimestre précédent. Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 19,7 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 8,4 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 1,9 million \$ pour le secteur Santé.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 11,2 millions \$, soit 11 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015. L'augmentation de 13,2 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a été neutralisée en partie par la diminution de 1,4 million \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 0,6 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 0,6 million \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 0,1 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

Le montant net des charges financières a diminué ce trimestre par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation du produit d'intérêts et la diminution de la charge d'intérêts à la désactualisation des autres passifs non courants.

Le montant net des charges financières du trimestre est demeuré stable par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015.

Taux d'imposition de 24 % ce trimestre

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 19,3 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 24 %, comparativement à 13 % au trimestre précédent et à 23 % au quatrième trimestre de l'exercice 2015.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions et par des incitatifs fiscaux accordés aux fabricants américains comptabilisés au trimestre précédent.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015 est en grande partie attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

4.2 Résultat opérationnel – exercice 2016

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2016	Exercice 2015
Produits des activités ordinaires	2 512,6	2 246,3 \$
Coût des ventes	1 816,7	1 642,6 \$
Marge brute	695,9	603,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	27,7	26,9 %
Frais de recherche et de développement	87,6	64,1 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	311,5	264,6 \$
Autres profits – montant net	(24,2)	(20,3) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(43,4)	(37,5) \$
Coûts de restructuration	28,9	- \$
Résultat opérationnel	335,5	332,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,4	14,8 %
Produits financiers	(9,5)	(9,8) \$
Charges financières	84,7	80,7 \$
Charges financières – montant net	75,2	70,9 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	260,3	261,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	20,4	57,8 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	8	22 %
Résultat des activités poursuivies	239,9	204,1 \$
Résultat des activités abandonnées	(9,6)	0,6 \$
Résultat net	230,3	204,7 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
Activités poursuivies	239,3	201,2 \$
Activités abandonnées	(9,6)	0,6 \$
	229,7	201,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6	2,9 \$
	230,3	204,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base et dilué – activités poursuivies	0,89	0,76 \$
De base et dilué – activités abandonnées	(0,04)	- \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 266,3 millions \$, soit 12 %, par rapport à l'exercice précédent

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont progressé par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 134,5 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, de l'accroissement du taux d'utilisation de simulateurs en Europe et en Amérique, de l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison de la hausse des niveaux de production et de la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 112,7 millions \$, soit 13 %, essentiellement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, de l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires tirés de FAMB, acquise au deuxième trimestre de l'exercice écoulé, et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 19,1 millions \$, soit 20 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en grande partie grâce au lancement de nouveaux produits, et à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des établissements à l'étranger.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en hausse de 92,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 695,9 millions \$ pour l'exercice, soit 27,7 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 603,7 millions \$, soit 26,9 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute a augmenté par rapport à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 31,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel s'est élevé à 335,5 millions \$ pour l'exercice écoulé, soit 13,4 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 332,8 millions \$, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. Pour l'exercice écoulé, la Société a comptabilisé des coûts de restructuration de 28,9 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 364,4 millions \$.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 31,6 millions \$, soit 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 26,9 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 4,2 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 0,5 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 4,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2015 à exercice 2016
Charges financières de la période précédente, montant net	70,9 \$
Variation des charges financières depuis la période précédente :	
Augmentation des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les contrats de location-financement)	0,3 \$
Augmentation des charges financières liées aux contrats de location-financement	0,5
Augmentation des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances	0,1
Augmentation des autres charges financières	2,4
Augmentation des coûts d'emprunt inscrits à l'actif	0,7
Augmentation des charges financières depuis la période précédente	4,0 \$
Variation des produits financiers depuis la période précédente :	
Augmentation du produit d'intérêts sur les prêts et les contrats de location-financement	(0,4) \$
Diminution des autres produits financiers	0,7
Diminution des produits financiers depuis la période précédente	0,3 \$
Charges financières de la période courante, montant net	75,2 \$

Le montant net des charges financières s'est établi à 75,2 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 4,3 millions \$, soit 6 %, par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant des frais liés aux lettres de crédit, de la baisse des coûts d'emprunt inscrits à l'actif de certains actifs non courants et de l'augmentation des obligations relatives aux charges du personnel et aux contrats de location-financement.

Taux d'imposition de 8 % pour l'exercice écoulé

Pour l'exercice, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 20,4 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 8 %, comparativement à 22 % pour l'exercice précédent.

Le taux d'imposition de l'exercice écoulé tient compte d'éléments non récurrents liés au règlement favorable de différends fiscaux au Canada quant au traitement fiscal de la vente de certains simulateurs partiellement construits, neutralisés en partie par l'incidence défavorable de certains contrôles fiscaux. Abstraction faite de ces éléments non récurrents et des incitatifs fiscaux accordés aux fabricants américains par le gouvernement des États-Unis, le taux d'imposition de l'exercice se serait chiffré à 20 %. La diminution du taux d'imposition par rapport à l'exercice 2015 est essentiellement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

4.3 Activités abandonnées

Au cours de l'exercice précédent, nous avons décidé de vendre notre division minière afin de concentrer nos ressources et nos investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées pour nos trois secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité, et Santé. Les résultats de notre division minière sont classés et présentés séparément dans les activités abandonnées.

Le 24 juillet 2015, nous avons conclu la vente de notre division minière, connue sous le nom de Datamine, pour un montant total de 31,2 millions \$, incluant la finalisation de l'ajustement du fonds de roulement et excluant une contrepartie éventuelle maximale de 10,0 millions \$ sous réserve de l'atteinte de certains résultats financiers.

La Société a comptabilisé un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 9,6 millions \$ pour l'exercice écoulé, alors que le résultat des activités abandonnées correspondait à un bénéfice de 0,6 million \$ pour l'exercice précédent.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 3 des états financiers consolidés.

4.4 Coûts de restructuration

Afin de renforcer notre position concurrentielle, nous avons, au cours de l'exercice écoulé, mis en œuvre un plan d'amélioration des processus pour transformer nos processus de production et notre offre de produits, ce qui a donné lieu à une diminution de l'effectif. Des coûts de restructuration nets d'un montant après impôt de 20,6 millions \$, constitués principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, ont été inclus dans le résultat net de l'exercice 2016.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 12 des états financiers consolidés.

4.5 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 6 372,6 millions \$ à la fin de l'exercice 2016, en hausse de 19 % par rapport à l'exercice précédent. De nouvelles commandes de 2 782,0 millions \$ ont été ajoutées pour l'exercice écoulé, neutralisées en partie par les produits des activités ordinaires de 2 512,6 millions \$ tirés de nos commandes engagées. L'acquisition de FAMB au cours de l'exercice écoulé a donné lieu à un ajustement de 463,3 millions \$ des commandes engagées et de 86,0 millions \$ des commandes non financées⁵. Outre l'acquisition de FAMB, les ajustements des commandes engagées comprennent la réévaluation de certains contrats et la résiliation de deux commandes d'exercices antérieurs dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ainsi que les variations du change. Notre carnet de commandes des coentreprises⁵ s'est établi à 551,3 millions \$ et nos commandes non financées⁵, à 756,4 millions \$.

Carnet de commandes total en hausse de 19 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2016	Exercice 2015
Commandes engagées en début de période	4 354,1 \$	4 205,6 \$
+ commandes	2 782,0	2 361,2
- produits des activités ordinaires	(2 512,6)	(2 246,3)
+/- ajustements	441,4	33,6
Commandes engagées en fin de période	5 064,9 \$	4 354,1 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	551,3	607,8
Commandes non financées	756,4	395,3
Carnet de commandes total	6 372,6 \$	5 357,2 \$

Pour l'exercice 2015, les ajustements s'expliquent essentiellement par les variations du change, neutralisées en partie par la résiliation d'un contrat en Amérique du Nord et la réévaluation de certains contrats du secteur Défense et sécurité.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,23. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,11.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2016	Exercice 2015	T4-2016	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	237,4	210,5	75,0	55,3	50,1	57,0	61,8 \$
	16,6	16,3	19,1	16,5	13,7	17,0	16,8 %
Défense et sécurité	119,8	115,6	38,1	29,7	28,4	23,6	39,5 \$
	12,3	13,5	13,0	11,7	12,6	12,0	16,8 %
Santé	7,2	6,7	3,5	1,6	1,5	0,6	4,1 \$
	6,3	7,1	9,8	5,7	5,9	2,5	14,0 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	364,4	332,8	116,6	86,6	80,0	81,2	105,4 \$
Coûts de restructuration	(28,9)	-	(16,8)	(2,0)	(2,4)	(7,7)	- \$
Résultat opérationnel	335,5	332,8	99,8	84,6	77,6	73,5	105,4 \$

Capital utilisé⁶

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2016	31 décembre 2015	30 septembre 2015	30 juin 2015	31 mars 2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 017,1	2 022,6	2 075,1	2 023,0	1 984,2 \$
Défense et sécurité	720,3	745,7	746,3	749,4	675,5 \$
Santé	206,0	218,2	210,4	197,8	206,5 \$
	2 943,4	2 986,5	3 031,8	2 970,2	2 866,2 \$

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2016

Acquisition

- Nous avons annoncé la conclusion d'un accord conditionnel avec Lockheed Martin Corporation pour faire l'acquisition de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT). L'acquisition a été conclue le 2 mai 2016.

Expansions

- Nous avons annoncé cinq nouveaux programmes de formation à l'aviation qui sont ou seront bientôt prêts. Les programmes de formation visent les jets d'affaire Bombardier, Gulfstream et Dassault ainsi que les hélicoptères Sikorsky et Eurocopter;
- Le simulateur Falcon 900/2000 EASy situé au Dallas East Training Centre (États-Unis) a reçu la certification de niveau D de la FAA;
- Nous avons annoncé avec Líder Aviação l'expansion du programme de formation de notre coentreprise au Brésil pour effectuer la formation initiale et périodique des pilotes AW139, ainsi que l'entraînement spécifique aux missions pour diverses applications;
- Nous avons conclu un partenariat avec Gulf Aviation Academy (GAA) pour fournir des services additionnels de formation sur Embraer 170/190 en Europe. Nous avons déménagé le FFS et le dispositif de formation Embraer 170/190 de GAA qui ont été construits par CAE vers le centre de formation de CAE à Amsterdam afin de répondre à la demande accrue de formation sur Embraer 170/190 en Europe;
- Nous avons mis en service un deuxième FFS A320 à notre centre de formation à Barcelone dans le cadre de notre accord de services de formation avec Vueling Airlines, S.A. Nous avons également annoncé que le centre sera agrandi pour accroître les installations de formation et les salles de classe afin de répondre aux exigences croissantes de Vueling.

Nouveaux programmes et produits

- Le premier simulateur de vol A350 XWB au monde, situé au centre de formation Airbus à Toulouse (France), a reçu la certification de niveau D. De plus, le dispositif de formation au vol A350 à base fixe a reçu des qualifications de type courantes des pilotes;
- Nous avons réussi à faire approuver les premiers simulateurs au monde dotés d'un poste d'instructeur pour la formation sur le rétablissement en cas de perte de contrôle par l'AESA, la FAA et l'OACI;
- Le simulateur Airbus Helicopters H225 situé à notre centre de formation d'Oslo (Norvège) a reçu la certification de niveau D. Notre centre de formation a également été désigné comme un centre de simulation approuvé d'Airbus Helicopters. CAE est le premier fournisseur indépendant de formation axée sur la simulation à recevoir cette distinction;
- Nous avons annoncé avec Bombardier Avions Commerciaux que le FFS de l'avion CS100 de conception entièrement nouvelle a reçu une qualification provisoire de niveau C.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 522,9 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 20 FFS.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Cinq FFS, soit trois Boeing 737MAX, un Airbus A320 Neo et un ATR72-600, à Lion Air;
- Cinq FFS 737NG à Southwest Airlines;
- Un FFS Boeing 767 à Uzbekistan Airlines;
- Un FFS Boeing 737NG à Avenger Flight Group;
- Un FFS Airbus A320 à Sofia Flight Training;
- Sept FFS, soit trois Airbus A320, un Boeing 737NG, un Boeing 787, un MD11F et un ATR72-600, à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Pour l'exercice écoulé, le secteur Civil a enregistré des commandes portant sur la fourniture de 53 FFS.

Autres principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un contrat avec Lion Air pour la fourniture d'un programme de formation théorique pour l'obtention de la licence de pilote de ligne (ATPL) conforme aux exigences de l'AESA de CAE pour les trois écoles de pilotage de la compagnie aérienne situées en Indonésie;
- Un contrat à long terme exclusif avec JetBlue pour la fourniture d'un nouveau programme de formation des pilotes axé sur les compétences qui englobe un apprentissage en classe, une expérience de vol concrète et une formation sur des FFS.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	Exercice 2016	Exercice 2015	T4-2016	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	
Produits des activités ordinaires	1 429,1	1 294,6	393,0	334,7	365,2	336,2	367,6	\$
Résultat opérationnel sectoriel	237,4	210,5	75,0	55,3	50,1	57,0	61,8	\$
Marges opérationnelles	16,6	16,3	19,1	16,5	13,7	17,0	16,8	%
Dotation aux amortissements	133,8	120,1	34,8	34,5	33,4	31,1	30,8	\$
Dépenses en immobilisations corporelles	92,9	111,3	29,6	21,3	20,6	21,4	29,4	\$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	33,7	40,6	8,3	7,6	10,6	7,2	8,8	\$
Capital utilisé	2 017,1	1 984,2	2 017,1	2 022,6	2 075,1	2 023,0	1 984,2	\$
Carnet de commandes total	3 078,6	2 903,3	3 078,6	3 085,6	3 003,1	2 789,4	2 903,3	\$
Unités NES ⁷	204	197	205	205	202	203	201	
FFS déployés	261	256	261	258	259	258	256	
Taux d'utilisation ⁷	71	68	76	73	64	73	70	%

Produits des activités ordinaires en hausse de 17 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison de la hausse des niveaux de production et du moment de la vente de simulateurs partiellement construits. Les produits des activités ordinaires en provenance de l'Amérique et de l'Europe découlant des taux d'utilisation de simulateurs plus élevés ont également contribué à la hausse, tout comme l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015 s'explique essentiellement par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, par les taux d'utilisation de simulateurs plus élevés, surtout en Europe, par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison de l'augmentation des niveaux de production et par la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage.

Produits des activités ordinaires de 1 429,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 10 %, soit 134,5 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, du taux d'utilisation accru de simulateurs en Europe et en Amérique, de l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau, de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison de la hausse des niveaux de production et de la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 36 % par rapport au trimestre précédent et de 21 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 75,0 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 55,3 millions \$ (16,5 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 61,8 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2015.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 19,7 millions \$, soit 36 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable aux taux d'utilisation accrus de simulateurs en Europe et en Amérique ainsi qu'à la hausse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication. L'avantage constaté pour le trimestre écoulé à la suite de la renégociation des obligations à long terme au titre des redevances a été pleinement annulé par une perte sur la résiliation d'un contrat avec un client, une perte liée à un litige, la perte de valeur d'un actif et l'incidence défavorable des variations du change en raison de la réévaluation de notre fonds de roulement hors trésorerie.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 13,2 millions \$, soit 21 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015. L'augmentation découle en grande partie de la rentabilité accrue de nos coentreprises asiatiques, de l'augmentation du taux d'utilisation de simulateurs en Europe et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse des taux d'utilisation de simulateurs en Amérique et par une combinaison moins favorable de programmes à notre usine de fabrication.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Résultat opérationnel sectoriel de 237,4 millions \$, en hausse de 13 %, soit 26,9 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 237,4 millions \$ (16,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 210,5 millions \$ (16,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par l'accroissement du taux d'utilisation de simulateurs en Europe, la hausse de la rentabilité de nos coentreprises asiatiques et l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par une combinaison moins favorable de programmes à notre usine de fabrication, par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement, par les profits comptabilisés à l'exercice précédent sur la cession partielle des participations dans les investissements et par la comptabilisation d'un actif d'impôt différé au titre d'une coentreprise.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 29,6 millions \$ ce trimestre et de 92,9 millions \$ pour l'exercice écoulé

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 8,4 millions \$ ce trimestre et à 34,6 millions \$ pour l'exercice écoulé. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 21,2 millions \$ ce trimestre et à 58,3 millions \$ pour l'exercice écoulé.

Capital utilisé en baisse de 5,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 32,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est attribuable en grande partie à la diminution des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, essentiellement en raison des variations du change. La baisse a été annulée en partie par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie attribuable au fléchissement des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi qu'au recul des passifs financiers dérivés.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent est d'abord et avant tout attribuable à la hausse de l'investissement dans les participations mises en équivalence en raison de la rentabilité accrue de nos coentreprises, neutralisée en partie par les dividendes émis, la hausse des immobilisations incorporelles, laquelle est essentiellement attribuable aux variations du change, et le recul des passifs financiers dérivés. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Carnet de commandes total de 3 078,6 millions \$ à la fin de l'exercice

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2016	Exercice 2015
Commandes engagées en début de période	2 397,7 \$	2 161,7 \$
+ commandes	1 683,0	1 512,3
- produits des activités ordinaires	(1 429,1)	(1 294,6)
+/- ajustements	(28,3)	18,3
Commandes engagées en fin de période	2 623,3 \$	2 397,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	455,3	505,6
Carnet de commandes total	3 078,6 \$	2 903,3 \$

Pour l'exercice 2016, les ajustements sont principalement liés à la réévaluation de certains contrats au cours de l'exercice écoulé, à la résiliation de deux commandes d'exercices précédents et aux variations du change.

Pour l'exercice 2015, les ajustements sont principalement liés aux variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,33. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,18.

5.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2016

Acquisition

- Nous avons finalisé l'acquisition de FAMB et sommes maintenant le maître d'œuvre responsable du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC), qui fournit de l'entraînement en vol.

Expansions

- Une gamme complète de simulateurs et dispositifs d'entraînement CH-147F Chinook ont été livrés à la base des Forces canadiennes à Petawawa, laquelle a été utilisée pour diplômer officiellement la première cohorte d'équipages d'hélicoptères CH-147F Chinook de l'Aviation royale du Canada;
- Nous avons renouvelé notre entente de collaboration avec Eurofighter Simulation Systems portant sur la fourniture des systèmes visuels pour le programme Aircrew Synthetic Training Aids de l'avion Eurofighter Typhoon;
- Nous avons annoncé que notre centre de formation polyvalent (MPTC) de CAE Brunei a été désigné organisme de formation agréé selon les lignes directrices et les procédures établies par l'AESA, ce qui permettra au MPTC de CAE Brunei d'offrir une solution de formation avec instructeurs sur l'hélicoptère Sikorsky S-92;
- Nous avons annoncé que nous avons commencé à fournir des services de maintenance et de soutien sur les dispositifs d'entraînement virtuels de l'hélicoptère SH-2G(I) des Forces de défense de la Nouvelle-Zélande;
- Nous avons agrandi notre centre de formation C-130 situé en Floride (États-Unis) grâce à l'ajout d'un nouveau simulateur de missions C-130H/L-382 équipé du poste de pilotage tout écran Flight2 de Rockwell Collins;
- Nous avons livré un système d'entraînement au sol T-6C complet à la Royal New Zealand Air Force et avons commencé à fournir des services de maintenance et de soutien à la base Ohakea de la RNZAF;
- Nous avons livré un nouveau centre de formation et un dispositif d'entraînement aux systèmes d'armes du KC-130J à la Force aérienne du Koweït et fournissons maintenant des services de soutien à la formation sur place.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons soutenu la participation de la Royal Australian Air Force (RAAF) à l'exercice Coalition Virtual Flag 15, l'un des plus grands exercices virtuels de combat aérien au monde, de sorte que les aéronefs et les simulateurs puissent participer à l'exercice commun et multinational d'entraînement au combat aérien;
- L'Open Geospatial Consortium (OGC), un consortium international de normalisation qui appuie les solutions interexploitables, a approuvé l'utilisation de la base de données commune CDB de CAE comme l'une de ses meilleures pratiques, ouvrant ainsi la voie à l'expansion continue de la base de données commune comme architecture privilégiée pour la création et l'entretien d'environnements synthétiques fondés sur la simulation;
- Nous avons signé un protocole d'entente avec Conair en vue de mettre sur pied un centre de formation et de simulation pour les incendies de forêt en Colombie-Britannique (Canada).

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 331,0 millions \$, notamment :

- Un contrat de la U.S. Air Force aux termes du programme Aircrew Training System axé sur le KC-135, en vue de moderniser une gamme de dispositifs d'entraînement des équipages KC-135. Ces dispositifs seront utilisés sur le réseau du centre d'entraînement distribué de la U.S. Air Force;
- Un contrat de Lockheed Martin pour fournir un dispositif d'entraînement synthétique Phenom 100 dans le cadre du programme Military Flying Training System du Royaume-Uni;
- Un contrat du Capability and Acquisition Sustainment Group du département de la Défense de l'Australie pour développer un dispositif d'entraînement simulant la soute d'un fuselage C-130J pour la RAAF;
- Un contrat du gouvernement du Canada pour fournir des services de maintenance et de soutien des simulateurs de vol;
- Un contrat du gouvernement du Canada pour fournir à la Garde côtière canadienne un simulateur d'hélicoptères de série CAE 3000 qui comprendra des postes de pilotage pour les hélicoptères Bell 412EPI et Bell 429;
- Un contrat de Boeing pour la modernisation des dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A d'un précédent contrat pour la Marine américaine;
- Un contrat de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition pour effectuer une importante mise à niveau du simulateur d'hélicoptère Sea King MK41 de la marine allemande;
- Un contrat du ministère de la Défense britannique pour la mise à niveau de deux simulateurs de missions dynamiques CH-47 Chinook au centre Medium Support Helicopter Aircrew Training Facility de CAE à la base RAF Benson.

Résultats financiers*(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)*

	Exercice 2016	Exercice 2015	T4-2016	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015
Produits des activités ordinaires	970,1	857,4	293,7	253,3	226,2	196,9	234,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	119,8	115,6	38,1	29,7	28,4	23,6	39,5 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	12,3	13,5	13,0	11,7	12,6	12,0	16,8 %
Dotation aux amortissements	69,8	55,7	20,7	17,0	16,6	15,5	15,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	22,9	30,2	9,4	7,4	4,3	1,8	10,8 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	17,6	19,1	8,1	3,7	3,8	2,0	5,5 \$
Capital utilisé	720,3	675,5	720,3	745,7	746,3	749,4	675,5 \$
Carnet de commandes total	3 294,0	2 453,9	3 294,0	3 281,6	3 378,9	2 642,9	2 453,9 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 16 % par rapport au trimestre précédent et de 25 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et par le niveau d'activité accru à l'égard des programmes australiens.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015 s'explique d'abord et avant tout par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, acquise au deuxième trimestre de l'exercice écoulé, par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains.

Produits des activités ordinaires de 970,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 13 %, soit 112,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique essentiellement par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, acquise au deuxième trimestre de l'exercice écoulé, et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 28 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 4 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 38,1 millions \$ (13,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 29,7 millions \$ (11,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 39,5 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2015.

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'augmentation du volume à l'égard des programmes nord-américains et la hausse des marges à l'égard des programmes asiatiques, neutralisées en partie par la progression du montant net des frais de recherche et de développement ainsi que des frais de vente, généraux et d'administration. Le résultat opérationnel sectoriel a également augmenté en raison de l'avantage constaté pour le trimestre écoulé à la suite de la renégociation des obligations à long terme au titre des redevances et a été neutralisé en partie par un avis de redressement d'impôt défavorable reçu par une coentreprise et par une perte liée à la cession d'actifs au titre de notre plan d'amélioration des processus.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015 découle essentiellement de l'augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés au quatrième trimestre de l'exercice précédent, d'un avis de redressement d'impôt défavorable reçu par une coentreprise et d'une perte liée à la cession d'actifs au titre de notre plan d'amélioration des processus, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'avantage découlant de la renégociation d'obligations à long terme au titre des redevances. La baisse a également été neutralisée en partie par l'augmentation du volume à l'égard des programmes nord-américains, l'intégration dans nos résultats de FAMB et l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration et du montant net des frais de recherche et de développement.

Résultat opérationnel sectoriel de 119,8 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 4 %, soit 4,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 119,8 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 115,6 millions \$ (13,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par l'augmentation de la marge à l'égard des programmes nord-américains, l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, l'intégration dans nos résultats de FAMB et le volume accru à l'égard des programmes européens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement, la hausse des frais de vente, généraux et d'administration et la baisse du résultat de nos coentreprises. Le résultat opérationnel sectoriel a également augmenté en raison de l'avantage constaté pour l'exercice écoulé à la suite de la renégociation des obligations à long terme au titre des redevances et a été neutralisé en partie par un avis de redressement d'impôt défavorable reçu par une coentreprise, par l'augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés à l'exercice précédent et par une perte liée à la cession d'actifs au titre de notre plan d'amélioration des processus.

Capital utilisé en baisse de 25,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 44,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par les variations du change à l'égard des actifs non courants, par l'augmentation des autres passifs non courants et par la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, facteurs neutralisés en partie par la progression des immobilisations incorporelles.

La hausse par rapport à l'exercice précédent est d'abord et avant tout attribuable à l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, au fléchissement des autres passifs non courants et à la hausse des immobilisations corporelles, annulés en partie par la baisse des autres actifs non courants et par le repli du capital utilisé découlant de l'acquisition de FAMB au cours de l'exercice écoulé.

Carnet de commandes total en hausse de 34 % par rapport à l'exercice précédent

(montants en millions)	Exercice 2016	Exercice 2015
Commandes engagées en début de période	1 956,4 \$	2 043,9 \$
+ commandes	985,6	754,6
- produits des activités ordinaires	(970,1)	(857,4)
+/- ajustements	469,7	15,3
Commandes engagées en fin de période	2 441,6 \$	1 956,4 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	96,0	102,2
Commandes non financées	756,4	395,3
Carnet de commandes total	3 294,0 \$	2 453,9 \$

Pour l'exercice 2016, les ajustements sont essentiellement liés au carnet de commandes ajouté par suite de l'acquisition de FAMB et aux variations du change.

Pour l'exercice 2015, les ajustements sont essentiellement liés aux variations du change, neutralisées en partie par la résiliation d'un contrat en Amérique du Nord et la réévaluation de certains contrats durant l'exercice.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,13. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,02.

Pour l'exercice 2016, des commandes non financées d'un montant de 141,7 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées et des commandes de 419,8 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées.

5.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2016

Expansions

- Nous nous sommes associés à MedAffinity pour l'intégration d'un système de dossiers de santé électroniques de MedAffinity dans notre solution de gestion de centres de formation fondée sur la simulation LearningSpace, afin d'augmenter le réalisme des simulations du domaine de la santé;
- Nous avons signé un accord de distribution exclusif avec l'entreprise Strategic Operations (STOPS) pour ses combinaisons de simulation en traumatologie (*Cut Suit*) et d'autres produits de simulation destinés à la formation, et ce, mondialement, à l'exception des États-Unis et avons élargi notre partenariat en obtenant les droits de distribution dans les centres de formation civils et aux clients militaires des États-Unis.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons annoncé le lancement de CAE Vivo^{MC}, logiciel pour tablette qui permet à l'animateur de contrôler à distance la physiologie et les réponses du simulateur METIman;
- En collaboration avec l'International Nursing Association for Clinical Simulation & Learning (INACSL), nous avons mis en place le programme avancé en simulation de l'INACSL et de CAE Santé pour les enseignants et les professionnels du domaine de la santé;
- Nous avons livré une solution de formation de nouvelle génération à Abiomed pour ses programmes de formation sur la pompe cardiaque Impella intégrant pour la première fois nos technologies de simulation d'échographie et de patients;
- Nous avons lancé notre nouveau modèle de formation musculosquelettique Blue Phantom Musculoskeletal, premier modèle de formation au monde pour l'évaluation et les procédures guidées par échographie du genou;
- Nous avons annoncé le lancement d'Athena, le seul simulateur de patiente haute fidélité à être doté d'une physiologie modélisée pour la formation en soins de santé;
- En collaboration avec le Conseil national de recherches du Canada, nous avons annoncé le lancement de NeuroVR, le simulateur de neurochirurgie offrant l'environnement de formation le plus réaliste au monde pour les interventions chirurgicales à crâne ouvert et endoscopies réalisées sur le cerveau;
- Nous avons annoncé un partenariat avec l'American Society of Anesthesiologists visant l'élaboration d'une formation sur écran à l'intention des médecins.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de 16 simulateurs de patients et de 29 solutions audiovisuelles à une université de recherche publique aux États-Unis;
- La vente de 12 simulateurs de patients et de 6 solutions audiovisuelles au département de santé d'un État américain;
- La vente d'une solution de formation adaptée à une société d'appareils médicaux d'envergure mondiale;
- La vente de 5 simulateurs de patients et de 2 simulateurs d'interventions à une université privée en Turquie;
- La vente d'un centre de simulation mobile clé en main doté d'un simulateur de patients et de 2 solutions audiovisuelles à une université publique au Costa Rica.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2016	Exercice 2015	T4-2016	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	
Produits des activités ordinaires	113,4	94,3	35,8	28,3	25,4	23,9	29,3	\$
Résultat opérationnel sectoriel	7,2	6,7	3,5	1,6	1,5	0,6	4,1	\$
<i>Marges opérationnelles</i>	6,3	7,1	9,8	5,7	5,9	2,5	14,0	%
Dotation aux amortissements	14,2	13,3	3,6	3,7	3,4	3,5	3,6	\$
Dépenses en immobilisations corporelles	2,0	2,7	0,8	0,5	0,3	0,4	0,5	\$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,6	4,6	0,4	0,9	0,8	0,5	0,8	\$
Capital utilisé	206,0	206,5	206,0	218,2	210,4	197,8	206,5	\$

Produits des activités ordinaires en hausse de 27 % par rapport au trimestre précédent et de 22 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation et des simulateurs de patients, de même que par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention, essentiellement attribuable à des partenariats avec des fabricants OEM clés.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015 s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Produits des activités ordinaires de 113,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 20 %, soit 19,1 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en grande partie grâce au lancement de nouveaux produits et à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 3,5 millions \$ (9,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 1,6 million \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 4,1 millions \$ (14,0 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2015.

La hausse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de l'augmentation du volume, contrebalancée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration, surtout du fait de la progression de l'investissement dans les frais de commercialisation.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015 s'explique en grande partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, comme il est expliqué plus haut, neutralisée en partie par la hausse du volume.

Résultat opérationnel sectoriel de 7,2 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 0,5 million \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 7,2 millions \$ (6,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 6,7 millions \$ (7,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent découle en grande partie de la hausse des produits des activités ordinaires, neutralisée en partie par la progression des frais de vente, généraux et d'administration susmentionnée et par une combinaison défavorable de produits.

Capital utilisé en baisse de 12,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 0,5 million \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la diminution des immobilisations incorporelles, en grande partie du fait des variations du change.

La diminution par rapport à l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par la baisse des immobilisations incorporelles en raison essentiellement des dotations aux amortissements, neutralisées en partie par les variations du change et la diminution des immobilisations corporelles du fait de la dotation aux amortissements, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par les dépenses d'investissement en immobilisations. La baisse a été annulée en partie par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie, laquelle est attribuable en grande partie à l'augmentation des créances clients et a été contrebalancée en partie par la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2016	Exercice 2015	T4-2016	T3-2016	T4-2015
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	348,9 \$	337,8 \$	100,3 \$	108,2 \$	101,1 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(3,1)	(69,2)	(49,3)	106,7	59,5
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	345,8 \$	268,6 \$	51,0 \$	214,9 \$	160,6 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(45,4)	(48,5)	(12,7)	(11,3)	(11,5)
Autres actifs	(19,7)	(15,8)	(6,1)	(4,4)	(5,2)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,8	7,6	0,3	-	6,1
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	3,4	(0,3)	(1,3)	4,4	3,0
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	18,5	8,9	0,9	3,2	1,2
Dividendes versés	(56,7)	(46,3)	(19,3)	(12,4)	(12,0)
Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies ⁸	247,7 \$	174,2 \$	12,8 \$	194,4 \$	142,2 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(72,4)	(95,7)	(27,1)	(17,9)	(29,2)
Frais de développement inscrits à l'actif	(35,6)	(41,5)	(12,4)	(7,8)	(9,9)
Actions ordinaires rachetées	(7,7)	-	(7,7)	-	-
Autres mouvements de trésorerie, montant net	15,9	12,7	1,8	1,7	0,8
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	13,9	(2,0)	0,3	-	-
Produit tiré de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	-	8,5	-	-	(1,6)
Produit tiré de la cession d'activités abandonnées	30,4	-	1,2	-	-
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	5,7	8,8	(16,1)	7,4	11,4
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	197,9 \$	65,0 \$	(47,2) \$	177,8 \$	113,7 \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 12,8 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 181,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 129,4 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2015, ce qui est principalement attribuable à l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 247,7 millions \$ pour l'exercice

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 73,5 millions \$, soit 42 %, par rapport à l'exercice précédent.

La hausse des flux de trésorerie disponibles par rapport à l'exercice précédent est surtout attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des dividendes versés au cours de l'exercice écoulé.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 39,8 millions \$ ce trimestre et de 117,8 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 27,1 millions \$ ce trimestre et à 72,4 millions \$ pour l'exercice écoulé. Nos décisions en matière d'attribution du capital de croissance sont fondées sur le marché et ont pour but de nous permettre de réagir aux besoins de nos clients, existants et nouveaux. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 12,7 millions \$ ce trimestre et 45,4 millions \$ pour l'exercice écoulé.

6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire consenties au 31 mars 2016 était de 550,0 millions \$ US (550,0 millions \$ US en 2015) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. Au 31 mars 2016, aucun prélèvement n'avait été effectué sur ces facilités (18,0 millions \$ US en 2015), et un montant de 111,9 millions \$ US avait servi à l'émission de lettres de crédit (99,3 millions \$ US en 2015). Le taux d'intérêt sur cette facilité de crédit à terme renouvelable est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par les services de Standard & Poor's Rating. À l'heure actuelle, nos facilités de crédit renouvelables non garanties viennent à échéance en octobre 2018.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire non garantie d'un montant de 125,0 millions \$ US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2016, l'encours de ces instruments s'élevait à 57,2 millions \$ (82,1 millions \$ en 2015).

Nous disposons d'une facilité de 12,5 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit. Le montant que nous avons utilisé principalement pour soutenir nos activités liées à la défense et à la sécurité en Europe s'élevait à 9,9 millions \$ au 31 mars 2016 (10,7 millions \$ en 2015).

Nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients (programme d'actifs financiers courants) à un tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ US avec un droit de recours limité contre CAE. Au 31 mars 2016, des créances clients spécifiques de 105,9 millions \$ (113,3 millions \$ en 2015) ont été vendues à une institution financière. En novembre 2015, nous avons renouvelé notre programme d'actifs financiers courants de manière à permettre une monétisation accrue grâce à un changement de facilité de 150,0 millions \$ CA à 150,0 millions \$ US.

Au 31 mars 2016, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et au rachat d'actions ordinaires, et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant résume notre dette à long terme :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2016	31 mars 2015
Total de la dette à long terme	1 272,9 \$	1 279,8 \$
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	98,5	33,7
Partie courante des contrats de location-financement	20,8	21,8
Partie non courante de la dette à long terme	1 153,6 \$	1 224,3 \$

6.3 Aide gouvernementale

Nous avons des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers financent une partie des coûts, en fonction des dépenses que nous engageons, de certains programmes de R-D concernant l'expertise en services de modélisation, de simulation et de formation.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons annoncé le *Projet Innover*, un programme de R-D d'une durée de cinq ans et demi. L'objectif du *Projet Innover* est de développer et d'améliorer nos technologies existantes en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier notre gamme de services. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au *Projet Innover* au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD).

Au cours de l'exercice 2016, nous avons modifié et étendu notre *Projet Nouveaux marchés principaux*, un programme de R-D, pour une durée additionnelle de quatre ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans le marché des soins de santé. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 70 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2020.

Vous trouverez plus de détails aux notes annexes 1, 14 et 22.

6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux. Le tableau ci-dessous représente nos obligations contractuelles et nos engagements pour les cinq prochaines années et par la suite.

Obligations contractuelles

(montants en millions)	2017	2018	2019	2020	2021	Par la suite	Total
Dette à long terme (exclusion faite des intérêts)	99,3 \$	28,6 \$	15,4 \$	186,5 \$	23,2 \$	757,0 \$	1 110,0 \$
Contrats de location-financement (exclusion faite des intérêts)	20,8	17,8	15,6	28,7	26,0	57,5	166,4
Contrats de location simple non résiliables	49,9	40,2	31,4	27,5	20,8	73,4	243,2
Engagements d'achat	106,7	67,1	24,1	21,2	14,9	2,0	236,0
	276,7 \$	153,7 \$	86,5 \$	263,9 \$	84,9 \$	889,9 \$	1 755,6 \$

Au 31 mars 2016, nous disposions également d'un montant de 438,1 millions \$ US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 432,7 millions \$ US au 31 mars 2015.

Nous avons des engagements d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes minimaux ou variables et à diverses dates.

Au 31 mars 2016, nous avons d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement en trésorerie de CAE au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et les taux d'intérêt. Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2016	31 mars 2015
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 749,6 \$	1 562,5 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(485,6)	(330,2)
Déduire : actifs nets détenus en vue de la vente	(1,5)	(47,0)
Passifs courants	(1 192,9)	(1 039,1)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	119,3	55,5
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	188,9 \$	201,7 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	1,5	47,0
Immobilisations corporelles	1 473,1	1 461,2
Autres actifs non courants	1 774,0	1 633,2
Autres passifs non courants	(709,9)	(707,1)
Total du capital utilisé	2 727,6 \$	2 636,0 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	119,3 \$	55,5 \$
Dette à long terme	1 153,6	1 224,3
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(485,6)	(330,2)
Dette nette ⁹	787,3 \$	949,6 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 888,7	1 635,2
Participations ne donnant pas le contrôle	51,6	51,2
Provenance du capital	2 727,6 \$	2 636,0 \$

Révision des soldes des exercices antérieurs

Lors de la préparation des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2016, nous avons relevé une erreur liée à la réévaluation des actifs d'impôt différé non comptabilisés. L'ajustement reflète le fait qu'à mesure que des passifs d'impôt différé sont apparus au cours des exercices 2012 et 2013, certains actifs d'impôt différé additionnels auraient dû être comptabilisés dans les états financiers consolidés, conformément aux exigences d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 1 des états financiers consolidés.

Capital utilisé en hausse de 91,6 millions \$, soit 3 %, par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à l'augmentation des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles, neutralisée en partie par la diminution des actifs nets détenus en vue de la vente et du fonds de roulement hors trésorerie.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) a été de 10,6 % pour l'exercice, comparativement à 10,4 % pour l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 12,8 millions \$

La baisse découle essentiellement de l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer, des passifs au titre des contrats en cours et des provisions, ainsi que la diminution de l'impôt sur le résultat à recouvrer, annulée en partie par la hausse des stocks, des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours ainsi que par la baisse des passifs financiers dérivés.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 11,9 millions \$

La hausse est surtout attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations de 117,8 millions \$ et aux variations du change de 34,5 millions \$, contrebalancées en partie par la dotation aux amortissements de 121,5 millions \$.

Autres actifs non courants en hausse de 140,8 millions \$

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition de FAMB ainsi que des variations du change et par la hausse des investissements dans les participations mises en équivalence en raison d'une rentabilité accrue des coentreprises, neutralisée en partie par les dividendes émis.

Actifs nets détenus en vue de la vente en baisse de 45,5 millions \$

La baisse est attribuable à la vente de notre division minière au cours de l'exercice écoulé.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Diminution de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La baisse résulte en grande partie de l'incidence des variations de trésorerie au cours de l'exercice, surtout en raison d'une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies, annulée en partie par les dépenses d'investissement en immobilisations et les dividendes versés au cours de l'exercice.

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2016	Exercice 2015
Dette nette en début de période	949,6 \$	856,2 \$
Trésorerie liée aux activités abandonnées en début de période	-	7,7 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(197,9)	(65,0)
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	20,2	101,6
Variations nettes des contrats de location-financement	-	31,3
Autres	15,4	17,8
(Diminution) augmentation de la dette nette pour la période	(162,3) \$	93,4 \$
Dette nette en fin de période	787,3 \$	949,6 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ¹⁰	28,9 %	36,0 %

Total des capitaux propres en hausse de 253,9 millions \$ pour l'exercice

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 230,3 millions \$, de l'incidence favorable des variations du change de 32,1 millions \$ et de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de 25,2 millions \$, neutralisés en partie par des dividendes de 56,7 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2016, nous avons au total 269 634 816 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 601,7 millions \$. Nous avons également 4 834 725 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 30 avril 2016, nous avons un total de 269 282 541 actions ordinaires émises et en circulation, et 4 780 150 options étaient en cours aux termes du ROA.

Rachat et annulation d'actions

Le 19 février 2016, nous avons annoncé que nous avons reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) pour racheter, aux termes d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, au plus 5 398 643 de nos actions ordinaires, soit 2 % de nos 269 932 164 actions ordinaires émises et en circulation au 12 février 2016. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2016 et prendra fin le 22 février 2017 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont été annulées.

Au 31 mars 2016, nous avons racheté et annulé 515 200 actions ordinaires au prix moyen pondéré de 15,01 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 7,7 millions \$. L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 6,6 millions \$, a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Dividendes

Pour l'exercice 2016, nous avons versé un dividende de 0,07 \$ par action au premier trimestre et un dividende de 0,075 \$ par action aux deuxième, troisième et quatrième trimestres. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2016, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 80,9 millions \$ pour l'exercice 2017.

Garanties

Au 31 mars 2016, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 212,3 millions \$ qui n'étaient pas inscrites à l'état consolidé de la situation financière, comparativement à 218,8 millions \$ il y a un an.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Au cours du prochain exercice, nous prévoyons cotiser environ 2,1 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations définies. Pour l'exercice 2017, les cotisations requises pour financer nos obligations au titre des régimes de retraite devraient diminuer en raison de modifications apportées aux règles de capitalisation qui se répercuteront sur les régimes de retraite à prestations définies au Canada.

7.2 Arrangements non comptabilisés

Bien que la majorité de nos opérations de cession-bail conclues dans le cadre des activités de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile soient classées comme des contrats de location-financement et que les obligations connexes soient inscrites à l'état consolidé de la situation financière, certaines opérations de cession-bail sont classées comme des contrats de location simple et représentent des obligations non comptabilisées.

La plupart de nos obligations non comptabilisées proviennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités;
- Certains FFS qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation dans le cours normal de nos activités;
- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet Medium Support Helicopter (MSH) avec le ministère de la Défense du Royaume-Uni portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation;
- Certains appareils utilisés dans le cadre de nos activités d'entraînement en vol pour le ministère de la Défense nationale du Canada.

Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournis à la note annexe 27.

Dans le cours normal des activités, nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients (programme d'actifs financiers courants) à un tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ US avec un droit de recours limité contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des créances clients transférées. Au 31 mars 2016, des créances clients spécifiques de 105,9 millions \$ (113,3 millions \$) ont été vendues à une institution financière.

7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous évaluons formellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture, au commencement de la relation de couverture et en continu, pour nous assurer qu'ils compensent très efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts au regard du risque couvert. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de négociation ou de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne concluons des contrats qu'avec des contreparties très solvables.

Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les créances clients, les contrats en cours, les créances non courantes et les acomptes sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, les obligations au titre des contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent nos meilleures estimations des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et notre propre risque de crédit sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur des créances clients, des contrats en cours et des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- La juste valeur des créances clients non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- La juste valeur des provisions, des dettes à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre de contrats de location-financement et de redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

Une description de la hiérarchie des justes valeurs est présentée à la note annexe 29.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Nous gérons notre exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques documentés dans les politiques d'entreprise. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec CAE. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement à nos créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de notre trésorerie, de nos équivalents de trésorerie et de nos actifs financiers dérivés. Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients.

Nos clients sont principalement des entreprises bien établies, dont certaines ont des notations publiquement affichées, ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite l'évaluation et la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. Nous surveillons de près notre risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos créances clients ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certaines créances clients à l'actif à des institutions financières tierces, avec un droit de recours limité (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont essentiellement détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

Nous sommes exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés, et nous prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables. Nous avons signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nos contreparties ou CAE (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes annexes 5 et 29 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que nous ne puissions honorer nos engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation efficiente de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer notre risque de liquidité, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certaines créances clients à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ US (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière. Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

Le risque de change représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling. En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres comptes de fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous gérons également le risque de change en nous assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux transactions en monnaies étrangères. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères. Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en monnaies étrangères. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au 31 mars 2016, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net négatif de 0,7 million \$ (ajustement net positif de 1,2 million \$ en 2015) et un ajustement net négatif de 13,1 millions \$ (ajustement net négatif de 25,4 millions \$ en 2015), respectivement. Une dépréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation ou à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. Nous avons une dette à taux variable sous forme d'une facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice, la répartition était de 90 % à taux fixe et de 10 % à taux variable (88 % à taux fixe et 12 % à taux variable en 2015).

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer l'appariement des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2016, une augmentation de 1 % des taux d'intérêt aurait donné lieu à une baisse de 1,3 million \$ (1,3 million \$ en 2015) de notre résultat net et à une baisse de 0,5 million \$ (0,4 million \$ en 2015) de nos autres éléments du résultat global, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence inverse sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

Couverture de la charge liée aux paiements fondés sur des actions

Nous avons conclu des swaps sur actions avec trois importantes institutions financières canadiennes afin de réduire l'effet sur nos résultats des fluctuations du cours de nos actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), par le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et par le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNRC-LT). Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA, du RDDVA-LT et du RDNRC-LT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2016, les swaps sur actions visaient 1 950 000 de nos actions ordinaires (1 900 000 en 2015).

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2016, nous avons désigné une partie des effets de premier rang que nous détenons, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2015), ainsi qu'une partie de nos obligations au titre des contrats de location-financement totalisant 12,1 millions \$ US (14,2 millions \$ US en 2015) comme couverture d'investissements nets dans des entités aux États-Unis. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des entités aux États-Unis.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de notre exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note annexe 29 pour le classement des instruments financiers.

8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 30 septembre 2015, nous avons acquis les actifs de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), un intégrateur de systèmes de formation dans le secteur de la défense, pour une contrepartie totale de 19,8 millions \$, excluant des ajustements au prix d'achat. Cette acquisition renforce nos compétences principales à titre d'intégrateur de systèmes de formation virtuelle et interactive, et élargit notre offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol des futurs pilotes militaires. Les coûts d'acquisition de FAMB ont totalisé 1,3 million \$ et ont été pris en compte dans les frais de vente, généraux et d'administration à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-dessous. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises et du goodwill de 68,8 millions \$ demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs soit finalisée. Le goodwill préliminaire de 49,2 millions \$ découlant de l'acquisition de FAMB est attribuable aux avantages obtenus, notamment :

- Élargissement de notre offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol;
- Savoir-faire à titre d'intégrateur de systèmes de formation;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 2,6 millions \$.

Les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel inscrits à l'état consolidé du résultat net au titre de FAMB depuis la date d'acquisition se sont respectivement chiffrés à 52,0 millions \$ et à 6,1 millions \$. Si FAMB avait été consolidée en date du 1^{er} avril 2015, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel de 93,5 millions \$ et de 8,8 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises par la Société. Les montants sont fournis à titre d'information complémentaire et ne sont pas représentatifs de notre performance future.

Le tableau suivant présente le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition :

	Total
Actifs courants ¹⁾	20,0 \$
Passifs courants	(63,1)
Actifs non courants	5,7
Immobilisations incorporelles ²⁾	68,8
Impôt différé	17,9
Passifs non courants	(69,3)
Juste valeur des passifs nets repris, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(20,0) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	37,4
Juste valeur des actifs nets acquis	17,4 \$
Ajustement du prix d'achat à recevoir	5,4
Total de la contrepartie d'achat réglée en trésorerie	22,8 \$
Contrepartie additionnelle liée aux acquisitions réalisées au cours des exercices antérieurs	0,7
Total de la contrepartie en trésorerie	23,5 \$

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾ Le goodwill est partiellement déductible aux fins fiscales.

Les actifs nets de FAMB, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Défense et sécurité.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 4 des états financiers consolidés.

9. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Lockheed Martin Commercial Flight Training

Le 2 mai 2016, nous avons conclu l'acquisition de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT), un fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation, pour une contrepartie de 25,7 millions \$. La transaction ne tient pas compte de la dette et comprend la trésorerie de l'entité acquise à la clôture de la transaction. Avec cette acquisition, CAE élargira son réseau de simulateurs commerciaux en service chez des clients et obtiendra un certain nombre d'actifs utiles dont des simulateurs de vol, des pièces de simulateurs, des installations, de la technologie et une main-d'œuvre qualifiée. La direction estime qu'il est impossible de présenter l'information sur la juste valeur des actifs nets acquis, puisque les résultats de l'évaluation ne sont pas encore connus.

10. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à nos activités chaque trimestre, en plus d'effectuer une évaluation annuelle dans le cadre du processus de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à CAE et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous jugeons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence sur nos activités.

Afin d'atténuer les risques qui pourraient se répercuter sur notre performance future, la direction a élaboré un processus de gestion des risques d'entreprise visant à relever, à évaluer et à hiérarchiser ces risques. La direction élabore et met en œuvre des stratégies d'atténuation des risques qui s'inscrivent dans le cadre de nos objectifs stratégiques et de nos processus d'affaires. La direction suit l'évolution des principaux risques liés à notre activité tous les trimestres, et le conseil surveille le processus de gestion des risques et le valide par l'entremise de procédures mises en œuvre par nos auditeurs internes lorsqu'elle juge une telle démarche nécessaire. Il convient d'étudier attentivement les facteurs de risque suivants, en plus des autres renseignements figurant dans le présent rapport, avant de décider d'acheter des actions ordinaires de CAE.

10.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises ont fait leur apparition au cours des dernières années, et l'environnement compétitif s'est intensifié avec le positionnement des sociétés des secteurs de l'aéronautique et de la défense dans le but d'accroître leur part de marché en consolidant les sociétés de simulation du secteur de l'aviation commerciale et en développant leurs propres capacités internes. Essentiellement, des sociétés du secteur de la défense comme Textron et L-3 Communications ont acquis des concurrents du secteur des simulateurs d'avions commerciaux et, dans le cas de L-3 Communications, un organisme de formation aéronautique concurrent, afin de diversifier leur exposition globale aux marchés de la défense et d'assurer leur croissance sur le marché de l'aviation civile. Lockheed Martin représente une autre société du secteur de la défense qui a fait son entrée sur le marché de la simulation en aviation commerciale; elle a par la suite vendu ses activités de formation au vol commercial à CAE. La majorité de nos concurrents des marchés de la simulation et de la formation évoluent également dans d'autres importants segments du secteur de l'aéronautique et de la défense. En conséquence, certaines d'entre elles ont une plus grande envergure que nous et peuvent disposer de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, nos principaux concurrents sont des constructeurs d'aéronefs ou ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs.

Les constructeurs OEM comme Airbus et Boeing ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, pièces et équipements qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur visant un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Les constructeurs OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver à reproduire certains appareils sans obtenir de données, pièces ou équipements auprès d'un constructeur OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des coentreprises avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de constructeurs OEM. Nous travaillons également avec certains constructeurs OEM au développement d'occasions d'affaires liées aux produits de simulation et aux services de formation.

Boeing et Airbus ont introduit des ensembles de données de simulation qui seront fournis à tous les fabricants de simulateurs pour le nouveau B737 MAX et l'A350, ce qui pourrait réduire le contenu de simulation des systèmes d'avions que fournit CAE.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Une part importante de nos produits des activités ordinaires est tributaire de l'obtention de nouvelles commandes et du renouvellement continu de notre carnet de commandes. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé. La présence de nouveaux participants dans le marché, comme il est noté ci-dessus, et leurs efforts visant à gagner une part de marché intensifient la concurrence, ce qui pourrait réduire les prix et les marges.

La croissance économique sous-tend la demande de tous nos produits et services. Les périodes de récession économique, les contraintes de crédit, les mesures d'austérité mises en place par les gouvernements et/ou les sanctions commerciales internationales se traduisent généralement par une concurrence accrue pour chaque commande possible, ce qui donne habituellement lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous générons une grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients du secteur de la défense et de la sécurité dans le monde. Nous fournissons des produits et des services pour de nombreux programmes gouvernementaux offerts aux États-Unis, au Canada, en Europe, en Australie et ailleurs dans le monde, tant à titre de fournisseur principal que de sous-traitant. Les dépenses en matière de défense provenant des fonds publics et étant toujours en concurrence avec d'autres intérêts publics, il existe un risque lié au niveau de dépenses qu'un pays donné peut consacrer à la défense ainsi qu'au moment d'attribution des contrats en la matière. D'importantes coupures aux dépenses de défense dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Australie pourraient nuire considérablement à nos produits des activités ordinaires futurs, à notre résultat net et à nos activités. Afin d'atténuer le niveau et le moment des attributions de contrats dans le secteur de la défense, nous avons établi une entreprise diversifiée sur le plan mondial et occupons une solide position dans des plateformes durables.

Programmes de défense et de sécurité financés par l'État

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériel et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Une baisse du prix du carburant pourrait avoir une incidence favorable sur la rentabilité des transporteurs aériens, mais les répercussions à long terme d'une telle baisse sur l'industrie de l'aviation commerciale demeurent toutefois incertaines. Nous continuerons de surveiller l'incidence sur le secteur et nos activités. La demande de formation sur hélicoptère, qui représente moins de 5 % des produits des activités ordinaires que nous tirons de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, est essentiellement tributaire du niveau d'activité des exploitants extracôtiers dont les clients sont actifs dans le secteur du pétrole et du gaz. Une baisse prolongée des prix du pétrole pourrait se répercuter sur le niveau d'activité extracôtier, ce qui pourrait nuire à nos résultats opérationnels.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande pour nos dispositifs et nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande pour nos dispositifs et nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, nos créances clients nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de certains clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la FAA des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait ouvrir de nouvelles avenues ou, au contraire, avoir d'importantes conséquences négatives sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et la conformité aux exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou à certaines entités ou particuliers établis dans un pays ou en provenant, ou encore de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine de la défense et de la sécurité ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait donner lieu à des amendes ou nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres contrats sur des marchés publics par la suite.

10.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché de la défense et de la sécurité de même que celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également nuire à la valeur de notre parc de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ), et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD). Le niveau du soutien financier du gouvernement reflète les politiques gouvernementales, les politiques budgétaires et d'autres facteurs d'ordre politique et économique. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par une autre aide gouvernementale ou d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement de la part du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux au Canada de même que du gouvernement fédéral des États-Unis à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

Approvisionnement et rapport de force des constructeurs OEM

Nous obtenons des données, des pièces, de l'équipement et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités. Cette situation pourrait donner lieu à des modalités de concession de licences coûteuses, à des redevances élevées, voire au refus de nous accorder une licence visant les données, les pièces et l'équipement qui sont souvent nécessaires à la construction et à l'exploitation d'un simulateur fondé sur l'appareil d'un constructeur OEM.

Lorsque CAE utilise un modèle de simulation d'appareil produit à l'interne ou élabore des didacticiels sans avoir recours à des données, à des pièces et à de l'équipement obtenus du constructeur OEM et autorisés par celui-ci, le constructeur peut mettre en œuvre des mesures de rétorsion ou d'obstruction contre CAE afin de tenter de bloquer la prestation de services de formation ou la fabrication, la vente et/ou l'installation d'un simulateur visant cet appareil, alléguant la violation de ses droits de propriété intellectuelle ou une autre base juridique. De telles mesures peuvent faire en sorte que CAE doive engager des honoraires juridiques considérables ou peuvent retarder ou empêcher la mise à bien du projet de développement d'un simulateur ou la prestation de services de formation, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Dans un même ordre d'idées, lorsque CAE utilise des logiciels libres, des gratuits ou des logiciels commerciaux de tiers, ces tiers ou d'autres personnes peuvent mettre en œuvre des mesures de rétorsion ou d'obstruction contre CAE afin de tenter de bloquer l'utilisation de ces logiciels ou gratuits, alléguant la violation de leurs droits de licence ou une autre base juridique. De telles mesures peuvent faire en sorte que CAE doive engager des honoraires juridiques considérables ou peuvent retarder ou empêcher la mise à bien du projet de développement d'un simulateur ou la prestation de services de formation, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection de nos droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels, sur nos droits d'auteur et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité, des brevets et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays. Tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Propriété intellectuelle de tiers

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

Les marchés où nous exerçons nos activités sont sujets à un important brevetage par des tiers. Notre capacité de modifier nos produits existants ou d'élaborer de nouveaux produits pourrait être entravée par les brevets de tiers, ce qui pourrait donner lieu à des coûts supplémentaires liés à l'obtention d'une licence nous permettant d'utiliser le brevet ou d'intégrer les déclarations qui y figurent dans nos activités d'élaboration.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque. Nous avons également mis en place des plans de gestion de la relève qui nous permettent de repérer et de développer un bassin interne de talents dans les secteurs technique et de direction générale.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance, bien que, jusqu'à présent, elle ait toujours suffi à cette fin.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous tirons parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les marchés de la formation fondée sur la simulation dans le secteur des soins de santé.

Comme nous exerçons des activités dans ce marché, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration d'un nouveau marché est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés déjà établis.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services peut être long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications de défense et sécurité. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour une période donnée nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

Les politiques d'achat des gouvernements permettent souvent aux soumissionnaires non retenus de contester l'attribution d'un contrat. La contestation d'un contrat accordé à CAE pourrait donner lieu à la résiliation du contrat, à la prolongation du délai de comptabilisation des produits des activités ordinaires ou à des honoraires juridiques considérables.

Rendement du capital investi pour les actionnaires

Les paiements de dividendes, les rachats d'actions ordinaires aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités et les autres remboursements en trésorerie ou en capital à nos actionnaires sont tributaires de divers facteurs, y compris les flux de trésorerie opérationnels, les sources de capital, le respect des critères de solvabilité et d'autres exigences financières, nos activités et nos résultats financiers, ainsi que les politiques en matière de dividendes et autres de CAE, lesquelles pourraient être revues de temps à autre.

Systèmes de technologie de l'information

Nous dépendons de l'infrastructure et des réseaux de technologies de l'information, hébergés en interne ou impartis, pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. Ces réseaux et systèmes de technologie de l'information sont un élément essentiel de notre capacité d'exercer nos activités au quotidien et d'exploiter efficacement notre entreprise. De plus, nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des constructeurs OEM et des forces de défense nationale. Si les systèmes ne sont pas exploités de la façon prévue, au moment prévu, cette situation pourrait porter préjudice à nos activités, à nos capacités de communication de l'information, à notre rentabilité et à notre réputation. Une série de processus de gouvernance est en place pour atténuer ce risque.

À l'occasion, nous pourrions remplacer ou mettre à jour nos réseaux et systèmes de technologie de l'information. La mise en œuvre de nouveaux réseaux et systèmes et la transition vers ceux-ci peuvent perturber temporairement nos activités et nuire à la productivité.

Dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information

Nous avons externalisé certains services d'entretien et de soutien des systèmes de technologie de l'information ainsi que certaines fonctions de gestion de l'infrastructure à des fournisseurs de services externes. Si ces fournisseurs de services sont perturbés ou ne fonctionnent pas efficacement, la situation pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités ou faire en sorte que les économies de coûts prévues ne se concrétisent pas, et nous pourrions devoir engager des coûts additionnels pour corriger les erreurs commises par ces fournisseurs de services. Selon la fonction en cause, ces erreurs pourraient également entraîner des perturbations des activités, l'inefficacité du processus de traitement et/ou des failles de sécurité.

Cybersécurité

Notre infrastructure et nos systèmes de technologie de l'information peuvent être la cible de menaces à la cybersécurité et de tentatives d'accès non autorisé à nos informations exclusives ou sensibles, comme peuvent l'être nos clients, fournisseurs, sous-traitants et coentreprises. Nous pourrions faire face à des menaces à la sécurité semblables aux sites que nous exploitons ou gérons pour le compte de clients. Nous devons nous fier à nos propres dispositifs de sécurité de même qu'à ceux mis en place par nos partenaires pour atténuer les menaces. Nos partenaires possèdent divers niveaux d'expertise en cybersécurité et de dispositifs de sécurité connexes, et leurs relations avec des sous-traitants du gouvernement, comme CAE, pourraient accroître le risque qu'ils soient ciblés par les mêmes cyberattaques que nous.

La défaillance ou la non-disponibilité des systèmes de technologie de l'information, une cyberattaque ou une violation de la sécurité des systèmes pourrait perturber nos activités, entraîner la perte ou la corruption d'informations commerciales et de données ou l'accès non autorisé à ces informations, compromettre des informations confidentielles ou privilégiées, ou nous exposer à des enquêtes réglementaires, à des poursuites ou à des pénalités aux termes des contrats. Nos clients ou les autorités gouvernementales peuvent mettre en doute la suffisance de nos processus et procédures d'atténuation et de détection des menaces, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les affaires existantes ou les occasions futures. De plus, en raison de l'évolution perpétuelle et de la fréquence accrue des menaces ou perturbations liées à la cybersécurité ou autre, l'incidence d'un incident futur n'est pas facile à prévoir ou à atténuer, et les coûts liés à ces menaces ou perturbations pourraient ne pas être intégralement assurés ou indemnisés par d'autres moyens. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques, des mesures de surveillance par la direction et des systèmes de surveillance afin de prévenir, de détecter et de résoudre les menaces potentielles. Les cyberattaques antérieures à notre égard n'ont pas eu d'incidence importante sur nos résultats financiers, et nous sommes d'avis que nos processus et procédures de détection et d'atténuation des menaces sont adéquats.

10.3 Risques liés au marché

Risque de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et quelque 90 % de nos produits des activités ordinaires provenant d'exportations et d'activités internationales sont généralement réalisés en monnaies étrangères, principalement en dollars américains, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde.

Une part importante des produits des activités ordinaires générés au Canada sont libellés en monnaies étrangères, tandis qu'une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Il n'est pas possible de neutraliser complètement l'incidence des variations du change, qui se font donc partiellement sentir sur nos résultats financiers. Cette exposition résiduelle pourrait être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. La dépréciation du dollar canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères. Afin d'atténuer au minimum l'incidence potentielle des variations du change, nous couvrons également des coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Les activités de nos établissements à l'étranger sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Les fluctuations de la valeur des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. L'appréciation des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien aurait un impact de conversion positif, et vice versa.

Disponibilité du capital

Nous avons diverses facilités d'emprunt dont les échéances s'échelonnent entre avril 2016 et octobre 2036. Par exemple, nos facilités de crédit à terme non garanties renouvelables viennent actuellement à échéance en octobre 2018. En ce moment, nous ne pouvons déterminer si ces facilités seront refinancées au même coût, pour les mêmes durées et à des modalités semblables à ce qui était disponible précédemment.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autres. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient notamment fondées sur des estimations concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations en trésorerie pour les capitaliser. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devons augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui nous empêchera d'affecter les fonds à d'autres fins.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans plus de 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2016, les ventes à des clients de l'extérieur du Canada ont compté pour environ 90 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger, y compris l'instabilité géopolitique.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles, sanctions et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques de corruption liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

Les ventes à des clients à l'étranger sont assujetties aux lois et règlements canadiens et étrangers, y compris, notamment la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* du Canada, la *Foreign Corrupt Practices Act* des États-Unis et d'autres lois anticorruption. Bien que nous ayons mis en place des politiques rigoureuses afin d'assurer notre conformité à ces lois, le défaut de CAE, de ses employés, de ses représentants et consultants à l'étranger ou d'autres personnes oeuvrant pour notre compte de s'y conformer pourrait donner lieu à des responsabilités administratives, civiles ou criminelles, dont l'interdiction temporaire ou permanente de prendre part au processus de soumissions ou d'obtenir des contrats du gouvernement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nous. Nous travaillons fréquemment avec des sous-traitants et fournisseurs internationaux qui sont également exposés à des risques analogues.

Instabilité politique

L'instabilité politique dans certaines régions pourrait être prolongée et imprévisible. Une instabilité politique prolongée pourrait donner lieu au report ou à l'annulation de commandes, de livraisons ou de projets dans lesquels nous avons investi des ressources considérables, surtout si les clients sont des entités détenues ou contrôlées par l'État. À ce jour, les sanctions économiques visant des personnes et des sociétés faisant affaire en Fédération de Russie ainsi que l'affaiblissement du rouble russe n'ont pas eu de répercussions importantes sur nos activités; si cette situation perdurait, elle pourrait toutefois avoir une incidence négative sur les produits des activités ordinaires que nous tirons de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Cette situation et les autres risques géopolitiques évolueront avec le temps, et CAE doit respecter les sanctions applicables et les contrôles dans les pays où elle exerce des activités. Il est possible que, dans les marchés que nous servons, une instabilité politique imprévue puisse se répercuter sur nos résultats opérationnels et notre situation financière.

Lois fiscales

Comme nous réalisons une part importante de nos activités à l'étranger, nous sommes soumis aux lois et politiques fiscales de nombreux pays. L'évolution des lois, conventions ou réglementations fiscales ou de leur interprétation, y compris un nouveau plan d'action visant à contrer l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices qui a été publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pourrait entraîner une hausse du taux d'imposition effectif sur notre résultat, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats financiers.

11. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des participations qui, collectivement, ont une incidence significative sur nos résultats ou nos actifs est présentée à la note annexe 32.

Le tableau suivant présente nos soldes en cours auprès de nos coentreprises :

<i>(montants en millions)</i>	2016	2015
Créances clients	42,6 \$	28,7 \$
Contrats en cours : actifs	34,5	28,1
Autres actifs	21,9	29,2
Dettes fournisseurs et charges à payer	20,1	13,9
Contrats en cours : passifs	4,3	3,9

Les autres actifs comprennent un montant à recevoir de 14,8 millions \$ (17,0 millions \$ en 2015) au titre d'un contrat de location-financement qui vient à échéance en octobre 2022 et porte intérêt au taux de 5,14 % par année, des prêts de 0,6 million \$ (5,7 millions \$ en 2015) qui viennent à échéance en décembre 2017 et en août 2018 et portent intérêt respectivement à 11 % et à 5 % par année, ainsi qu'une créance à long terme sans intérêt de 6,5 millions \$ (6,5 millions \$ en 2015) n'ayant aucune modalité de remboursement spécifique. Aux 31 mars 2016 et 2015, aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées.

Le tableau suivant présente nos transactions avec nos coentreprises :

<i>(montants en millions)</i>	2016	2015
Produits des activités ordinaires	95,3 \$	120,6 \$
Achats	2,9	10,9
Autres produits	2,3	2,9

De plus, au cours de l'exercice 2016, des transactions s'élevant à 2,2 millions \$ (2,4 millions \$ en 2015) ont été faites aux prix normaux du marché avec des entreprises dont des membres de notre conseil d'administration sont des dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(montants en millions)</i>	2016	2015
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	4,8 \$	4,6 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	1,0	1,5
Paiements fondés sur des actions	8,6	4,6
	14,4 \$	10,7 \$

¹⁾ Y compris les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

12. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES**12.1 Nouvelles normes et modifications adoptées**

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2016 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

12.2 Nouvelles normes et modifications non encore adoptées**IFRS 9, Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et du modèle d'affaires au sein duquel ils sont détenus. IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques. La nouvelle norme remplace toutes les versions antérieures d'IFRS 9 et met fin au projet de remplacement d'IAS 39 de l'IASB. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018 pour CAE; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les biens ou les services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018 pour CAE; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de 12 mois. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2019 pour CAE; son adoption anticipée est toutefois autorisée pour les sociétés qui appliquent également IFRS 15. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

12.3 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés, sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Au 1^{er} avril 2015, nous avons amélioré la méthode d'estimation des coûts des régimes de retraite canadiens à prestations définies et de la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel. Auparavant, nous estimions les coûts nets de retraite au moyen d'un taux d'actualisation moyen pondéré unique tiré de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des avantages du personnel à l'ouverture de l'exercice. Selon la méthode améliorée, des taux d'actualisation distincts sont tirés de la même courbe de rendement afin de refléter les différentes échéances de paiement des prestations. Ce changement d'estimation comptable, qui est comptabilisé sur une base prospective, n'a pas d'incidence importante sur l'évaluation des obligations au titre des avantages du personnel et des coûts nets de retraite par rapport à la méthode précédente.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée et les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, nous consultons des experts indépendants ou calculons la juste valeur en interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actuels nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation d'actifs non financiers

Nous soumettons le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des estimations internes (niveau 3) de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'imposition. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Voir la note annexe 21 des états financiers consolidés pour plus de détails sur les hypothèses utilisées.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Cette méthode nous oblige à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et des produits des activités ordinaires sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent notamment des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et sur le coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note annexe 15 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, nous formulons des hypothèses et faisons des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 15 % en fonction de la période des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 7 % à 9,5 % en fonction des modalités des instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 4,5 millions \$ (9,9 millions \$ en 2015) de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2016.

Paiements fondés sur des actions

Nous évaluons le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que nous choisissons le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, nous devons aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales de divers territoires. Nous devons avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. Nous constituons une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que nous dégagions un bénéfice imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, notre capacité à utiliser des avantages fiscaux futurs.

Contrats de location

Le classement dans les contrats de location-financement ou de location simple est fondé sur le jugement de la direction quant à l'application des critères d'IAS 17, *Contrats de location*, et sur la substance de l'accord. Pour l'essentiel, les accords que nous comptabilisons comme des contrats de location simple sont liés à des immeubles et des simulateurs de vol. La direction a conclu que des paiements locatifs non actualisés d'un montant de 265,1 millions \$ liés à certains appareils utilisés dans le cadre de nos activités de formation en vol doivent être considérés comme une obligation non comptabilisée, puisqu'ils sont compensés par une obligation réciproque avec un tiers et qu'ils sont sans droit de recours envers CAE.

13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié de nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2016, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2016.

13.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2016 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013 Framework)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2016 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

14. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

15. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com, sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

16. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2014 à 2016.

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2016					
Produits des activités ordinaires	557,0	616,8	616,3	722,5	2 512,6 \$
Résultat net	44,5	69,2	56,9	59,7	230,3 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,9	75,3	57,9	61,2	239,3 \$
Activités abandonnées	(0,5)	(6,5)	(0,2)	(2,4)	(9,6) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	0,4	(0,8)	0,9	0,6 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,26	0,21	0,22	0,85 \$
Activités poursuivies	0,17	0,28	0,21	0,23	0,89 \$
Activités abandonnées	-	(0,02)	-	(0,01)	(0,04) \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,19	0,18	0,22	0,27	0,86 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,4	268,6	269,3	269,9	268,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,8	268,9	269,7	270,2	269,2
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,23	1,31	1,33	1,38	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,36	1,46	1,46	1,52	1,45
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,88	2,03	2,02	1,97	1,98
Exercice 2015					
Produits des activités ordinaires	526,2	529,4	559,1	631,6	2 246,3 \$
Résultat net	41,6	42,5	52,9	67,7	204,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	42,0	52,1	63,3	201,2 \$
Activités abandonnées	(2,0)	0,9	0,9	0,8	0,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,4)	(0,1)	3,6	2,9 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités poursuivies	0,17	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités abandonnées	(0,01)	-	-	-	- \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	263,9	264,7	265,5	266,4	265,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,0	265,6	266,4	267,4	266,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09	1,09	1,14	1,24	1,14
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,44	1,42	1,40	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,84	1,82	1,80	1,88	1,83
Exercice 2014					
Produits des activités ordinaires	520,1	478,2	503,9	575,7	2 077,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,7	38,2	45,5	59,9	188,3 \$
Activités abandonnées	0,9	0,1	0,6	0,1	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Activités poursuivies	0,17	0,15	0,17	0,23	0,72 \$
Activités abandonnées	0,01	-	0,01	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68

Principales informations sectorielles

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)

	T4-2016	T4-2015	Exercice 2016	Exercice 2015	Exercice 2014
Solutions de formation pour l'aviation civile					
Produits des activités ordinaires	393,0 \$	367,6 \$	1 429,1 \$	1 294,6 \$	1 176,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	75,0	61,8	237,4	210,5	179,8
Marges opérationnelles (%)	19,1	16,8	16,6	16,3	15,3
Défense et sécurité					
Produits des activités ordinaires	293,7 \$	234,7 \$	970,1 \$	857,4 \$	822,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	38,1	39,5	119,8	115,6	107,8
Marges opérationnelles (%)	13,0	16,8	12,3	13,5	13,1
Santé					
Produits des activités ordinaires	35,8 \$	29,3 \$	113,4 \$	94,3 \$	79,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	3,5	4,1	7,2	6,7	1,7
Marges opérationnelles (%)	9,8	14,0	6,3	7,1	2,1
Total					
Produits des activités ordinaires	722,5 \$	631,6 \$	2 512,6 \$	2 246,3 \$	2 077,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	116,6	105,4	364,4	332,8	289,3
Marges opérationnelles (%)	16,1	16,7	14,5	14,8	13,9
Restructuration	(16,8) \$	- \$	(28,9) \$	- \$	- \$
Résultat opérationnel	99,8 \$	105,4 \$	335,5 \$	332,8 \$	289,3 \$

Rétrospective financière sur cinq ans

(montants en millions, sauf les montants par action)

	2016	2015	2014	2013	2012 ¹⁾
Produits des activités ordinaires	2 512,6 \$	2 246,3 \$	2 077,9 \$	1 993,7 \$	1 821,2 \$
Résultat net	230,3	204,7	191,1	140,7	182,0
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	239,3	201,2	188,3	134,3	180,3
Activités abandonnées	(9,6)	0,6	1,7	3,4	-
Participations ne donnant pas le contrôle					
	0,6	2,9	1,1	3,0	1,7
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien					
	1,31	1,14	1,05	1,00	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien					
	1,45	1,44	1,41	1,29	1,37
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien					
	1,98	1,83	1,68	1,58	1,58
Situation financière :					
Total de l'actif	4 996,7 \$	4 656,9 \$	4 236,7 \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$
Total des passifs financiers non courants ²⁾	1 318,6	1 427,3	1 340,2	1 209,3	869,0
Total de la dette nette	787,3	949,6	856,2	813,4	534,3
Par action :					
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	0,89 \$	0,76 \$	0,72 \$	0,52 \$	0,70 \$
Activités abandonnées	(0,04)	-	0,01	0,01	-
Dividendes déclarés	0,295	0,27	0,22	0,19	0,16
Capitaux propres ³⁾	7,22	6,36	5,76	4,51	4,14

¹⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19 à l'exercice 2014 ni la classification de notre entreprise du secteur minier dans les activités abandonnées à l'exercice 2015.

²⁾ Comprend la dette à long terme, les passifs dérivés non courants et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.

³⁾ Les chiffres des périodes comparatives ont été révisés pour refléter un ajustement rétroactif de l'impôt différé. De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 1 de nos états financiers consolidés.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière	51
Rapport du cabinet d'expertise comptable inscrit indépendant	52
États financiers consolidés	
État consolidé de la situation financière	53
État consolidé du résultat net	54
État consolidé du résultat global	55
État consolidé des variations des capitaux propres	56
Tableau consolidé des flux de trésorerie	57
Notes annexes	
Note 1 – Nature des activités, principales méthodes comptables et révision de l'exercice antérieur	58
Note 2 – Modifications de méthodes comptables	71
Note 3 – Actifs nets détenus en vue de la vente et activités abandonnées	71
Note 4 – Regroupements d'entreprises	72
Note 5 – Créances clients	73
Note 6 – Stocks	74
Note 7 – Immobilisations corporelles	74
Note 8 – Immobilisations incorporelles	75
Note 9 – Autres actifs	76
Note 10 – Dettes fournisseurs et charges à payer	76
Note 11 – Contrats en cours	77
Note 12 – Provisions	77
Note 13 – Facilités d'emprunt	78
Note 14 – Aide gouvernementale	80
Note 15 – Obligations au titre des avantages du personnel	80
Note 16 – Profits différés et autres passifs non courants	84
Note 17 – Impôt sur le résultat	85
Note 18 – Capital-actions, résultat par action et dividendes	87
Note 19 – Cumul des autres éléments du résultat global	88
Note 20 – Rémunération du personnel	88
Note 21 – Dépréciation d'actifs non financiers	89
Note 22 – Autres profits – montant net	89
Note 23 – Charges financières – montant net	90
Note 24 – Paiements fondés sur des actions	90
Note 25 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	94
Note 26 – Éventualités	94
Note 27 – Engagements	94
Note 28 – Gestion du risque lié au capital	95
Note 29 – Juste valeur des instruments financiers	95
Note 30 – Gestion des risques financiers	98
Note 31 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	104
Note 32 – Relations avec les parties liées	106
Note 33 – Transactions avec des parties liées	108
Note 34 – Événement postérieur à la date de clôture	109

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de CAE est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (aux termes des dispositions 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934*). Ce processus a été conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière de CAE pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS, telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Au 31 mars 2016, la direction a fait une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013 Framework)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que, au 31 mars 2016, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.



M. Parent
Président et chef de la direction



S. Lefebvre
Vice-président, Finances et chef de la direction financière

Montréal (Canada)
Le 19 mai 2016

Rapport du cabinet d'expertise comptable inscrit indépendant

Aux actionnaires de CAE Inc.

Nous avons effectué l'audit de l'état consolidé de la situation financière ci-joint de CAE Inc. et de ses filiales aux 31 mars 2016 et 2015, ainsi que des états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et du tableau consolidé des flux de trésorerie connexes pour les exercices clos à ces dates. Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE Inc. et de ses filiales au 31 mars 2016, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. La direction est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés et le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, sur la base de nos audits intégrés.

Nous avons effectué nos audits selon les normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives et que le contrôle interne à l'égard de l'information financière est efficace dans tous ses aspects significatifs. Nos audits des états financiers consolidés ont comporté le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des informations fournis dans les états financiers consolidés. Ils ont également comporté l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre appréciation du risque, ainsi que la mise en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent une base raisonnable à l'expression de nos opinions.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend les politiques et procédures qui i) concernent la tenue de dossiers raisonnablement détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention et la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

À notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de CAE Inc. et de ses filiales aux 31 mars 2016 et 2015, ainsi que de leurs résultats d'exploitation et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière de l'International Accounting Standards Board. Nous sommes également d'avis que CAE Inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous les aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 mars 2016, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le COSO.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Montréal (Québec)

Le 19 mai 2016

¹ CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A123498

État consolidé de la situation financière

Aux 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2016	2015
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		485,6 \$	330,2 \$
Créances clients	5	500,0	468,0
Contrats en cours : actifs	11	339,1	309,8
Stocks	6	278,3	237,3
Acomptes		86,3	81,8
Impôt sur le résultat à recouvrer		34,5	43,9
Actifs financiers dérivés	29	24,2	30,3
Actifs détenus en vue de la vente	3	1,6	61,2
Total de l'actif courant		1 749,6 \$	1 562,5 \$
Immobilisations corporelles	7	1 473,1	1 461,2
Immobilisations incorporelles	8	929,2	844,7
Participations mises en équivalence	32	345,1	318,0
Actifs d'impôt différé	17	46,8	33,2
Actifs financiers dérivés	29	19,8	21,1
Autres actifs	9	433,1	416,2
Total de l'actif		4 996,7 \$	4 656,9 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer	10	832,8 \$	732,7 \$
Provisions	12	30,0	17,5
Impôt sur le résultat à payer		11,3	10,6
Contrats en cours : passifs	11	174,7	154,6
Partie courante de la dette à long terme	13	119,3	55,5
Passifs financiers dérivés	29	24,7	54,0
Passifs détenus en vue de la vente	3	0,1	14,2
Total du passif courant		1 192,9 \$	1 039,1 \$
Provisions	12	10,2	4,6
Dette à long terme	13	1 153,6	1 224,3
Obligations relatives aux redevances		135,3	158,4
Obligations au titre des avantages du personnel	15	168,0	185,7
Profits différés et autres passifs non courants	16	172,7	165,1
Passifs d'impôt différé	17	213,1	176,1
Passifs financiers dérivés	29	10,6	17,2
Total du passif		3 056,4 \$	2 970,5 \$
Capitaux propres			
Capital-actions	18	601,7 \$	559,0 \$
Surplus d'apport		18,3	19,1
Cumul des autres éléments du résultat global	19	220,7	177,3
Résultats non distribués		1 048,0	879,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 888,7 \$	1 635,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		51,6	51,2
Total des capitaux propres		1 940,3 \$	1 686,4 \$
Total du passif et des capitaux propres		4 996,7 \$	4 656,9 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2016	2015
Activités poursuivies			
Produits des activités ordinaires	31	2 512,6 \$	2 246,3 \$
Coût des ventes		1 816,7	1 642,6
Marge brute		695,9 \$	603,7 \$
Frais de recherche et de développement		87,6	64,1
Frais de vente, généraux et d'administration		311,5	264,6
Autres profits – montant net	22	(24,2)	(20,3)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	31	(43,4)	(37,5)
Coûts de restructuration	12	28,9	-
Résultat opérationnel		335,5 \$	332,8 \$
Produits financiers	23	(9,5)	(9,8)
Charges financières	23	84,7	80,7
Charges financières – montant net		75,2 \$	70,9 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		260,3 \$	261,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	17	20,4	57,8
Résultat des activités poursuivies		239,9 \$	204,1 \$
Activités abandonnées			
Résultat des activités abandonnées	3	(9,6)	0,6
Résultat net		230,3 \$	204,7 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		229,7 \$	201,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,6	2,9
		230,3 \$	204,7 \$
Résultat par action des activités poursuivies et abandonnées attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
De base et dilué – activités poursuivies	18	0,89 \$	0,76 \$
De base et dilué – activités abandonnées	18	(0,04)	-
		0,85 \$	0,76 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2016	2015
Résultat net		230,3 \$	204,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net			
Différences de conversion			
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger		62,3 \$	100,9 \$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger		(12,5)	(68,1)
Reclassements au résultat net		(18,1)	2,5
Impôt sur le résultat	17	(2,4)	(3,3)
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence		2,8	29,5
		32,1 \$	61,5 \$
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie			
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		(22,5) \$	(39,2) \$
Reclassements au résultat ^{1), 2)}		38,9	25,6
Impôt sur le résultat	17	(4,4)	3,6
Quote-part après impôt de la variation nette des couvertures de flux de trésorerie liée aux participations mises en équivalence		0,7	0,4
		12,7 \$	(9,6) \$
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente			
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	29	0,1 \$	- \$
		0,1 \$	- \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net			
Réévaluations des régimes à prestations définies			
Réévaluations des régimes à prestations définies	15	34,5 \$	(66,0) \$
Impôt sur le résultat	17	(9,3)	18,0
		25,2 \$	(48,0) \$
Autres éléments du résultat global			
		70,1 \$	3,9 \$
Total du résultat global			
		300,4 \$	208,6 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		298,3 \$	201,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,1	7,0
		300,4 \$	208,6 \$
Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société :			
Activités poursuivies		312,6 \$	200,7 \$
Activités abandonnées		(14,3)	0,9
		298,3 \$	201,6 \$

¹⁾ L'exercice 2016 comprend des pertes nettes de 36,4 millions \$ reclassées dans les produits des activités ordinaires (pertes nettes de 35,9 millions \$ en 2015) et des pertes nettes de 2,5 millions \$ reclassées dans les charges financières – montant net (gains nets de 10,3 millions \$ en 2015).

²⁾ Un montant net estimatif de 48,5 millions \$ représentant une perte devra être retiré des autres éléments du résultat global et reclassé au cours des 12 prochains mois. Les fluctuations futures du taux du marché (taux de change ou taux d'intérêt) auront une incidence sur le montant à reclasser.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							
	Actions ordinaires		Cumul des autres éléments du résultat global (note 19)			Participations ne donnant pas le contrôle		Total des capitaux propres
(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Total		
Soldes au 1 ^{er} avril 2014		263 771 443	517,5 \$	19,5 \$	129,5 \$	797,6 \$	1 464,1 \$	1 504,7 \$
Résultat net		-	-	-	-	201,8	201,8	204,7
Autres éléments du résultat global :								
Différences de conversion		-	-	-	57,4	-	57,4	61,5
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(9,6)	-	(9,6)	(9,6)
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(48,0)	(48,0)	(48,0)
Total du résultat global		-	- \$	- \$	47,8 \$	153,8 \$	201,6 \$	208,6 \$
Options sur actions exercées	24	1 309 201	12,6	-	-	-	12,6	12,6
Achat facultatif au comptant		4 509	0,1	-	-	-	0,1	0,1
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	3,5	(3,5)	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	24	-	-	3,1	-	-	3,1	3,1
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	(25,3)	-	3,6
Dividendes en actions	18	1 817 917	25,3	-	-	(46,3)	(46,3)	(46,3)
Dividendes en trésorerie	18	-	-	-	-	-	-	-
Soldes au 31 mars 2015		266 903 070	559,0 \$	19,1 \$	177,3 \$	879,8 \$	1 635,2 \$	1 686,4 \$
Résultat net		-	-	-	-	229,7	229,7	230,3
Autres éléments du résultat global :								
Différences de conversion		-	-	-	30,6	-	30,6	32,1
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	12,7	-	12,7	12,7
Variation nette des instruments financiers détenus en vue de la vente		-	-	-	0,1	-	0,1	0,1
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	25,2	25,2	25,2
Total du résultat global		-	- \$	- \$	43,4 \$	254,9 \$	298,3 \$	300,4 \$
Options sur actions exercées	24	1 654 005	15,9	-	-	-	15,9	15,9
Achat facultatif au comptant		3 861	-	-	-	-	-	-
Actions ordinaires rachetées et annulées	18	(515 200)	(1,1)	-	-	(6,6)	(7,7)	(7,7)
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	4,5	(4,5)	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	24	-	-	3,7	-	-	3,7	3,7
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	(1,7)
Dividendes en actions	18	1 589 080	23,4	-	-	(23,4)	-	-
Dividendes en trésorerie	18	-	-	-	-	(56,7)	(56,7)	(56,7)
Soldes au 31 mars 2016		269 634 816	601,7 \$	18,3 \$	220,7 \$	1 048,0 \$	1 888,7 \$	1 940,3 \$

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 31 mars 2016 s'élevait à 1 268,7 millions \$ (1 057,1 millions \$ en 2015). Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>		Notes	2016	2015
Activités opérationnelles				
Résultat des activités poursuivies			239,9 \$	204,1 \$
Ajustements pour :				
	7	Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	121,5	108,1
		Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	96,3	81,0
		Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(43,4)	(37,5)
	17	Impôt sur le résultat différé	25,0	37,2
		Crédits d'impôt à l'investissement	(40,5)	(21,7)
	24	Rémunération fondée sur des actions	8,3	7,5
	15	Régimes de retraite à prestations définies	9,7	6,4
		Dotation aux amortissements des autres passifs non courants	(42,9)	(35,8)
		Autres	(25,0)	(11,5)
	25	Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(3,1)	(69,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles			345,8 \$	268,6 \$
Activités d'investissement				
	4	Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	13,9 \$	(2,0) \$
	3	Produit de la cession d'activités abandonnées	30,4	-
		Produit de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	-	8,5
	7	Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	(117,8)	(144,2)
		Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,8	7,6
	8	Frais de développement inscrits à l'actif	(35,6)	(41,5)
	8	Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels	(15,6)	(19,9)
		Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	3,4	(0,3)
		Dividendes reçus des participations mises en équivalence	18,5	8,9
		Autres	(4,1)	4,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement			(105,1) \$	(178,8) \$
Activités de financement				
	13	Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	516,3 \$	524,7 \$
	13	Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables	(539,3)	(554,0)
	13	Produit tiré de la dette à long terme	27,7	37,0
	13	Remboursement sur la dette à long terme	(25,8)	(18,9)
	13	Remboursement sur des contrats de location-financement	(21,4)	(28,2)
		Dividendes versés	(56,7)	(46,3)
		Émission d'actions ordinaires	15,9	12,7
	18	Rachat d'actions ordinaires	(7,7)	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement			(91,0) \$	(73,0) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			5,7 \$	8,8 \$
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			155,4 \$	25,6 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période			330,2	312,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période liés aux activités abandonnées			-	(7,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période			485,6 \$	330,2 \$
Information supplémentaire :				
		Dividendes reçus	18,5 \$	8,9 \$
		Intérêts payés	65,1	54,9
		Intérêts reçus	9,8	11,0
		Impôt sur le résultat payé, montant net	18,5	34,1

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration le 19 mai 2016.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS, PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET RÉVISION DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les avionneurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- i) Solutions de formation pour l'aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Défense et sécurité – Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- iii) Santé – Conçoit, fabrique et commercialise des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation. Ce secteur offre des services de consultation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins médicaux et paramédicaux ainsi qu'aux cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense.

La division minière de la Société, connue sous le nom de Datamine, a été vendue au deuxième trimestre de l'exercice 2016 (voir la note 3).

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondés sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Révision de l'exercice antérieur

Lors de la préparation des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a relevé une erreur liée à la réévaluation des actifs d'impôt différé non comptabilisés. Lors de la transition aux IFRS, certains ajustements de transition ont donné lieu à la création d'actifs d'impôt différé additionnels. Puisque les IFRS imposent des restrictions sur la pleine comptabilisation des actifs d'impôt différé en exigeant qu'ils ne soient comptabilisés que dans la mesure où leur réalisation est probable, certains actifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés à ce moment. L'ajustement reflète le fait qu'à mesure que des passifs d'impôt différé sont apparus au cours des exercices 2012 et 2013, certains actifs d'impôt différé additionnels auraient dû être comptabilisés dans les états financiers consolidés, conformément aux exigences d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*.

Le tableau suivant présente l'incidence de cette révision sur chaque poste de l'état consolidé de la situation financière de la Société pour la période comparative.

(montants en millions)	31 mars 2015			1 ^{er} avril 2014		
	31 mars 2015	Ajustement	Montant révisé	1 ^{er} avril 2014	Ajustement	Montant révisé
Passifs d'impôt différé	198,6 \$	(22,5) \$	176,1 \$	166,1 \$	(22,5) \$	143,6 \$
Résultats non distribués	857,3 \$	22,5 \$	879,8 \$	775,1 \$	22,5 \$	797,6 \$

Conformément aux directives comptables du Staff Accounting Bulletin n° 99, *Materiality*, de la SEC, la Société a évalué l'importance relative de cette erreur et a conclu qu'elle n'avait pas d'incidence importante sur ses états financiers consolidés antérieurs. Conformément aux directives du Staff Accounting Bulletin n° 108, *Considering the Effects of Prior Year Misstatements when Quantifying Misstatements in Current Year Financial Statements*, de la SEC et à celles d'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, la Société a révisé ses états financiers consolidés comparatifs de manière à corriger l'incidence de ces questions. Ces révisions hors trésorerie n'ont pas eu d'incidence sur les flux de trésorerie des périodes antérieures.

Cet ajustement n'a aucune incidence sur l'état consolidé du résultat net ni sur le résultat par action des exercices clos les 31 mars 2016 et 2015.

Périmètre de consolidation

Filiales

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et déconsolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Tous les comptes et toutes les opérations intragroupe ont été éliminés.

Partenariats

Les partenariats représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint aux termes de contrats qui requièrent le consentement unanime des parties pour les décisions portant sur les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise. Lorsque la Société a des droits sur l'actif net de l'entreprise, celle-ci est classée dans les coentreprises et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque la Société a des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à l'entreprise, celle-ci est classée dans les entreprises communes, et la Société ne comptabilise que ses actifs, ses passifs et ses transactions, y compris sa quote-part des éléments détenus ou engagés conjointement, relativement à ses intérêts dans l'entreprise commune. La Société n'a aucune entreprise commune.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les participations dans des coentreprises sont initialement comptabilisées au coût et ajustées par la suite pour présenter la quote-part revenant à la Société du résultat net et des variations des autres éléments du résultat global de l'entité. Lorsque la quote-part des pertes d'une coentreprise revenant à la Société est égale ou supérieure à ses participations dans les coentreprises, la Société ne comptabilise aucune perte ultérieure, sauf si elle engage des obligations ou verse des paiements au nom des coentreprises.

Les profits latents découlant d'opérations avec les coentreprises sont éliminés en proportion de la participation de la Société dans la coentreprise. Pour ce qui est des produits ou des services que la Société vend à ses coentreprises, l'élimination des profits latents est prise en compte dans la valeur comptable de l'investissement dans les participations mises en équivalence à l'état consolidé de la situation financière et dans la quote-part du résultat net des participations mises en équivalence à l'état consolidé du résultat net.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée aux fins de l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris et des parts de capitaux propres émises par la Société, s'il en est, à la date d'obtention du contrôle. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les frais connexes à l'acquisition, à l'exception des frais d'émission d'actions et de titres d'emprunt engagés aux fins de l'émission des instruments financiers inclus dans la contrepartie transférée, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et passifs identifiables repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue sa part détenue au préalable dans la société acquise selon la juste valeur à la date d'acquisition et reconnaît le profit ou la perte résultant, s'il y a lieu, dans le résultat net.

Les contreparties éventuelles classées à titre de provisions sont évaluées à la juste valeur, les variations subséquentes de celle-ci étant comptabilisées en résultat net. Si une contrepartie éventuelle est classée dans les capitaux propres, elle n'est pas réévaluée avant son règlement définitif dans les capitaux propres.

Les renseignements nouveaux obtenus au cours de la période d'évaluation, jusqu'à 12 mois suivant la date d'acquisition, à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition, auront une incidence sur la comptabilité d'acquisition.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les parts de capitaux propres dans des filiales appartenant à des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée à titre de composante des capitaux propres. Les variations de la participation de la Société dans des filiales qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions sur les capitaux propres.

La Société traite les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle comme des transactions avec les détenteurs de ses instruments de capitaux propres. Dans le cas des parts achetées auprès de participations ne donnant pas le contrôle, l'écart entre toute contrepartie payée et la quote-part acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est inscrit dans les capitaux propres. Les profits et les pertes à la cession de participations ne donnant pas le contrôle sont aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Instruments financiers et relations de couverture

Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Un instrument financier représente tout contrat qui crée un actif financier pour une entité et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour une autre entité. Les actifs et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles qui créent et définissent l'instrument financier. À la constatation initiale, tous les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. Lorsqu'il existe un écart entre la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue à la constatation initiale et le montant calculé à l'aide d'une technique d'évaluation, cet écart est comptabilisé immédiatement en résultat net, sauf s'il peut être comptabilisé dans un autre type d'actif ou de passif.

Par la suite, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Le classement est fonction des caractéristiques de l'instrument financier et de l'objectif pour lequel il a été acquis. Sauf dans de très rares circonstances, ce classement ne change pas après la comptabilisation initiale.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers qui sont classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à leur juste valeur évaluée à chaque date de clôture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net. Ce classement s'applique aux instruments financiers ayant les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des dérivés, y compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément du contrat hôte, qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture efficaces;
- Ils ont été acquis ou repris principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme;
- Ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme;
- Ils ont été irrévocablement désignés comme tels par la Société (option de la juste valeur).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception de ceux désignés comme instruments de couverture efficaces, sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qui y sont associés ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est pris en compte dans le résultat de la période au cours de laquelle il est engagé. Les créances clients, les contrats en cours, les créances non courantes et les acomptes sont classés dans les prêts et créances, à l'exception de ceux que la Société compte vendre immédiatement ou rapidement, lesquels sont classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

À chaque date de clôture, la valeur comptable des actifs financiers autres que ceux qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net est examinée pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les pertes de valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti font l'objet de reprises dans les périodes subséquentes si le montant des réductions de pertes et la diminution peuvent être associés objectivement à un événement survenu après la constatation de la dépréciation.

Disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente représentent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans l'une des catégories précédentes. Les placements de portefeuille sont classés comme étant disponibles à la vente.

Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les profits et les pertes latents, y compris les variations des taux de change liés aux actifs financiers non monétaires, sont constatés dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont virés au résultat lorsque les actifs sont décomptabilisés ou qu'une moins-value est enregistrée. Les indications objectives de dépréciation d'un placement dans un instrument de capitaux propres comprennent une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du placement en deçà de son coût. Si la juste valeur d'un instrument de capitaux propres non coté ne peut faire l'objet d'une estimation fiable, l'instrument est évalué au coût diminué des pertes de valeur. Les dividendes sont comptabilisés en résultat net lorsque le droit de paiement est établi.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement et les obligations au titre des redevances, sont classées dans les autres passifs financiers.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) sont inclus dans la juste valeur initialement comptabilisée pour ces instruments financiers. Ces coûts sont amortis en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers doivent faire l'objet d'une compensation, et le solde net doit être présenté à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont survenus. L'évaluation est fondée sur la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est important pour la juste valeur prise dans son ensemble à la clôture de chaque période.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés qui représentent une couverture économique sans être admissibles à la comptabilité de couverture sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Documentation

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, si la Société choisit d'appliquer la comptabilité de couverture, elle doit constituer une documentation officielle concernant la désignation de la couverture, les objectifs et la stratégie de gestion des risques, la relation de couverture entre l'élément couvert et l'élément de couverture, ainsi que la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture, laquelle doit être raisonnablement assurée pour la durée de la relation de couverture et pouvoir être évaluée de manière fiable. La Société évalue formellement, lors de la mise en place d'une relation de couverture et en continu, si les dérivés utilisés dans les transactions de couverture offrent une compensation efficace des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts par rapport au risque couvert.

Couverture de flux de trésorerie

La portion efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, tandis que la portion inefficace est immédiatement comptabilisée en résultat net. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net dans la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur le résultat net. Cependant, lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les profits et les pertes antérieurement comptabilisés aux autres éléments du résultat global sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis ou des passifs non financiers repris. En fin de compte, les montants différés sont comptabilisés en résultat net à mesure que les actifs non financiers connexes sont décomptabilisés ou amortis.

La comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement lorsque la relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, lorsque la désignation est révoquée ou que l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu. Tout profit ou perte cumulé comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global à ce moment y demeure jusqu'à ce que l'élément couvert soit éventuellement comptabilisé en résultat net. Lorsqu'il est probable qu'une transaction couverte ne surviendra pas, le cumul du profit ou de la perte qui était inscrit aux autres éléments du résultat global est immédiatement transféré en résultat net.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de la participation totale nette de CAE dans des établissements à l'étranger dont les activités sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société. La partie du profit ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée aux autres éléments du résultat global et se limite aux différences de conversion sur la participation nette.

Décomptabilisation**Actifs financiers**

Un actif financier (ou, le cas échéant, une composante d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires) est décomptabilisé dans les circonstances suivantes :

- Les droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif ont expiré;
- La Société a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif et a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle sur l'actif;
- La Société participe à un programme en vertu duquel elle vend des participations indivises dans certains de ses créances clients et de ses actifs au titre de contrats en cours. La Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsqu'il est estimé que la Société a abandonné le contrôle des créances clients ou des actifs au titre de contrats en cours.

Passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation au titre du passif est acquittée, annulée ou a expiré.

Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre instrument qui provient du même prêteur et qui est assorti de modalités substantiellement différentes, ou que les modalités d'un passif existant sont substantiellement modifiées, l'échange ou la modification est traité comme la décomptabilisation du passif initial et la comptabilisation d'un nouveau passif, et la différence entre les valeurs comptables respectives est portée en résultat net.

Différences de conversion

Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux taux de change moyens. Les différences de conversion qui en découlent sont incluses dans les autres éléments du résultat global. Les profits et les pertes résultant de la conversion des soldes intersociétés à long terme faisant partie de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger et ceux provenant de la conversion de la dette libellée en monnaies étrangères désignée comme une couverture de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger sont également inclus dans les autres éléments du résultat global.

Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les éléments des produits des activités ordinaires et des charges libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur aux dates des transactions respectives. Les profits et les pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés en résultat net, sauf s'ils sont différés aux autres éléments du résultat global en tant que couvertures admissibles de flux de trésorerie et de couvertures admissibles d'un investissement net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et de placements très liquides dont l'échéance à la date d'achat est de 90 jours ou moins.

Créances clients

Les créances clients sont initialement inscrites à la juste valeur et sont par la suite comptabilisées au coût amorti diminué d'une provision pour créances douteuses, d'après la recouvrabilité prévue. Le montant de la provision correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimatifs, actualisés au taux d'intérêt effectif initial. La perte est comptabilisée en résultat net. Les recouvrements subséquents de montants ayant fait l'objet de provision ou ayant été radiés sont comptabilisés en résultat net.

Stocks

Les matières premières sont évaluées au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Les pièces de rechange à utiliser dans le cours normal des activités sont évaluées au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Les produits en cours de fabrication sont comptabilisés au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des produits en cours comprend le matériel, la main-d'œuvre et la répartition des coûts indirects de production en fonction de la capacité d'exploitation normale.

La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des activités, moins les coûts estimatifs liés à l'achèvement et les coûts estimatifs nécessaires pour générer les produits des activités ordinaires. Dans le cas des matières premières et des pièces de rechange, le coût de remplacement constitue la meilleure mesure de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué des amortissements cumulés et du cumul des pertes de valeur nettes. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la fabrication de l'élément. À la constatation initiale, le coût d'une immobilisation corporelle comprend, s'il y a lieu, l'estimation de la valeur actuelle initiale des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située à la fin de sa durée d'utilité. Les logiciels acquis qui sont essentiels au fonctionnement du matériel connexe sont inscrits à l'actif au titre du matériel visé. Les coûts ultérieurs, comme ceux liés aux mises à niveau de dispositifs de formation, sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que le coût de l'immobilisation peut être évalué de manière fiable; sinon, ils sont comptabilisés en charges.

La Société inscrit une perte à la cession en résultat net lorsque la valeur comptable d'un élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est viré aux stocks. S'il est impossible de calculer la valeur comptable, le coût de remplacement et le cumul des amortissements calculés en fonction de ce coût seront utilisés aux fins de la décomptabilisation de la pièce remplacée. Les coûts d'entretien courant des immobilisations corporelles sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés. Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle connexe, et le montant net est comptabilisé dans les autres profits et pertes.

Les diverses parties des immobilisations corporelles sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité présentent des différences importantes, et ces parties sont amorties séparément en résultat net. Les actifs loués sont amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location ou de leur durée d'utilité. Si l'acquisition de l'actif par la Société à la fin du contrat de location est raisonnablement assurée, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont les suivants :

	Mode	Taux d'amortissement / durée
Immeubles et améliorations	Amortissement linéaire	De 2,5 % à 10 % / De 3 à 20 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	De 20 % à 35 % / De 2 à 10 ans
Avions	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 15 %)	N'excédant pas 12 ans
Moteurs d'avion	Basé sur l'utilisation	N'excédant pas 3 000 heures

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue et ajustées au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Contrats de location

La Société loue certaines immobilisations corporelles à des tiers et auprès de tiers. Les contrats de location selon lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est transférée sont classés comme des contrats de location-financement. Tous les autres contrats sont classés comme des contrats de location simple.

La Société en tant que bailleur

En ce qui concerne les contrats de location-financement, l'actif est décomptabilisé au début de la période de location. La valeur actuelle nette des paiements minimaux au titre de la location et toute valeur résiduelle non garantie actuelle sont inscrites dans les créances clients non courantes. Les produits financiers sont comptabilisés sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

La Société en tant que preneur

Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif au début de la période de location au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les coûts directs initiaux engagés par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé à titre d'actif. Les obligations correspondantes sont prises en compte dans la dette à long terme. Les charges financières sont comptabilisées sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements effectués aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Opérations de cession-bail

Dans le cadre de sa stratégie de financement visant à soutenir les investissements dans les secteurs Solutions de formation pour l'aviation civile et Défense et sécurité, la Société prend part à des opérations de cession-bail. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location-financement, tout excédent du produit de la vente sur la valeur comptable est différé et amorti sur la durée du contrat de location. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location simple et qu'il est clair que la transaction est réalisée à la juste valeur, tout profit ou perte est comptabilisé en résultat net. Si le prix de vente est inférieur à la juste valeur, le manque à gagner est inscrit immédiatement en résultat net, sauf si la perte est compensée par des paiements futurs au titre de la location inférieurs au prix du marché; le manque à gagner est alors différé et amorti au prorata des paiements au titre de la location, sur la durée d'utilisation prévue de l'actif. Si le prix de vente est supérieur à la juste valeur, l'excédent est différé et amorti sur la durée d'utilisation prévue de l'actif.

Immobilisations incorporelles

Goodwill

Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales. Il correspond à l'excédent du coût d'acquisition total, y compris la meilleure estimation selon la Société de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle et de la juste valeur revenant à la Société de la quote-part détenue au préalable dans l'entité acquise selon la juste valeur à la date d'acquisition, par rapport à la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

Les profits et les pertes à la cession d'une entité comprennent la valeur comptable du goodwill relatif à l'entité vendue.

Recherche et développement (R-D)

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont aussi comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés, sauf s'ils remplissent tous les critères d'inscription à l'actif conformément à IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les frais de développement inscrits à l'actif sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. L'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif commence lorsque l'actif est prêt à être mis en service et il est pris en compte dans la charge de recherche et de développement.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction.

Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations incorporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle connexe et comptabilisés dans les autres profits et pertes.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles sur leur durée d'utilité estimative, comme suit :

	Période d'amortissement (en années)
Frais de développement inscrits à l'actif	De 5 à 10
Relations clients	De 3 à 15
ERP et autres logiciels	De 3 à 10
Technologies	De 3 à 10
Autres immobilisations incorporelles	De 2 à 40

Les méthodes d'amortissement et les durées d'utilité sont passées en revue et ajustées au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Dépréciation d'actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers amortissables de la Société est soumise à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Le goodwill et les actifs qui ne sont pas encore prêts à être mis en service sont soumis à un test de dépréciation chaque année ou à tout autre moment s'il existe un indice de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur recouvrable est calculée individuellement pour chaque actif, à l'exception des actifs qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, l'UGT dont fait partie l'actif est utilisée pour calculer la valeur recouvrable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT ou aux groupes d'UGT, lesquels correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou aux secteurs du niveau précédent, qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient affectés à ces unités ou non.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un goodwill a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, le goodwill connexe est déprécié. Tout excédent du montant de la dépréciation par rapport au goodwill déprécié est comptabilisé au prorata de la valeur comptable de chaque actif compris dans l'UGT visée. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net.

La Société évalue les pertes de valeur, autres que celles qui concernent le goodwill, pour déterminer les reprises possibles à chaque date de clôture. Une perte de valeur est reprise s'il existe un indice que la perte a diminué ou n'existe plus par suite de modifications des estimations ayant servi à calculer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est reprise seulement dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. De telles reprises sont constatées en résultat net.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé. Les coûts d'emprunt cessent d'être inscrits à l'actif lorsque l'actif est prêt à être utilisé. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net au titre des charges financières lorsque les emprunts sont contractés.

Autres actifs

Liquidités soumises à restrictions

En vertu de contrats de financement bancaire externes de certaines filiales, de certains contrats de vente gouvernementaux et de certains regroupements d'entreprises, la Société est tenue de retenir un montant d'argent défini à titre de garantie.

Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés aux facilités de crédit renouvelables non garanties, lorsque des prélèvements sur certaines ou toutes les facilités sont probables, et les frais de financement différés liés aux contrats de cession-bail sont inclus dans les autres actifs au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée des contrats de financement connexes.

Dettes fournisseurs et charges à payer

Les dettes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisées à la juste valeur et par la suite évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Aucune provision n'est comptabilisée au titre de pertes opérationnelles futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société estime nécessaires pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge financière. Lorsqu'il existe plusieurs obligations semblables, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour les éteindre est déterminée pour l'ensemble de la catégorie d'obligations.

Dettes à long terme

La dette à long terme est comptabilisée initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction engagés. Elle est par la suite comptabilisée au coût amorti. Tout écart entre le produit diminué des coûts de transaction et la valeur de remboursement est inscrit en résultat net sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais payés à l'établissement des facilités d'emprunt sont comptabilisés en tant que coûts de transaction liés à l'emprunt dans la mesure où il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité. Dans ce cas, les frais sont différés jusqu'au prélèvement des fonds. Dans la mesure où rien n'indique qu'il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité, les frais sont inscrits à l'actif à titre de paiement d'avance pour des services de liquidités et amortis sur la durée de la facilité à laquelle ils se rapportent.

Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts différentiels directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou options sont présentés dans les capitaux propres en réduction, après impôts, du produit.

Lorsque le capital-actions comptabilisé dans les capitaux propres est racheté, le montant de la contrepartie payée, qui comprend les coûts directement attribuables, après impôt, est comptabilisé en diminution des capitaux propres.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le montant peut être évalué de manière fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que des critères précis ont été déterminés pour chaque catégorie, comme il est expliqué ci-après.

Accords de prestations multiples

La Société conclut parfois des accords de prestations multiples générateurs de produits des activités ordinaires, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol et d'autres produits, des services de formation ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Lorsqu'une transaction de vente unique nécessite la livraison de plus d'un produit ou la prestation de plus d'un service (prestations multiples), les critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont appliqués aux éléments identifiables séparément. Un élément est considéré comme identifiable séparément si l'élément livré a une valeur en soi pour le client et que la juste valeur du produit ou du service peut être évaluée de manière fiable.

La répartition des produits des activités ordinaires tirés d'un accord de prestations multiples se fait en fonction de la juste valeur de chaque élément par rapport à la juste valeur de l'accord dans son ensemble.

Les produits des activités ordinaires de la Société se divisent en deux grandes catégories aux fins comptables : les contrats de construction et les ventes de biens et services.

Contrats de construction

Un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés en termes de conception, de technologie, de fonction, de finalité ou d'utilisation. En fonction de ses caractéristiques, un contrat de construction peut être comptabilisé séparément, divisé en plusieurs éléments, lesquels sont comptabilisés séparément ou combiné avec un autre contrat de construction afin de former un contrat de construction unique aux fins comptables, au titre duquel les produits des activités ordinaires et les charges seront comptabilisés.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation conçus sur mesure sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsqu'il est probable que les avantages économiques découlant du contrat iront à la Société, le montant des produits des activités ordinaires, les coûts liés à l'exécution du contrat et le degré d'avancement à la clôture de la période de présentation de l'information financière peuvent être évalués de façon fiable et lorsque les coûts liés au contrat peuvent être identifiés clairement et évalués de manière fiable afin de permettre la comparaison des coûts réels avec les estimations précédentes. Le degré d'avancement est évalué en fonction des coûts liés à l'exécution du contrat engagés à la clôture de la période de communication de l'information, exprimés en pourcentage du total des coûts estimatifs liés à l'exécution du contrat. Lorsque les critères d'utilisation de la méthode de l'avancement des travaux ne sont pas réunis, les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les coûts liés à l'exécution du contrat engagés seront recouvrables.

Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives sont constatées au cours de la période durant laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent des coûts estimatifs totaux sur le total des produits des activités ordinaires estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les produits des activités ordinaires sont constatés, d'après l'expérience acquise.

Le montant cumulatif des coûts engagés et des profits comptabilisés, diminués des pertes et de la facturation intermédiaire, est déterminé pour chaque contrat. Si ce montant est positif, il est classé aux contrats en cours : actifs ; s'il est négatif, il est classé aux contrats en cours : passifs.

L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les produits des activités ordinaires correspondants sont constatés au cours de la période sur laquelle l'assistance est fournie.

Ventes de biens et services

Dispositifs de formation standardisés

Les produits des activités ordinaires tirés de la construction de dispositifs de formation standardisés sont comptabilisés principalement à la date d'achèvement des dispositifs de formation, lorsque les principaux risques et avantages inhérents à la propriété des dispositifs de formation ont été transférés au client et que la Société ne continue à être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des dispositifs de formation vendus.

Accords concernant des logiciels

Les produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels prêts à l'emploi sont comptabilisés lorsque la livraison a eu lieu. Les produits des activités ordinaires tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Pièces de rechange

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de pièces de rechange sont essentiellement comptabilisés lors de la livraison au client. À la livraison, les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés et la Société ne continue pas à être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés.

Maintenance des produits

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés en fonction du degré d'avancement de la transaction.

Services de formation et de consultation

Les produits des activités ordinaires tirés des services de formation et de consultation sont constatés lorsque les services sont rendus.

Pour les écoles de pilotage, les programmes de formation des élèves-pilotes sont offerts principalement par voie de cours de formation au sol et de vols sur des appareils. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en résultat net selon la méthode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours de formation au sol, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

Autres

Incitatifs à la vente aux clients

La Société peut fournir des incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes. Ces incitatifs sont portés en réduction des produits des activités ordinaires.

Transactions non monétaires

La Société peut aussi conclure des conventions de vente aux termes desquelles la contrepartie monétaire est nulle ou quasi nulle. Les transactions non monétaires sont évaluées selon l'évaluation la plus fiable entre la juste valeur de l'actif donné et la juste valeur de l'actif reçu.

Produits différés

Les paiements en trésorerie reçus et les acomptes au titre des ententes contractuelles, à l'exception des contrats de construction, sont comptabilisés dans les produits différés jusqu'à ce que tous les critères de comptabilisation des produits susmentionnés soient réunis.

Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

La Société a des régimes de retraite à prestations définies offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière.

L'actif ou le passif comptabilisé au titre de prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, diminuée de la juste valeur des actifs du régime destinés à être utilisés pour éteindre les obligations. Les obligations au titre des prestations définies de chaque régime sont établies par calcul actuariel à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs estimatifs au taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la monnaie des prestations et dont la durée à l'échéance se rapproche de la durée de l'obligation connexe. Dans les pays où il n'existe pas un marché très actif pour ces obligations, les taux du marché pour des obligations gouvernementales sont utilisés.

La valeur de tout actif comptabilisé au titre des avantages du personnel ne peut excéder la valeur actuelle de tous les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime (plafonnement du coût entier de l'actif). Les exigences au titre de la capitalisation minimale peuvent donner lieu à un passif supplémentaire, dans la mesure où elles exigent le versement de cotisations pour compenser un manque à gagner existant. Les actifs des régimes ne peuvent être utilisés que pour capitaliser les avantages du personnel, sont hors de portée des créanciers de la Société et ne peuvent être payés directement à la Société. La juste valeur des actifs des régimes est fondée sur les cours du marché.

La Société détermine les coûts nets de retraite de ses régimes canadiens à prestations définies au moyen de taux d'actualisation distincts tirés de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice. Pour les autres régimes à prestations définies, la Société utilise un seul taux d'actualisation moyen pondéré tiré de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice.

Les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et l'incidence de tout plafonnement du coût entier ou passif minimal sont comptabilisés aux autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Le coût des services passés est comptabilisé en charges à mesure qu'il est engagé, à la plus rapprochée des dates suivantes : lors de la modification ou de la compression du régime, ou lorsque l'entité comptabilise les indemnités de cessation d'emploi connexes.

Régimes de retraite à cotisations définies

La Société offre aussi des régimes de retraite à cotisations définies au titre desquels la Société verse des cotisations fixes à des régimes d'assurance retraite privés ou publics sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire. La Société ne contracte aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des montants supplémentaires si l'actif de la caisse ne suffit pas au paiement des prestations à tous les participants. Les obligations au titre des cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en résultat net dans les charges représentatives d'avantages du personnel à mesure que les services sont rendus.

Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges lorsque la Société s'est manifestement engagée, sans possibilité réelle de se rétracter, envers un plan officiel et détaillé visant soit à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite, soit à octroyer des indemnités de cessation d'emploi à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les prestations de cessation d'emploi liées à des départs volontaires sont comptabilisées en charges, si la Société a fait une offre pour encourager les départs volontaires, en fonction du nombre de salariés qui ont accepté l'offre. Les prestations, échues plus de 12 mois après la date de clôture, sont actualisées à leur valeur actuelle.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est admissible en tant que régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), les régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier et les régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance, qui sont admissibles en tant que régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie. Les régimes assortis d'un calendrier s'entendent du régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et du régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNR-LT). Les régimes fondés sur la performance s'entendent du régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR-LT) et du régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT).

Pour les deux catégories, la juste valeur des services des salariés reçus en échange est comptabilisée en résultat net à titre de charge. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte les conditions de service et de performance non liées au marché dont sont assorties les transactions.

Dans le cas du régime réglé en instruments de capitaux propres, la juste valeur du coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. La charge de rémunération est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période de service, une augmentation correspondante étant constatée dans le surplus d'apport. Le cumul des charges inscrites au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres à chaque date de clôture représente la partie écoulee de la période d'acquisition des droits et la meilleure estimation selon la direction du nombre d'instruments de capitaux propres qui seront acquis en définitive. Pour ce qui est des options dont l'acquisition des droits est graduelle, chaque tranche est considérée comme une attribution distincte dont la date d'acquisition et la juste valeur sont différentes, et les tranches sont comptabilisées séparément. Lorsque les options sont exercées, la Société émet de nouvelles actions et le produit reçu, après déduction des coûts de transaction directement attribuables, le cas échéant, est porté au crédit du capital-actions.

Dans le cas des régimes réglés en trésorerie, un passif correspondant est comptabilisé. La juste valeur des services des salariés reçus correspond à la multiplication du nombre de droits dont l'acquisition est prévue par la juste valeur d'un droit à la date d'attribution, d'après le cours du marché des actions ordinaires de la Société. La juste valeur du RA est tributaire des cotisations de la Société. Jusqu'au règlement du passif, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date de règlement, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat de la période. La Société a conclu des swaps sur actions avec trois importantes institutions financières canadiennes pour réduire le risque auquel est exposé son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses RDDVA, ses RDDVA-LT et son RDNR-LT.

Impôts sur le résultat exigibles et différés

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée en résultat net, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est respectivement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant prévu devant être payé aux administrations fiscales ou récupéré auprès de celles-ci au titre du résultat fiscal de l'exercice, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture dans les pays où la Société et ses filiales exercent des activités et génèrent un résultat imposable et de tout ajustement de la charge ou de l'avantage d'impôt concernant des exercices antérieurs.

La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations dans lesquelles la réglementation fiscale applicable laisse place à l'interprétation. Des provisions sont constituées, au besoin, en fonction des montants prévus qui devront être payés aux administrations fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé en fonction de la méthode du report variable, selon laquelle sont créées des différences temporaires entre la base fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable figurant dans les états financiers consolidés.

L'impôt différé est comptabilisé pour les différences temporaires liées à des participations dans des filiales et aux entités sous contrôle conjoint, sauf lorsque la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

L'impôt différé est évalué sur une base non actualisée, aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer aux différences temporaires lorsqu'elles s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des différences temporaires déductibles et du report en avant des pertes fiscales non utilisées. La comptabilisation des actifs d'impôt différé est limitée au montant dont la réalisation est probable.

Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture, et leur montant est réduit dans la mesure où il n'est plus probable qu'un actif d'impôt différé soit réalisé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture et comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un actif d'impôt différé non comptabilisé soit réalisé.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de R-D sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du résultat net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement inscrits à l'actif sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net. Les crédits d'impôt à l'investissement qui devraient être recouverts après 12 mois sont classés dans les autres actifs.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant la période. Le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'effet dilutif qu'aurait l'exercice d'instruments ou d'autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires ou leur conversion en actions ordinaires à l'ouverture de la période ou à la date d'émission si elle est ultérieure, à moins que cela ait un effet antidilutif. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions. Cette méthode consiste à prendre en compte l'utilisation du produit qui pourrait être obtenu à l'exercice des options dans le calcul du résultat dilué par action. Elle suppose que le produit servirait à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période. Seules les options sur actions de la Société sont potentiellement dilutives pour les actions ordinaires.

Aide gouvernementale

Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les contributions seront reçues et que la Société respectera toutes les conditions qui s'y rattachent. L'aide gouvernementale liée à l'acquisition d'immobilisations incorporelles est portée en diminution du coût de l'actif connexe, tandis que celle liée aux charges courantes est portée en diminution des charges connexes.

La Société bénéficie de crédits d'impôt à l'investissement qui sont réputés équivalents à des contributions gouvernementales. La Société reçoit des contributions d'Investissement Québec (IQ) relativement au *Projet Nouveaux marchés principaux* pour les frais engagés à l'égard des programmes de R-D. Elle a aussi reçu au cours d'exercices antérieurs des contributions pour le *Projet Phoenix* aux termes du programme Partenariat technologique Canada (PTC) et des programmes d'IQ.

La Société doit verser des redevances au titre du *Projet Nouveaux marchés principaux* et du *Projet Phoenix*. L'obligation de payer des redevances (désignée obligation au titre des redevances) est comptabilisée dès que l'aide gouvernementale est à recevoir et est déterminée selon les projections futures. L'obligation est actualisée au moyen des taux d'intérêt du marché en vigueur à cette date pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. La partie courante est incluse dans les charges à payer. L'écart entre les contributions gouvernementales et la valeur actuelle de l'obligation au titre des redevances est comptabilisé en tant qu'aide gouvernementale et porté en diminution des charges connexes ou du coût de l'actif connexe.

La Société constate la participation du gouvernement du Canada au *Projet Falcon* et au *Projet Innover* à titre de dette à long terme portant intérêt. L'évaluation initiale du passif comptable est actualisée au moyen des taux d'intérêt alors en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actuelle est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses inscrites à l'actif.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Au 1^{er} avril 2015, la Société a amélioré la méthode d'estimation des coûts des régimes de retraite canadiens à prestations définies et de la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel. Auparavant, elle estimait les coûts nets de retraite au moyen d'un taux d'actualisation moyen pondéré unique tiré de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des avantages du personnel à l'ouverture de l'exercice. Selon la méthode améliorée, des taux d'actualisation distincts sont tirés de la même courbe de rendement afin de refléter les différentes échéances de paiement des prestations. Ce changement d'estimation comptable, qui est comptabilisé sur une base prospective, n'a pas d'incidence importante sur l'évaluation des obligations au titre des avantages du personnel et des coûts nets de retraite par rapport à la méthode précédente.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée et les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, la Société consulte des experts indépendants ou calcule la juste valeur en interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation d'actifs non financiers

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des estimations internes (niveau 3) de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'impôt. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Voir la note 21 pour plus de détails sur les hypothèses utilisées.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La méthode de l'avancement des travaux oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatées, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et des produits des activités ordinaires sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent notamment des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et sur le coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note 15 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 15 % en fonction de la période des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 7 % à 9,5 % en fonction des modalités des instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 4,5 millions \$ (9,9 millions \$ en 2015) de l'obligation au titre des redevances au 31 mars 2016.

Paiements fondés sur des actions

La Société évalue le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois fiscales de divers territoires. Elle doit avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. La Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que la Société dégage un bénéfice imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

Contrats de location

Le classement dans les contrats de location simple ou de location-financement est fondé sur le jugement de la direction quant à l'application des critères d'IAS 17, *Contrats de location*, et sur la substance de l'accord. Pour l'essentiel, les accords que la Société comptabilise comme des contrats de location simple sont liés à des immeubles et à des simulateurs de vol. La direction a conclu que des paiements locatifs non actualisés d'un montant de 265,1 millions \$ liés à certains appareils utilisés dans le cadre des activités de formation en vol de la Société doivent être considérés comme une obligation non comptabilisée, puisqu'ils sont compensés par une obligation réciproque avec un tiers et qu'ils sont sans droit de recours envers CAE.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2016 n'ont aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et du modèle d'affaires au sein duquel ils sont détenus. IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques. La nouvelle norme remplace toutes les versions antérieures d'IFRS 9 et met fin au projet de remplacement d'IAS 39 de l'IASB. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les biens ou les services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de 12 mois. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2019; son adoption anticipée étant toutefois autorisée pour les sociétés qui appliquent également IFRS 15. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

NOTE 3 – ACTIFS NETS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La Société a décidé de vendre sa division minière à la suite d'une décision de concentrer ses ressources et ses investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées dans ses trois secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité, et Santé. Les actifs et passifs concernés ont été classés comme détenus en vue de la vente.

Le 24 juillet 2015, la Société a conclu la vente de sa division minière, connue sous le nom de Datamine, pour un montant total de 31,2 millions \$, incluant la finalisation de l'ajustement du fonds de roulement et excluant une contrepartie éventuelle maximale de 10,0 millions \$ sous réserve de l'atteinte de certains résultats financiers. Certains actifs nets exclus de la transaction, essentiellement des stocks, demeurent détenus en vue de la vente.

Les actifs et les passifs classés comme détenus en vue de la vente se présentent comme suit :

	2016	2015
Actifs courants ¹⁾	1,4 \$	15,8 \$
Immobilisations incorporelles	-	42,9
Autres actifs non courants	0,2	2,5
Actifs détenus en vue de la vente	1,6 \$	61,2 \$
Passifs courants	0,1 \$	12,9 \$
Autres passifs non courants	-	1,3
Passifs détenus en vue de la vente	0,1 \$	14,2 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	1,5 \$	47,0 \$

¹⁾ Comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

L'analyse du résultat des activités abandonnées se présente comme suit :

	2016	2015
Produits des activités ordinaires	9,7 \$	34,6 \$
Charges	10,9	31,4
Résultat avant impôt sur le résultat, évaluation à la juste valeur et cession	(1,2) \$	3,2 \$
(Produit) charge d'impôt sur le résultat	(0,7)	1,7
Résultat avant évaluation à la juste valeur et cession	(0,5) \$	1,5 \$
Perte sur évaluation à la juste valeur et cession	(10,4)	(1,0)
Produit d'impôt sur le résultat lié à l'évaluation à la juste valeur et à la cession	1,3	0,1
Résultat des activités abandonnées	(9,6) \$	0,6 \$

	2016	2015
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	4,0 \$	(1,6) \$
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(0,7)	(2,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(0,1)	-

NOTE 4 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 30 septembre 2015, la Société a acquis les actifs de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), un intégrateur de systèmes de formation dans le secteur de la défense, pour une contrepartie totale de 19,8 millions \$, excluant des ajustements au prix d'achat. Cette acquisition renforce les compétences principales de CAE à titre d'intégrateur de systèmes de formation virtuelle et interactive, et élargit son offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol des futurs pilotes militaires. Les coûts d'acquisition de FAMB ont totalisé 1,3 million \$ et ont été pris en compte dans les frais de vente, généraux et d'administration à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-après. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises et du goodwill de 68,8 millions \$ demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs soit finalisée. Le goodwill préliminaire de 49,2 millions \$ découlant de l'acquisition de FAMB est attribuable aux avantages obtenus, notamment les suivants :

- Élargissement de l'offre de CAE dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol;
- Savoir-faire à titre d'intégrateur de systèmes de formation;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 2,6 millions \$.

Les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel inscrits à l'état consolidé du résultat net au titre de FAMB depuis la date d'acquisition se sont respectivement chiffrés à 52,0 millions \$ et à 6,1 millions \$. Si FAMB avait été consolidée en date du 1^{er} avril 2015, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel de 93,5 millions \$ et de 8,8 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises par la Société. Les montants sont fournis à titre d'information complémentaire et ne sont pas représentatifs de la performance future de la Société.

Le tableau suivant présente le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition :

	Total
Actifs courants ¹⁾	20,0 \$
Passifs courants	(63,1)
Actifs non courants	5,7
Immobilisations incorporelles ²⁾	68,8
Impôt différé	17,9
Passifs non courants	(69,3)
Juste valeur des passifs nets repris, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(20,0) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	37,4
Juste valeur des actifs nets acquis	17,4 \$
Ajustement du prix d'achat à recevoir	5,4
Total de la contrepartie d'achat réglée en trésorerie	22,8 \$
Contrepartie additionnelle liée aux acquisitions réalisées au cours des exercices antérieurs	0,7
Total de la contrepartie en trésorerie	23,5 \$

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾ Ce goodwill est partiellement déductible aux fins fiscales.

Les actifs nets de FAMB, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Défense et sécurité.

NOTE 5 – CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients se présentent comme suit :

	2016	2015
Créances clients courantes	187,8 \$	170,6 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	35,7	52,9
31-60 jours	20,2	10,9
61-90 jours	17,5	12,8
Plus de 90 jours	48,9	58,9
Provision pour créances douteuses	(15,7)	(15,6)
Total des créances clients	294,4 \$	290,5 \$
Créances clients non facturées	110,2	103,0
Montants à recevoir de parties liées (note 33)	42,6	28,7
Autres créances clients	52,8	45,8
Total des créances clients	500,0 \$	468,0 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

	2016	2015
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de l'exercice	(15,6) \$	(13,8) \$
Ajouts (note 31)	(3,5)	(7,4)
Sorties	1,9	1,5
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises (note 31)	2,1	3,5
Différences de conversion	(0,6)	0,3
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	-	0,3
Provision pour créances douteuses à la clôture de l'exercice	(15,7) \$	(15,6) \$

NOTE 6 – STOCKS

	2016	2015
Travaux en cours	154,6 \$	137,2 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	123,7	100,1
	278,3 \$	237,3 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

	2016	2015
Travaux en cours	64,2 \$	110,4 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	91,7	79,8
	155,9 \$	190,2 \$

NOTE 7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles et améliorations	Simulateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location- financement	Actifs en construc- tion	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	26,5 \$	192,2 \$	739,6 \$	52,4 \$	16,8 \$	157,6 \$	156,1 \$	1 341,2 \$
Ajouts	0,1	0,4	31,2	16,6	6,6	-	89,3	144,2
Cession de filiales	-	(0,6)	(0,6)	(0,3)	(5,8)	-	-	(7,3)
Acquisition d'actifs visés par des contrats de location-financement	-	-	-	-	-	17,8	-	17,8
Cessions	(3,8)	(1,4)	(0,3)	-	(0,9)	-	-	(6,4)
Dotations aux amortissements	-	(15,5)	(58,4)	(15,5)	(2,2)	(16,5)	-	(108,1)
Transferts et autres	-	16,2	124,9	0,1	4,6	3,2	(141,9)	7,1
Différences de conversion	1,2	10,5	44,7	0,3	-	12,2	5,1	74,0
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	(1,3)	-	-	-	(1,3)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	24,0 \$	201,8 \$	881,1 \$	52,3 \$	19,1 \$	174,3 \$	108,6 \$	1 461,2 \$
Ajouts	-	8,1	12,1	12,9	5,5	-	79,2	117,8
Acquisition de filiales	-	-	-	0,4	-	-	-	0,4
Cessions	-	-	(4,5)	(0,1)	(0,1)	(3,2)	-	(7,9)
Dotations aux amortissements	-	(16,4)	(67,4)	(17,5)	(2,4)	(17,8)	-	(121,5)
Perte de valeur (note 21)	-	-	(1,7)	-	-	-	-	(1,7)
Transferts et autres	-	3,4	82,4	1,2	-	(5,7)	(91,0)	(9,7)
Différences de conversion	0,1	2,7	23,9	1,5	-	5,9	0,4	34,5
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	24,1 \$	199,6 \$	925,9 \$	50,7 \$	22,1 \$	153,5 \$	97,2 \$	1 473,1 \$

	Terrains	Immeubles et améliorations	Simulateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location- financement	Actifs en construc- tion	Total
Coût	24,0 \$	356,1 \$	1 214,7 \$	226,6 \$	23,6 \$	292,2 \$	108,6 \$	2 245,8 \$
Cumul des amortissements	-	(154,3)	(333,6)	(174,3)	(4,5)	(117,9)	-	(784,6)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	24,0 \$	201,8 \$	881,1 \$	52,3 \$	19,1 \$	174,3 \$	108,6 \$	1 461,2 \$
Coût	24,1 \$	372,3 \$	1 316,4 \$	236,8 \$	29,8 \$	287,3 \$	97,2 \$	2 363,9 \$
Cumul des amortissements	-	(172,7)	(390,5)	(186,1)	(7,7)	(133,8)	-	(890,8)
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	24,1 \$	199,6 \$	925,9 \$	50,7 \$	22,1 \$	153,5 \$	97,2 \$	1 473,1 \$

Au 31 mars 2016, la période d'amortissement résiduelle moyenne des simulateurs de vol était de 11,4 ans (11,6 ans en 2015).

Au 31 mars 2016, les emprunts bancaires étaient garantis par des immobilisations corporelles d'une valeur de 59,7 millions \$ (13,6 millions \$ en 2015).

La Société loue des immobilisations corporelles à des tiers. Les montants minimaux futurs à recevoir au titre de ces contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

	2016	2015
Un an ou moins	16,3 \$	18,6 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	45,2	45,9
Plus de cinq ans	29,3	25,8
	90,8 \$	90,3 \$

Au 31 mars 2016, la valeur comptable nette des simulateurs loués à des tiers s'établissait à 38,0 millions \$ (31,8 millions \$ en 2015).

Les actifs visés par des contrats de location-financement, dont l'échéance varie entre avril 2016 et octobre 2036, sont présentés ci-après, par catégorie :

	2016	2015
Simulateurs		
Coût	221,3 \$	228,3 \$
Cumul des amortissements	(113,3)	(100,9)
Valeur comptable nette	108,0 \$	127,4 \$
Immeubles		
Coût	66,0 \$	63,9 \$
Cumul des amortissements	(20,5)	(17,0)
Valeur comptable nette	45,5 \$	46,9 \$
Valeur comptable nette totale	153,5 \$	174,3 \$

NOTE 8 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Goodwill (note 21)	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations clients	ERP et autres logiciels	Techno- logies	Autres immobili- sations incorpo- relles	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	502,5 \$	134,0 \$	115,1 \$	64,4 \$	22,5 \$	32,2 \$	870,7 \$
Ajouts – développement en interne	-	41,5	-	19,9	-	-	61,4
Ajouts – acquisition distincte	-	-	1,7	-	0,7	0,5	2,9
Cession de filiales	(2,2)	-	(3,1)	-	-	(1,3)	(6,6)
Dotation aux amortissements	-	(16,7)	(14,4)	(13,1)	(3,9)	(2,7)	(50,8)
Transferts et autres	-	(5,4)	(0,2)	(2,3)	(0,1)	(0,4)	(8,4)
Différences de conversion	14,0	0,9	(0,1)	0,9	2,1	0,6	18,4
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	(26,9)	(10,5)	(2,5)	-	(2,3)	(0,7)	(42,9)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	487,4 \$	143,8 \$	96,5 \$	69,8 \$	19,0 \$	28,2 \$	844,7 \$
Ajouts – développement en interne	-	35,6	-	15,6	-	-	51,2
Ajouts – acquisition distincte	-	-	1,9	-	-	0,8	2,7
Acquisition de filiales (note 4)	49,2	-	15,4	-	4,2	-	68,8
Dotation aux amortissements	-	(18,7)	(16,1)	(15,1)	(6,4)	(2,8)	(59,1)
Perte sur évaluation à la juste valeur (note 3)	-	(4,3)	-	-	-	-	(4,3)
Transferts et autres	-	0,4	(0,2)	(0,2)	(0,2)	-	(0,2)
Différences de conversion	20,0	0,4	3,2	0,1	0,7	1,0	25,4
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	556,6 \$	157,2 \$	100,7 \$	70,2 \$	17,3 \$	27,2 \$	929,2 \$

	Goodwill	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations clients	ERP et autres logiciels	Techno- logies	Autres immobili- sations incorpo- relles	Total
Coût	487,4 \$	212,9 \$	158,4 \$	149,3 \$	45,8 \$	55,4 \$	1 109,2 \$
Cumul des amortissements	-	(69,1)	(61,9)	(79,5)	(26,8)	(27,2)	(264,5)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	487,4 \$	143,8 \$	96,5 \$	69,8 \$	19,0 \$	28,2 \$	844,7 \$
Coût	556,6 \$	241,9 \$	179,4 \$	159,4 \$	50,6 \$	57,8 \$	1 245,7 \$
Cumul des amortissements	-	(84,7)	(78,7)	(89,2)	(33,3)	(30,6)	(316,5)
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	556,6 \$	157,2 \$	100,7 \$	70,2 \$	17,3 \$	27,2 \$	929,2 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, une dotation aux amortissements a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 38,5 millions \$ (34,1 millions \$ en 2015), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 19,0 millions \$ (15,3 millions \$ en 2015) et dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 1,6 million \$ (1,4 million \$ en 2015).

Au 31 mars 2016, la période d'amortissement résiduelle moyenne des frais de développement inscrits à l'actif était de 6,4 ans (5,8 ans en 2015).

Les frais de développement inscrits à l'actif et ERP et autres logiciels comprennent essentiellement des immobilisations incorporelles générées en interne.

La Société n'a pas d'autres immobilisations incorporelles à durée indéterminée que le goodwill.

NOTE 9 – AUTRES ACTIFS

	2016	2015
Liquidités soumises à restrictions	27,0 \$	23,7 \$
Loyers payés d'avance à un placement de portefeuille	22,7	55,0
Investissement dans un placement de portefeuille	1,6	1,6
Acomptes consentis à un placement de portefeuille	46,9	47,7
Créances non courantes	122,6	117,2
Crédits d'impôt à l'investissement	199,1	159,5
Frais de financement différés	2,4	3,1
Autres	10,8	8,4
	433,1 \$	416,2 \$

La valeur actuelle des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location, qui sont pris en compte dans les créances courantes et non courantes, s'établit comme suit :

	2016	2015
Investissement brut dans des contrats de location-financement	174,9 \$	164,0 \$
Déduire : produits financiers non gagnés	72,7	69,1
Déduire : valeurs résiduelles non garanties actualisées des actifs loués	5,2	4,0
Valeur actualisée des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location	97,0 \$	90,9 \$

Les montants minimaux futurs à recevoir au titre des investissements dans des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

	2016		2015	
	Investissement brut	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	Investissement brut	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location
Un an ou moins	11,0 \$	5,2 \$	7,2 \$	3,9 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	39,5	16,4	35,9	14,3
Plus de cinq ans	124,4	75,4	120,9	72,7
	174,9 \$	97,0 \$	164,0 \$	90,9 \$

NOTE 10 – DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	2016	2015
Dettes fournisseurs	304,5 \$	276,0 \$
Charges à payer	327,5	305,3
Produits différés	172,0	128,8
Montants à payer à des parties liées (note 33)	20,1	13,9
Partie courante des obligations relatives aux redevances	8,7	8,7
	832,8 \$	732,7 \$

NOTE 11 – CONTRATS EN COURS

	2016	2015
Contrats en cours : actifs	339,1 \$	309,8 \$
Contrats en cours : passifs	(174,7)	(154,6)
Contrats en cours : actif net	164,4 \$	155,2 \$

Les contrats en cours se détaillent comme suit :

	2016	2015
Montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés à ce jour	3 581,1 \$	3 411,9 \$
Déduire : facturations	3 416,7	3 256,7
Contrats en cours : actif net	164,4 \$	155,2 \$

Les dépôts de clients au titre de contrats de construction dont les travaux ne sont pas encore en cours totalisaient 18,4 millions \$ au 31 mars 2016 (11,4 millions \$ en 2015). Les produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction comptabilisés pour l'exercice 2016 ont totalisé 888,9 millions \$ (824,4 millions \$ en 2015).

NOTE 12 – PROVISIONS**Remise en état des lieux et enlèvement de simulateurs**

Dans certains cas, des simulateurs sont installés dans des emplacements qui n'appartiennent pas à la Société, et celle-ci a parfois une obligation de démantèlement et d'enlèvement des simulateurs ainsi que de remise en état des lieux. Une provision est constituée à l'égard de la valeur actuelle des coûts estimatifs qui seront nécessaires au démantèlement et à l'enlèvement des simulateurs de même qu'à la remise en état des lieux. La provision comprend également des montants liés aux terrains et aux immeubles loués lorsque l'engagement de coûts de remise en état à la fin de la période de location est prévu par contrat. Si ces coûts sont consécutifs à des dépenses d'investissement en immobilisations, ces coûts de remise en état des lieux sont également inscrits à l'actif.

Restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de départ et autres frais connexes.

Réclamations en justice

Ce montant représente une provision constituée à l'égard de certaines réclamations en justice déposées contre la Société. La dotation à la provision est comptabilisée en résultat net au poste Frais de vente, généraux et d'administration ou au poste Autres profits – montant net. La direction, au mieux de sa connaissance, est d'avis que l'issue de ces réclamations en justice ne se traduira pas par une perte significative en sus du montant de la provision au 31 mars 2016.

Garanties

Une provision est constituée à l'égard des réclamations prévues au titre des garanties couvrant les produits vendus, en fonction de l'expérience passée en matière de réparations et de retours. La Société s'attend à ce que ces coûts soient engagés en majorité durant le prochain exercice. Les hypothèses ayant servi au calcul de la provision pour garanties sont fondées sur le niveau actuel des ventes et sur les informations disponibles quant aux retours en fonction de la période de garantie des produits vendus.

Contreparties éventuelles

Les contreparties éventuelles découlant de regroupements d'entreprises sont classées à titre de provisions si le produit comprend un accord de contrepartie éventuelle.

Les modifications apportées aux provisions sont présentées ci-après :

	Remise en état et enlèvement	Restructu- ration	Récla- mations en justice	Garanties	Contrepartie éventuelle	Autres provisions	Total
Total des provisions à l'ouverture de l'exercice	5,9 \$	4,7 \$	0,5 \$	5,3 \$	1,5 \$	4,2 \$	22,1 \$
Ajouts	0,4	30,1	1,9	9,7	-	-	42,1
Montants utilisés	-	(11,3)	(0,1)	(8,2)	(1,0)	(2,1)	(22,7)
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	(0,6)	(1,2)	-	-	-	-	(1,8)
Différences de conversion	(0,1)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,5
Total des provisions à la clôture de l'exercice	5,6 \$	22,4 \$	2,4 \$	6,9 \$	0,6 \$	2,3 \$	40,2 \$
Déduire : partie courante	0,3	18,1	2,1	6,9	0,3	2,3	30,0
Partie non courante	5,3 \$	4,3 \$	0,3 \$	- \$	0,3 \$	- \$	10,2 \$

NOTE 13 – FACILITÉS D'EMPRUNT

Le tableau qui suit présente la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction :

	2016	2015
Total de la dette avec recours	1 214,5 \$	1 225,8 \$
Total de la dette sans recours ¹⁾	58,4	54,0
Total de la dette à long terme	1 272,9 \$	1 279,8 \$
Déduire : Partie courante de la dette à long terme	98,5	33,7
Déduire : Partie courante des contrats de location-financement	20,8	21,8
	1 153,6 \$	1 224,3 \$

¹⁾ La dette sans recours est une dette d'une filiale, pour laquelle le recours est limité à l'actif, aux capitaux propres, à la participation et à l'engagement de cette filiale et non à ceux de CAE inc.

La dette avec recours se détaille comme suit :

	2016	2015
i) Billets de premier rang (125,0 \$ et 225,0 \$ US échéant entre décembre 2019 et décembre 2027), taux d'intérêt variable fondé sur le taux des acceptations bancaires majoré d'une marge pour une tranche de 50,0 millions \$; taux d'intérêt allant de 3,59 % à 4,15 % pour les montants restants de 75,0 \$ et de 225,0 \$ US	416,8 \$	410,4 \$
ii) Billets de premier rang (15,0 \$ et 45,0 \$ US échéant en juin 2016 et 60,0 \$ US échéant en juin 2019), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux fusionné moyen de 7,16 %	149,2	145,9
iii) Billets de premier rang (100,0 \$ US échéant en août 2021 et 50,0 \$ US échéant en août 2026), versements semestriels d'intérêt en août et en février au taux fusionné moyen de 4,47 %	194,6	190,2
iv) Facilités de crédit à terme non garanties renouvelables échéant en octobre 2018	-	22,8
v) Obligations découlant de contrats de location-financement, échéant à diverses dates entre avril 2016 et octobre 2036, taux d'intérêt variant de 2,75 % à 10,68 %	166,4	181,2
vi) Emprunt à terme échéant en juin 2018 de 26,3 \$ US et 5,1 £ (36,9 \$ US et 7,1 £ en 2015) Le taux combiné du coupon pour la dette après swap se situe à 7,98 % (7,98 % en 2015)	42,6	58,8
vii) Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2029	153,1	145,8
viii) Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2035	58,2	29,3
ix) Emprunt à terme échéant en janvier 2020 de 2,6 € (3,2 € en 2015), taux d'intérêt variable fondé sur le taux EURIBOR majoré d'une marge	3,7	4,2
x) Facilité de crédit échéant en janvier 2020 de 114,2 roupies (0,4 \$ et 274,2 roupies en 2015), portant intérêt sur la base des taux d'intérêt variables en Inde en vigueur au moment de chaque prélèvement	2,2	6,0
xi) Emprunt à terme échéant en octobre 2020 de 10,0 \$ US (11,9 \$ US en 2015), taux d'intérêt fixe de 4,14 %	13,0	15,1
xii) Autres dettes, échéant à diverses dates entre septembre 2016 et mars 2024, taux d'intérêt moyen d'environ 0,94 %	14,7	16,1
Total de la dette avec recours, montant net	1 214,5 \$	1 225,8 \$

- i) Représente des billets de premier rang non garantis de 125,0 millions \$ et de 225,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- ii) Représente des billets de premier rang non garantis de 15,0 millions \$ et de 105,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- iii) Représente des billets de premier rang non garantis de 150,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- iv) Représente des facilités de crédit à terme non garanties renouvelables. Le montant disponible de la facilité de crédit est de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. La facilité est assortie de clauses restrictives qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par le classement Standard & Poor's.
- v) Ces contrats de location-financement se rapportent à la location de divers immeubles, simulateurs, matériel et outillage.
- vi) Représente un financement de premier rang pour deux centres de formation pour l'aviation civile remboursé par versements trimestriels de capital et d'intérêt.
- vii) Représente une obligation à long terme portant intérêt de la part du gouvernement du Canada au titre du projet Falcon, un programme de R-D qui a pris fin à l'exercice 2014, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant total constaté à la fin de l'exercice 2016 s'est établi à 250,0 millions \$ (250,0 millions \$ en 2015). La valeur actualisée de la dette comptabilisée était de 153,1 millions \$ au 31 mars 2016 (145,8 millions \$ en 2015).
- viii) Représente une obligation à long terme portant intérêt de la part du gouvernement du Canada relative au Projet Innover, un programme de R-D qui s'échelonne sur cinq ans et demi, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant comptabilisé à l'exercice 2016 a totalisé 110,9 millions \$ (58,7 millions \$ en 2015). La valeur actualisée de la dette comptabilisée s'établissait à 58,2 millions \$ au 31 mars 2016 (29,3 millions \$ en 2015).

- ix) Représente une convention d'emprunt de 3,7 millions \$ (2,6 millions €) [4,2 millions \$ (3,2 millions €) en 2015] aux fins du financement d'une filiale de la Société.
- x) Représente une facilité de financement visant certaines des activités de la Société en Inde. La facilité de financement comprend un emprunt à terme pouvant atteindre 9,2 millions \$ (470,0 millions de roupies) et des facilités de fonds de roulement pouvant atteindre 2,4 millions \$ (125,0 millions de roupies). Les prélèvements peuvent être effectués en roupies ou dans toute autre monnaie importante qui est acceptable pour le prêteur.
- xi) Représente un emprunt à terme en vue du financement de simulateurs.
- xii) Les autres dettes comprennent des obligations en soutien desquelles des lettres de crédit au montant de l'encours des prêts ont été émises, soit 11,0 millions \$ US (11,0 millions \$ US en 2015). Le taux d'intérêt combiné de ces obligations s'établit à 0,85 % (0,90 % en 2015). Les autres dettes comprennent également une facilité non garantie assurant le financement des coûts de mise en place du système ERP. La facilité sera remboursée au moyen de versements mensuels sur sept ans à compter de la fin du premier mois suivant chaque prélèvement trimestriel.

La dette sans recours se détaille comme suit :

	2016	2015
i) Emprunt à terme échéant en octobre 2016 de 0,5 £ (0,8 £ en 2015), taux d'intérêt au taux LIBOR majoré de 1,05 %	1,0 \$	1,5 \$
ii) Emprunt à terme échéant en mars 2028 de 44,6 \$ US (41,7 \$ US en 2015), taux d'intérêt au taux LIBOR majoré de 2,50 %	57,4	52,5
Total de la dette sans recours, montant net	58,4 \$	54,0 \$

- i) La facilité de crédit servant à financer le programme MSH de la Société pour le ministère de la Défense du Royaume-Uni comporte un emprunt à terme qui est garanti par les actifs de la filiale et qui doit être remboursé semestriellement jusqu'en 2016. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt de 0,3 million £ au 31 mars 2016 (0,5 million £ en 2015) au terme duquel le taux d'intérêt a été fixé à 6,31 %. La valeur comptable des actifs donnés en garantie de la facilité de crédit s'établissait à 58,6 millions £ au 31 mars 2016 (75,6 millions £ en 2015).
- ii) Représente le financement garanti sans recours visant un emprunt à terme pour le financement d'un centre de formation au Brunei. La filiale a également accès à un montant additionnel de 12,0 millions \$ US sous forme de lettres de crédit.

Les versements exigibles en vertu des modalités de remboursement de la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2016	2015
Un an ou moins	99,3 \$	34,3 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	253,7	388,1
Plus de cinq ans	757,0	680,4
Total des versements requis	1 110,0 \$	1 102,8 \$
Déduire : coûts de transaction	3,5	4,2
	1 106,5 \$	1 098,6 \$

La valeur actuelle des obligations au titre de contrats de location-financement s'établit comme suit :

	2016	2015
Valeur nominale des paiements minimaux futurs au titre de la location	236,8 \$	260,5 \$
Déduire : charges financières futures au titre des contrats de location-financement	62,6	70,9
Déduire : valeurs résiduelles garanties actualisées des actifs loués	7,8	8,4
Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	166,4 \$	181,2 \$

Les montants minimaux futurs à payer au titre des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

	2016		2015	
	Valeur nominale des paiements minimaux futurs au titre de la location	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	Valeur nominale des paiements minimaux futurs au titre de la location	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location
Un an ou moins	30,0 \$	20,8 \$	31,9 \$	21,8 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	120,3	88,1	114,1	77,9
Plus de cinq ans	86,5	57,5	114,5	81,5
	236,8 \$	166,4 \$	260,5 \$	181,2 \$

Au 31 mars 2016, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

NOTE 14 – AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société a des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers financent une portion des coûts, en fonction des dépenses engagées par la Société, de certains programmes de R-D concernant l'expertise en services de modélisation, de simulation et de formation.

Au cours de l'exercice 2014, la Société a annoncé le *Projet Innover*, un programme de R-D d'une durée de cinq ans et demi. L'objectif du *Projet Innover* est de développer et d'améliorer les technologies existantes de la Société en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier sa gamme de services. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au *Projet Innover* au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD).

Au cours de l'exercice 2016, la Société a modifié et étendu son *Projet Nouveaux marchés principaux*, un programme de R-D, pour une durée additionnelle de quatre ans. L'objectif est de tirer parti du savoir-faire de la Société en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans le marché des soins de santé. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 70 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2020.

Se reporter aux notes 1 et 13 pour plus de détails sur les obligations relatives aux redevances et à la dette.

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets *Nouveaux marchés principaux* et *Innover* sont présentés dans le tableau suivant :

	2016	2015
Montant à recevoir à l'ouverture de l'exercice	8,8 \$	5,0 \$
Contributions	28,3	31,7
Paiements reçus	(29,4)	(27,9)
Montant à recevoir à la clôture de l'exercice	7,7 \$	8,8 \$

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

	2016	2015
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet <i>Nouveaux marchés principaux</i>	0,9 \$	0,9 \$
Projet <i>Innover</i>	7,0	10,2
Contributions créditées au résultat :		
Projet <i>Nouveaux marchés principaux</i>	2,9	2,2
Projet <i>Innover</i>	17,5	18,4
Total des contributions :		
Projet <i>Nouveaux marchés principaux</i>	3,8 \$	3,1 \$
Projet <i>Innover</i>	24,5	28,6

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 15 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La Société offre trois régimes de retraite par capitalisation à prestations définies agréés au Canada (deux aux salariés et l'autre aux dirigeants désignés) dans le cadre desquels les prestations versées sont établies en fonction du nombre d'années de service du participant et de son salaire moyen de fin de carrière. La Société offre également des régimes de retraite par capitalisation pour les salariés des Pays-Bas et du Royaume-Uni qui offrent des prestations en fonction de dispositions similaires.

Les cotisations annuelles de la Société, qui visent à capitaliser les prestations constituées au cours de l'exercice, les déficits liés aux exercices antérieurs et la situation financière des régimes, sont déterminées en fonction des évaluations actuarielles. Les lois sur les retraites applicables prévoient des exigences de capitalisation minimale.

En outre, la Société a des régimes non capitalisés au Canada, en Allemagne et en Norvège offrant des prestations définies fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Ces régimes sans capitalisation sont l'unique obligation de la Société, et celle-ci n'est pas tenue d'en assurer la capitalisation. Toutefois, la Société a l'obligation de verser les prestations lorsque celles-ci deviennent exigibles. Au 31 mars 2016, les obligations au titre des régimes sans capitalisation à prestations définies s'élevaient à 76,6 millions \$ (75,8 millions \$ en 2015), et la Société avait émis des lettres de crédit totalisant 58,4 millions \$ (51,3 millions \$ en 2015) pour garantir ses obligations au titre du régime au Canada.

Les régimes par capitalisation sont des caisses administrées par des fiduciaires. Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par les lois locales et les pratiques de chaque pays, comme l'est la nature de la relation entre la Société et les fiduciaires de même que leur composition. La responsabilité de la gouvernance des régimes, y compris les décisions de placement et les calendriers de cotisations, incombe conjointement à la Société et au conseil des fiduciaires.

À l'exercice 2016, la Société a mis fin à ses régimes à prestations définies en Norvège et a inscrit les participants à des régimes à cotisations définies, ce qui a donné lieu à un profit sur compression et règlement de 1,1 million \$. En outre, à l'acquisition de FAMB, la Société a repris un régime à prestations définies par capitalisation et un régime d'avantages postérieurs à l'emploi, donnant lieu à une obligation supplémentaire au titre des prestations de retraite de 4,4 millions \$ et de 1,0 million \$, respectivement. La Société a également repris un régime à cotisations définies.

À l'exercice 2015, la Société a modifié le salaire maximal et le taux d'accumulation relatifs à son régime de retraite par capitalisation aux Pays-Bas par suite de l'évolution des lois locales. En conséquence, un profit sur services passés de 1,6 million \$ a été comptabilisé en résultat net.

Les obligations au titre des avantages du personnel s'établissent comme suit :

	2016	2015
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation	521,2 \$	520,9 \$
Juste valeur des actifs des régimes	429,8	411,0
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation – montant net	91,4	109,9
Obligations au titre des prestations définies des régimes sans capitalisation	76,6	75,8
Obligations au titre des avantages du personnel	168,0 \$	185,7 \$

Les variations des obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation et de la juste valeur des actifs des régimes sont les suivantes :

	2016			2015		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice	450,8 \$	70,1 \$	520,9 \$	349,8 \$	57,1 \$	406,9 \$
Coût des services rendus durant l'exercice	25,8	2,7	28,5	18,5	1,9	20,4
Coût financier	15,5	1,3	16,8	16,0	1,9	17,9
Coût des services passés, règlements et compressions	(0,3)	(7,1)	(7,4)	-	(1,6)	(1,6)
Écart actuariel découlant de ce qui suit :						
Ajustements liés à l'expérience	(7,8)	(3,4)	(11,2)	6,0	(2,9)	3,1
Hypothèses économiques	(32,2)	(14,0)	(46,2)	70,0	20,8	90,8
Hypothèses démographiques	-	(0,7)	(0,7)	-	(0,2)	(0,2)
Cotisations salariales	5,5	0,3	5,8	5,5	0,4	5,9
Prestations de retraite versées	(18,0)	(1,2)	(19,2)	(15,0)	(1,1)	(16,1)
Acquisition de filiales	29,6	-	29,6	-	-	-
Différences de conversion	-	4,3	4,3	-	(6,2)	(6,2)
Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice	468,9 \$	52,3 \$	521,2 \$	450,8 \$	70,1 \$	520,9 \$
Juste valeur des actifs des régimes à l'ouverture de l'exercice	356,2 \$	54,8 \$	411,0 \$	308,1 \$	49,3 \$	357,4 \$
Produits d'intérêt	12,5	1,0	13,5	14,1	1,7	15,8
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des montants inclus dans les produits d'intérêt	(19,2)	(6,9)	(26,1)	29,1	8,0	37,1
Cotisations patronales	21,6	1,3	22,9	15,1	1,9	17,0
Cotisations salariales	5,5	0,3	5,8	5,5	0,4	5,9
Prestations de retraite versées	(18,0)	(1,2)	(19,2)	(15,0)	(1,1)	(16,1)
Règlements	-	(6,0)	(6,0)	-	-	-
Acquisition de filiales	25,2	-	25,2	-	-	-
Frais d'administration	(0,9)	(0,1)	(1,0)	(0,7)	(0,1)	(0,8)
Différences de conversion	-	3,7	3,7	-	(5,3)	(5,3)
Juste valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice	382,9 \$	46,9 \$	429,8 \$	356,2 \$	54,8 \$	411,0 \$

Les variations des obligations au titre des prestations de retraite des régimes à prestations définies sans capitalisation s'établissent comme suit :

	2016			2015		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice	62,2 \$	13,6 \$	75,8 \$	53,6 \$	12,4 \$	66,0 \$
Coût des services rendus durant l'exercice	2,9	-	2,9	1,9	0,1	2,0
Coût financier	2,0	0,2	2,2	2,4	0,4	2,8
Coût des services passés, règlements et compressions	-	-	-	0,2	(0,1)	0,1
Écart actuariel découlant de ce qui suit :						
Ajustements liés à l'expérience	(0,9)	0,2	(0,7)	(0,6)	0,3	(0,3)
Hypothèses économiques	(1,1)	(0,7)	(1,8)	7,2	2,5	9,7
Hypothèses démographiques	-	-	-	-	-	-
Prestations de retraite versées	(3,2)	(0,7)	(3,9)	(2,5)	(0,7)	(3,2)
Acquisition de filiales	1,0	-	1,0	-	-	-
Différences de conversion	-	1,1	1,1	-	(1,3)	(1,3)
Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice	62,9 \$	13,7 \$	76,6 \$	62,2 \$	13,6 \$	75,8 \$

Les coûts totaux nets de retraite sont présentés ci-après :

	2016			2015		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Régimes par capitalisation						
Coût des services rendus durant l'exercice	25,8 \$	2,7 \$	28,5 \$	18,5 \$	1,9 \$	20,4 \$
Coût financier	15,5	1,3	16,8	16,0	1,9	17,9
Produits d'intérêt	(12,5)	(1,0)	(13,5)	(14,1)	(1,7)	(15,8)
Coût des services passés, règlements et compressions	(0,3)	(1,1)	(1,4)	-	(1,6)	(1,6)
Frais d'administration	0,9	0,1	1,0	0,7	0,1	0,8
Coûts nets de retraite	29,4 \$	2,0 \$	31,4 \$	21,1 \$	0,6 \$	21,7 \$
Régimes sans capitalisation						
Coût des services rendus durant l'exercice	2,9 \$	- \$	2,9 \$	1,9 \$	0,1 \$	2,0 \$
Coût financier	2,0	0,2	2,2	2,4	0,4	2,8
Coût des services passés, règlements et compressions	-	-	-	0,2	(0,1)	0,1
Coûts nets de retraite	4,9 \$	0,2 \$	5,1 \$	4,5 \$	0,4 \$	4,9 \$
Coûts totaux nets de retraite	34,3 \$	2,2 \$	36,5 \$	25,6 \$	1,0 \$	26,6 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, une charge de retraite a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 13,5 millions \$ (10,6 millions \$ en 2015), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 4,5 millions \$ (1,9 million \$ en 2015), dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 11,9 millions \$ (6,8 millions \$ en 2015) et dans les charges financières à hauteur de 5,5 millions \$ (4,9 millions \$ en 2015); un montant de 1,4 million \$ (2,4 millions \$ en 2015) a été inscrit à l'actif. Pour l'exercice 2016, un profit à la compression et au règlement de 0,3 million \$ a été pris en compte dans les coûts de restructuration.

Au 31 mars 2016, le cumul des pertes actuarielles nettes avant impôt sur le résultat porté aux autres éléments du résultat global s'établissait à 169,4 millions \$ (134,9 millions \$ en 2015).

Les principales catégories d'actif qui constituent la juste valeur des actifs des régimes sont présentées ci-après :

	2016			2015		
	Cotés	Non cotés	Total	Cotés	Non cotés	Total
Régimes au Canada						
Fonds d'actions						
Canada	- \$	96,3 \$	96,3 \$	- \$	114,8 \$	114,8 \$
Étranger	-	104,1	104,1	-	93,9	93,9
Fonds d'obligations						
Gouvernement	-	114,7	114,7	-	110,7	110,7
Sociétés	-	33,3	33,3	-	33,2	33,2
Autres	-	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	-	3,6	3,6
Autres	-	34,5	34,5	-	-	-
Total des régimes au Canada	- \$	382,9 \$	382,9 \$	- \$	356,2 \$	356,2 \$
Régimes à l'étranger						
Titres de capitaux propres	2,5 \$	- \$	2,5 \$	2,9 \$	- \$	2,9 \$
Titres d'emprunt						
Gouvernement	0,9	-	0,9	0,9	-	0,9
Sociétés	1,1	-	1,1	4,3	-	4,3
Autres	0,6	-	0,6	0,5	-	0,5
Biens immobiliers	-	0,1	0,1	-	1,0	1,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	0,1	0,1	-	1,1	1,1
Autres ¹⁾	-	41,6	41,6	-	44,1	44,1
Total des régimes à l'étranger	5,1 \$	41,8 \$	46,9 \$	8,6 \$	46,2 \$	54,8 \$
Total des régimes	5,1 \$	424,7 \$	429,8 \$	8,6 \$	402,4 \$	411,0 \$

¹⁾ Comprend une couverture d'assurance à l'égard d'une partie de l'obligation au titre des prestations définies.

Aux 31 mars 2016 et 2015, les actifs des régimes de retraite ne comprenaient aucune action ordinaire de la Société.

Principales hypothèses (moyenne pondérée) :

	Au Canada		À l'étranger	
	2016	2015	2016	2015
Obligations au titre des prestations aux 31 mars :				
Taux d'actualisation	3,97 %	3,63 %	2,26 %	1,82 %
Taux de croissance des salaires	3,50 %	3,50 %	2,86 %	2,92 %
Coûts nets de retraite pour les exercices clos les 31 mars :				
Taux d'actualisation	3,63 %	4,50 %	1,82 %	3,47 %
Taux de croissance des salaires	3,49 %	3,50 %	2,92 %	3,03 %

Les hypothèses en matière de mortalité future sont fondées sur des avis actuariels conformément aux statistiques publiées ainsi qu'aux tables de mortalité et à l'expérience dans chaque territoire. Les tables de mortalité utilisées et l'espérance de vie moyenne, en années, pour un participant âgé de 45 ans et un participant âgé de 65 ans sont présentées ci-après :

Au 31 mars 2016 (en années)		Espérance de vie des participants au-delà de 65 ans			
		Homme âgé		Femme âgée	
Pays	Table de mortalité	de 45 ans	de 65 ans	de 45 ans	de 65 ans
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (salariés)	22,4	21,3	24,6	23,6
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (cadres désignés)	23,9	22,8	25,3	24,4
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (CMAT)	22,7	21,5	25,0	24,0
Pays-Bas	AG2014	23,7	21,3	25,7	23,5
Allemagne	Heubeck RT2005G	21,6	19,0	25,6	23,1
Norvège	K2013	22,7	22,0	26,3	25,3
Royaume-Uni	S1PA	23,1	21,3	25,6	23,6

Au 31 mars 2015 (en années)		Espérance de vie des participants au-delà de 65 ans			
		Homme âgé		Femme âgée	
Pays	Table de mortalité	de 45 ans	de 65 ans	de 45 ans	de 65 ans
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (salariés)	22,3	21,2	24,6	23,6
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (cadres désignés)	23,8	22,7	25,3	24,3
Pays-Bas	AG2014	23,5	21,2	25,6	23,4
Allemagne	Heubeck RT2005G	21,5	18,9	25,5	22,9
Norvège	K2013	23,5	21,3	26,8	24,4
Royaume-Uni	S1PA	23,0	21,3	25,5	23,6

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies est de 18,37 années.

Le tableau suivant résume l'incidence d'une variation de 0,25 % des principales hypothèses au 31 mars 2016 sur l'obligation au titre des prestations définies :

	Régimes par capitalisation		Régimes sans capitalisation		Total
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger	
Taux d'actualisation :					
Hausse	(20,6) \$	(2,6) \$	(2,0) \$	(0,4) \$	(25,6) \$
Baisse	22,1	2,8	2,2	0,4	27,5
Taux de rémunération :					
Hausse	9,0	0,2	0,4	-	9,6
Baisse	(7,9)	(0,2)	(0,4)	-	(8,5)

Du fait de ses régimes à prestations définies, la Société est exposée à divers risques, les plus importants étant l'exposition à la volatilité des actifs, aux variations des rendements obligataires et à l'évolution de l'espérance de vie. Les passifs des régimes sont évalués au moyen d'un taux d'actualisation fondé sur les rendements des obligations de sociétés; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ces rendements de référence, il y a déficit. La baisse des rendements des obligations de sociétés donne lieu à une hausse des passifs des régimes, celle-ci étant néanmoins annulée en partie par la hausse de la valeur du portefeuille obligataire des régimes. Les obligations des régimes sont de fournir des prestations pendant toute la durée de vie des participants; en conséquence, la hausse de l'espérance de vie se traduira par une augmentation des passifs des régimes.

Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles à l'égard des rendements futurs des placements, des projections salariales et des avantages liés aux services futurs. Les cotisations prévues pour le prochain exercice sont présentées ci-après :

	Régimes par capitalisation		Régimes sans capitalisation		Total
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger	
Cotisations prévues – exercice 2017	17,2 \$	1,3 \$	2,6 \$	0,7 \$	21,8 \$

NOTE 16 – PROFITS DIFFÉRÉS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS

	2016	2015
Profits différés découlant des cessions-bail ¹⁾	26,4 \$	29,7 \$
Produits différés	86,0	73,7
Obligations au titre de la rémunération fondée sur des actions (note 24)	40,0	36,1
Montant à payer au titre de licences	-	0,3
Options d'achat	1,5	1,4
Autres	18,8	23,9
	172,7 \$	165,1 \$

¹⁾ La dotation aux amortissements connexe s'est chiffrée à 3,6 millions \$ pour l'exercice (3,8 millions \$ en 2015).

NOTE 17 – IMPÔT SUR LE RÉSULTAT**Charge d'impôt sur le résultat**

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi et de l'impôt sur le résultat présenté s'établit comme suit :

	2016	2015
Résultat avant impôt sur le résultat	260,3 \$	261,9 \$
Taux d'imposition canadiens prévus par la loi	26,95 %	26,95 %
Impôt sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi	70,2 \$	70,6 \$
Écart entre les taux canadiens prévus par la loi et ceux applicables aux filiales à l'étranger	(8,9)	(3,5)
Pertes non prises en compte aux fins fiscales	5,6	3,2
Avantage d'impôt découlant de pertes opérationnelles non constatées antérieurement	(2,6)	(1,9)
Perte (gain) en capital non imposable	0,5	(0,8)
Incidence fiscale sur les participations mises en équivalence	(10,6)	(10,0)
Éléments non déductibles	0,6	13,9
Ajustements et cotisations d'impôt d'exercices antérieurs	(29,0)	(0,2)
Incidence du changement de taux d'imposition sur le résultat différé	0,4	(0,7)
Crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement non imposables	(2,3)	(2,8)
Autres avantages d'impôt non constatés antérieurement	(3,5)	(10,0)
Charge d'impôt sur le résultat	20,4 \$	57,8 \$

Le taux d'imposition prévu par les lois applicables s'est établi à 26,95 % à l'exercice 2016 (26,95 % en 2015). Le taux d'impôt applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés en vigueur dans les territoires où la Société exerce ses activités.

Les principaux éléments de la charge d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit :

	2016	2015
Charge (produit) d'impôt sur le résultat exigible :		
Période à l'étude	23,5 \$	25,2 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(28,1)	(4,6)
(Produit) charge d'impôt sur le résultat différé :		
Avantage d'impôt non constaté antérieurement utilisé afin de réduire la charge d'impôt différé	(6,1)	(11,9)
Incidence du changement de taux d'imposition sur le résultat différé	0,4	(0,7)
Création et résorption de différences temporaires	30,7	49,8
Charge d'impôt sur le résultat	20,4 \$	57,8 \$

Au cours de l'exercice 2016, un produit d'impôt d'un montant net de 29,4 millions \$ a été enregistré au résultat au titre du règlement de différends fiscaux au Canada ayant trait au traitement fiscal de la vente de certains simulateurs, de certains contrôles fiscaux et des fluctuations des taux de change ayant donné lieu aux passifs d'impôt différé.

Impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

Pour l'exercice 2016, une charge d'impôt différé de 16,1 millions \$ a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global (un produit d'impôt de 18,3 millions \$ en 2015). Aucune charge (aucun produit) d'impôt exigible n'a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global pour les exercices 2016 et 2015.

Actifs et passifs d'impôt différé

Les actifs et passifs d'impôt différé sont attribuables à ce qui suit :

	Actifs		Passifs		Montant net	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	49,4 \$	50,8 \$	- \$	- \$	49,4 \$	50,8 \$
Immobilisations incorporelles	0,5	1,5	(74,6)	(75,5)	(74,1)	(74,0)
Montants non déductibles pour l'exercice	34,3	26,3	-	-	34,3	26,3
Produits différés	25,4	7,2	-	-	25,4	7,2
Report du produit d'impôt	5,7	0,4	-	-	5,7	0,4
Frais de recherche et développement non réclamés	24,1	11,6	-	-	24,1	11,6
Crédits d'impôt à l'investissement	-	-	(56,7)	(44,5)	(56,7)	(44,5)
Immobilisations corporelles	15,5	10,0	(147,1)	(119,3)	(131,6)	(109,3)
Pertes (gains) de change latentes	0,6	-	(16,7)	(13,1)	(16,1)	(13,1)
Instruments financiers	1,0	10,3	(2,0)	(2,8)	(1,0)	7,5
Aide gouvernementale	-	-	(24,9)	(16,5)	(24,9)	(16,5)
Régimes d'avantages du personnel	41,7	46,2	-	-	41,7	46,2
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	0,7	1,8	(41,3)	(35,5)	(40,6)	(33,7)
Autres	0,4	0,5	(2,3)	(2,3)	(1,9)	(1,8)
	199,3 \$	166,6 \$	(365,6) \$	(309,5) \$	(166,3) \$	(142,9) \$
	(152,5)	(133,4)	152,5	133,4	-	-
Actifs (passifs) d'impôt sur le résultat différé, montant net	46,8 \$	33,2 \$	(213,1) \$	(176,1) \$	(166,3) \$	(142,9) \$

La variation des différences temporaires de l'exercice 2016 s'établit comme suit :

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Comptabilisé en résultat net	Comptabilisé dans les AERG	Comptabilisé dans les activités abandonnées	Acquisition de filiale	Écart de change	Solde à la clôture de l'exercice
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	50,8 \$	(3,1) \$	- \$	- \$	- \$	1,7 \$	49,4 \$
Immobilisations incorporelles	(74,0)	4,8	-	-	(4,1)	(0,8)	(74,1)
Montants non déductibles pour l'exercice	26,3	7,5	-	-	0,3	0,2	34,3
Produits différés	7,2	(2,3)	-	-	20,5	-	25,4
Report du produit d'impôt	0,4	5,4	-	-	-	(0,1)	5,7
Frais de recherche et développement non réclamés	11,6	12,5	-	-	-	-	24,1
Crédits d'impôt à l'investissement	(44,5)	(12,2)	-	-	-	-	(56,7)
Immobilisations corporelles	(109,3)	(20,2)	-	-	-	(2,1)	(131,6)
Gains de change latents	(13,1)	(0,6)	(2,4)	-	-	-	(16,1)
Instruments financiers	7,5	(4,1)	(4,4)	-	-	-	(1,0)
Aide gouvernementale	(16,5)	(8,4)	-	-	-	-	(24,9)
Régimes d'avantages du personnel	46,2	3,2	(9,3)	-	1,2	0,4	41,7
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	(33,7)	(6,7)	-	-	-	(0,2)	(40,6)
Autres	(1,8)	(0,8)	-	0,7	-	-	(1,9)
(Passifs) actifs d'impôt sur le résultat différé, montant net	(142,9) \$	(25,0) \$	(16,1) \$	0,7 \$	17,9 \$	(0,9) \$	(166,3) \$

La variation des différences temporaires de l'exercice 2015 s'établit comme suit :

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Comptabilisé en résultat net	Comptabilisé dans les AERG	Transféré dans les actifs détenus en vue de la vente	Cession de filiales	Écart de change	Solde à la clôture de l'exercice
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	54,0 \$	(3,8) \$	- \$	(0,6) \$	- \$	1,2 \$	50,8 \$
Immobilisations incorporelles	(72,8)	(5,4)	-	3,6	1,5	(0,9)	(74,0)
Montants non déductibles pour l'exercice	26,7	(1,0)	-	(0,1)	(0,4)	1,1	26,3
Produits différés	8,7	(1,3)	-	(0,7)	-	0,5	7,2
Report du produit d'impôt	0,4	(0,1)	-	-	-	0,1	0,4
Frais de recherche et développement non réclamés	10,5	2,1	-	(1,0)	-	-	11,6
Crédits d'impôt à l'investissement	(40,3)	(4,2)	-	-	-	-	(44,5)
Immobilisations corporelles	(79,9)	(14,2)	-	(0,3)	0,2	(15,1)	(109,3)
(Gains) pertes de change latents	(6,1)	(3,8)	(3,3)	-	-	0,1	(13,1)
Instruments financiers	8,0	(4,2)	3,6	-	-	0,1	7,5
Aide gouvernementale	(11,1)	(4,8)	-	(0,6)	-	-	(16,5)
Régimes d'avantages du personnel	27,3	1,3	18,0	-	-	(0,4)	46,2
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	(31,9)	(1,9)	-	-	-	0,1	(33,7)
Autres	(5,3)	4,1	-	(1,1)	-	0,5	(1,8)
(Passifs) actifs d'impôt sur le résultat différé, montant net	(111,8) \$	(37,2) \$	18,3 \$	(0,8) \$	1,3 \$	(12,7) \$	(142,9) \$

Au 31 mars 2016, des différences temporaires de 931,4 millions \$ (758,3 millions \$ en 2015) découlant de placements dans des établissements à l'étranger, y compris des filiales et des coentreprises, n'avaient pas été comptabilisées. En effet, la Société a le pouvoir de décision d'engager ou non le passif, et ne croit pas qu'il le sera dans un avenir prévisible.

Les pertes autres qu'en capital à des fins fiscales expirent comme suit :

Année d'expiration	Non constatées	Constatées
2017	1,7 \$	- \$
2018	2,3	-
2019	5,6	-
2020	3,4	-
2021	2,9	0,1
2022	0,2	-
2023 à 2036	39,0	71,3
Sans expiration	130,8	106,9
	185,9 \$	178,3 \$

Au 31 mars 2016, la Société avait cumulé des différences temporaires déductibles de 268,6 millions \$ (242,7 millions \$ en 2015) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces montants seront repris pendant une période pouvant atteindre 30 ans. La Société disposait également de pertes en capital cumulées pouvant être reportées en avant de 0,7 million \$ (0,4 million \$ en 2015) relativement à ses activités au Canada pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes en capital peuvent être reportées en avant indéfiniment.

NOTE 18 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Capital-actions

Actions autorisées

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries.

Les actions privilégiées peuvent être émises avec des droits et des conditions qui seront déterminés par le conseil d'administration, avant leur émission. À ce jour, la Société n'a émis aucune action privilégiée.

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 19 février 2016, la Société a annoncé qu'elle avait reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) pour racheter, aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au plus 5 398 643 actions ordinaires, soit 2 % de ses 269 932 164 actions ordinaires émises et en circulation au 12 février 2016. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2016 et prendra fin le 22 février 2017 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au 31 mars 2016, la Société avait racheté et annulé 515 200 actions ordinaires au prix moyen pondéré de 15,01 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 7,7 millions \$. L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 6,6 millions \$, a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Actions émises

Le rapprochement des données sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société est présenté à l'état consolidé des variations en capitaux propres. Au 31 mars 2016, 269 634 816 actions étaient émises et entièrement libérées (266 903 070 en 2015).

Calcul du résultat par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	2016	2015
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	268 804 733	265 135 046
Effet dilutif des options sur actions	391 613	870 587
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat net dilué par action	269 196 346	266 005 633

Au 31 mars 2016, des options sur 1 645 600 actions ordinaires (1 377 800 en 2015) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour l'exercice 2016 se sont élevés à 80,1 millions \$, soit 0,295 \$ par action (71,6 millions \$ en 2015, soit 0,27 \$ par action).

NOTE 19 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Différences de conversion		Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		Variations nettes des instruments financiers détenus en vue de la vente		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Soldes à l'ouverture de l'exercice	207,9 \$	150,5 \$	(31,2) \$	(21,6) \$	0,6 \$	0,6 \$	177,3 \$	129,5 \$
Autres éléments du résultat global	30,6	57,4	12,7	(9,6)	0,1	-	43,4	47,8
Soldes à la clôture de l'exercice	238,5 \$	207,9 \$	(18,5) \$	(31,2) \$	0,7 \$	0,6 \$	220,7 \$	177,3 \$

NOTE 20 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisé en résultat net :

	2016	2015
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	786,9 \$	706,2 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions (note 24)	22,5	15,2
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies (note 15)	35,1	24,2
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies	9,5	8,4
Indemnités de cessation d'emploi	23,0	8,4
Total de la charge de rémunération du personnel	877,0 \$	762,4 \$

NOTE 21 – DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

Le goodwill fait l'objet d'une surveillance par la direction au niveau des secteurs opérationnels.

La valeur comptable du goodwill attribuée aux UGT de la Société, par secteur opérationnel, est présentée ci-après :

	Solutions de formation pour l'aviation civile	Défense et sécurité	Santé	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	204,1 \$	150,6 \$	147,8 \$	502,5 \$
Cession de filiales	(2,2)	-	-	(2,2)
Différences de conversion	(18,6)	14,5	18,1	14,0
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	(26,9)	(26,9)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	183,3 \$	165,1 \$	139,0 \$	487,4 \$
Acquisition de filiales (note 4)	-	49,2	-	49,2
Différences de conversion	14,3	2,6	3,1	20,0
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	197,6 \$	216,9 \$	142,1 \$	556,6 \$

Le goodwill est affecté aux UGT ou aux groupes d'UGT, lesquels correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou à un niveau inférieur.

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de sortie (niveau 3) et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie proviennent des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances et font partie intégrante du plan stratégique qu'approuve le conseil d'administration de la Société chaque année. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après un taux de croissance constante de 2,5 %. Pour l'exercice 2016, les taux d'actualisation après impôt ont été établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des UGT respectives et varient de 7,0 % à 10,0 %.

À l'exercice 2016, une perte de valeur de 1,7 million \$ a été comptabilisée au coût des ventes du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile par suite de la décision de vendre un actif. La valeur de récupération de 1,8 million \$ a été estimée en fonction de la juste valeur, au moyen d'un cours de niveau 3, moins les coûts de sortie. Aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée à l'exercice 2015.

NOTE 22 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

	2016	2015
Montant net des différences de conversion	4,6 \$	(4,9) \$
Cession partielle de participations dans des investissements	-	13,9
Résiliation de contrats	(2,4)	-
(Perte) profit lié à un litige	(1,9)	4,6
Reprise d'obligations relatives aux redevances	20,0	4,0
Autres	3,9	2,7
Autres profits – montant net	24,2 \$	20,3 \$

Pour l'exercice 2016, la Société a réalisé un gain de 20,0 millions \$ lié à la réévaluation d'obligations relatives aux redevances par suite de modifications apportés à certaines ententes d'aide gouvernementale. Les modifications visent notamment l'ajustement des taux de redevances, la prolongation de la durée des ententes et le traitement des cessions d'entreprises.

NOTE 23 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

	2016	2015
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	55,8 \$	55,5 \$
Contrats de location-financement	10,5	10,0
Obligations relatives aux redevances	8,0	7,9
Obligations au titre des avantages du personnel (note 15)	5,5	4,9
Dotations aux amortissements des frais de financement	1,4	1,4
Provisions et autres passifs non courants	1,2	1,4
Autres	6,0	4,0
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(3,7)	(4,4)
Charges financières	84,7 \$	80,7 \$
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et contrats de location-financement	(7,9) \$	(7,5) \$
Autres	(1,6)	(2,3)
Produits financiers	(9,5) \$	(9,8) \$
Charges financières – montant net	75,2 \$	70,9 \$

¹⁾ Le taux moyen d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,00 % en 2016 (3,79 % en 2015).

NOTE 24 – PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est admissible en tant que régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), les régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier et les régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance, qui sont admissibles en tant que régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie. Les régimes assortis d'un calendrier s'entendent du régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et du régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNR-LT). Les régimes fondés sur la performance s'entendent du régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR-LT) et du régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT).

L'incidence des arrangements de paiements fondés sur des actions sur l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé de la situation financière aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates est présentée ci-après :

	Coûts de la rémunération		Montant comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière	
	2016	2015	2016	2015
Rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie :				
RA	6,3 \$	6,1 \$	- \$	- \$
RDDVA	1,9	1,7	(10,5)	(9,4)
RDDVA-LT	1,7	1,9	(19,4)	(22,6)
RDNR-LT	2,5	1,1	(3,6)	(1,1)
RDNR-LT	2,8	0,4	(7,0)	(7,7)
RDVAP-LT	5,0	2,7	(7,7)	(2,7)
Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie	20,2 \$	13,9 \$	(48,2) \$	(43,5) \$
Rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres :				
ROA	3,7 \$	3,1 \$	(18,3) \$	(19,1) \$
Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres	3,7 \$	3,1 \$	(18,3) \$	(19,1) \$
Coûts totaux de la rémunération fondée sur des actions	23,9 \$	17,0 \$	(66,5) \$	(62,6) \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, une tranche de 0,4 million \$ (1,1 million \$ en 2015) du coût de la rémunération fondée sur des actions a été inscrite à l'actif.

La Société a conclu des swaps sur actions avec trois importantes institutions financières canadiennes pour réduire le risque auquel est exposé son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses DDVA et les régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier (voir les notes 29 et 30). Le recouvrement comptabilisé à l'exercice 2016 s'est établi à 1,0 million \$ (0,7 million \$ en 2015).

Les régimes dont le paiement est fondé sur des actions sont décrits ci-après. Il n'y a eu aucune annulation de régimes au cours des exercices 2016 et 2015.

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au programme d'intéressement à long terme institué par la Société, cette dernière peut attribuer à des salariés clés des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société à un prix d'exercice équivalant à 100 % du cours du marché à la date de leur attribution. Le cours du marché correspond au cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto (TSX) pour les cinq derniers jours de négociation précédant la date de l'attribution.

Au 31 mars 2016, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options sur actions (ROA) était de 6 954 014 (8 608 019 en 2015). Les options peuvent être exercées au cours d'une période d'au plus sept ans (six ans pour les options émises avant le 31 mars 2011), mais ne peuvent l'être dans les 12 mois suivant la date de leur attribution. Le droit d'exercer toutes les options devient acquis après une période de quatre ans de service continu à compter de la date d'attribution. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, sous réserve du délai d'acquisition de quatre ans. Toutefois, s'il survient un changement de contrôle de la Société, les options en cours peuvent être exercées immédiatement par leurs porteurs. Elles font l'objet d'un ajustement au prorata à la suite du versement de dividendes en actions ou de tout fractionnement d'actions ordinaires de la Société.

Les options en cours se présentent comme suit :

	2016		2015	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
Options en cours à l'ouverture de l'exercice	5 027 316	11,46 \$	5 424 582	10,13 \$
Attribuées	1 747 400	15,13	1 447 100	14,65
Exercées	(1 654 005)	9,61	(1 309 201)	9,60
Éteintes	(281 336)	13,41	(535 165)	11,17
Échues	(4 650)	14,66	-	-
Options en cours à la clôture de l'exercice	4 834 725	13,30 \$	5 027 316	11,46 \$
Options pouvant être exercées à la clôture de l'exercice	1 098 075	11,90 \$	1 527 276	9,33 \$

Le tableau suivant présente des informations sur le ROA de la Société au 31 mars 2016 :

Fourchette de prix d'exercice (\$ CA)	Nombre d'options en cours	Options en cours		Options pouvant être exercées	
		Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
De 9,41 \$ à 10,20 \$	557 940	3,17	10,09 \$	284 340	10,04 \$
De 10,77 \$ à 12,65 \$	1 376 210	3,93	11,18	536 460	11,45
De 14,05 \$ à 15,34 \$	2 900 575	5,75	14,93	277 275	14,65
Total	4 834 725	4,93	13,30 \$	1 098 075	11,90 \$

Le cours du marché moyen pondéré des options sur actions exercées en 2016 s'établit à 15,04 \$ (14,88 \$ en 2015).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, les coûts de la rémunération liés aux options sur actions de CAE, s'établissant à 3,7 millions \$ (3,1 millions \$ en 2015), ont été constatés, et un montant correspondant a été porté au crédit du surplus d'apport en utilisant la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des attributions effectuées depuis l'exercice 2012.

Les hypothèses qui ont servi aux calculs dont il est question dans la présente note et qui portent sur les options sont les suivantes :

	2016	2015
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes :		
Cours moyen pondéré de l'action	14,86 \$	14,86 \$
Prix d'exercice	15,13 \$	14,65 \$
Rendement prévu de l'action	1,89 %	1,61 %
Volatilité prévue	20,12 %	22,03 %
Taux d'intérêt sans risque	0,85 %	1,47 %
Durée prévue des options	4 ans	4 ans
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	1,91 \$	2,59 \$

La volatilité prévue est estimée en tenant compte de la volatilité du cours moyen historique de l'action par rapport à la durée prévue des options.

Régime d'actionariat

La Société a institué un régime d'actionariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. La Société et ses filiales participantes versent des cotisations égales à celles des salariés pour la première tranche de 500 \$ que ceux-ci y versent, puis 1 \$ pour chaque tranche supplémentaire de 2 \$ versée par les salariés, jusqu'à concurrence de 3 % de leur salaire de base. Pour l'exercice 2016, des coûts de rémunération de 6,3 millions \$ (6,1 millions \$ en 2015) ont été comptabilisés au titre des cotisations patronales à ce régime.

Régimes de droits différés à la valeur d'actions

La Société a institué un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) à l'intention de ses dirigeants, régime aux termes duquel ceux-ci peuvent choisir de recevoir une rémunération d'intéressement en trésorerie sous forme de droits différés à la valeur d'actions (DDVA). Ce régime vise à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un DDVA a la même valeur qu'une action ordinaire. Ces droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture moyen d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto dans les 10 derniers jours de négociation précédant la date de leur émission. Ces droits donnent également droit à des dividendes sous forme de droits supplémentaires dont le montant équivaut aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les DDVA expirent lorsque le porteur quitte son poste. Le porteur a alors le droit de toucher un paiement en trésorerie correspondant à la juste valeur marchande du nombre équivalent d'actions ordinaires, déduction faite de certaines retenues.

La Société offre également un RDDVA à l'intention de ses administrateurs qui ne sont pas des salariés. Un administrateur qui n'est pas salarié de la Société et qui détient moins que les avoirs minimaux d'actions ordinaires de la Société reçoit le montant qui lui est dû à titre d'acompte et de jetons de présence sous forme de droits différés à la valeur d'actions. Pour détenir les avoirs minimums d'actions ordinaires, un administrateur qui n'est pas salarié doit détenir au moins un nombre d'actions ordinaires ou de droits différés à la valeur d'actions dont la juste valeur équivaut à trois fois l'acompte annuel à verser à un administrateur pour son rôle au conseil d'administration. Il peut alors choisir de prendre part au régime relativement à la moitié ou à la totalité du montant qu'il doit recevoir à titre d'acompte et à une partie ou à la totalité des jetons de présence auxquels il a droit. Les modalités de ce régime sont les mêmes que celles du RDDVA destiné aux dirigeants, sauf que les droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de leur émission.

La Société inscrit le coût des RDDVA à titre de charge de rémunération et comptabilise le passif non courant connexe au poste Profits différés et autres passifs non courants. Les coûts comptabilisés au cours de l'exercice 2016 se sont établis à 1,9 million \$ (1,7 million \$ en 2015).

Le tableau suivant présente les DDVA en cours :

	2016	2015
DDVA en cours à l'ouverture de l'exercice	633 693	551 933
Droits attribués	104 514	98 441
Droits rachetés	(49 726)	(27 710)
Dividendes versés sous forme de droits	12 724	11 029
DDVA en cours à la clôture de l'exercice	701 205	633 693
DDVA acquis à la clôture de l'exercice	701 205	633 693

La valeur intrinsèque des DDVA s'établit à 10,5 millions \$ au 31 mars 2016 (9,4 millions \$ en 2015).

Régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier

La Société a institué deux régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier. Ces régimes destinés aux dirigeants et membres de la haute direction visent à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un droit attribué en vertu de ces régimes a la même valeur qu'une action ordinaire à une date donnée. Un de ces régimes n'est plus ouvert.

Régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT)

Les DDVA-LT donnent droit à des équivalents de dividende qui sont payables sous forme de droits supplémentaires, selon un montant égal aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DDVA-LT acquis détenus au moment de la cessation d'emploi. Au départ à la retraite, les droits non acquis continuent d'être acquis jusqu'au 30 novembre de l'année suivant la date du départ à la retraite. Dans le cas des participants visés par l'article 409 A de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite. À l'exercice 2015, ce régime a été remplacé par le RDNRC-LT.

En vertu de ce régime, les droits attribués sont acquis de façon égale sur cinq ans et tous les droits non acquis sont immédiatement acquis à la suite d'un changement de contrôle. Les coûts comptabilisés au cours de l'exercice 2016 se sont établis à 1,7 million \$ (1,9 million \$ en 2015).

Régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNRC-LT)

La Société offre le RDNRC-LT, aux termes duquel des droits sont actuellement attribués. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DNRC-LT acquis détenus au moment de la fin de la période d'acquisition des droits. Pour les participants qui perdent leur emploi, autres que ceux qui quittent volontairement leur emploi ou qui sont congédiés pour un motif valable, une tranche des DNRC-LT sera acquise à raison de un tiers pour chaque année complète d'emploi au cours de la période de la date d'attribution à la date de cessation d'emploi. Pour les participants qui quittent volontairement ou qui sont congédiés pour un motif valable, tous les droits non acquis sont éteints. Le processus d'acquisition des attributions se poursuit après la date du départ à la retraite, conformément à la date d'acquisition. Dans le cas des participants visés par l'article 409 A de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite.

Les DNRC-LT attribués aux termes du régime sont acquis trois ans après leur attribution; par suite d'un changement de contrôle, tous les droits non acquis sont immédiatement acquis. Les coûts constatés pour l'exercice 2016 se sont élevés à 2,5 millions \$ (1,1 million \$ en 2015).

Le tableau suivant présente les droits pour intéressement à long terme assortis d'un calendrier en cours aux termes de tous les régimes :

	2016	RDDVA-LT 2015	2016	RDNRC-LT 2015
Droits en cours à l'ouverture de l'exercice	1 677 005	1 955 285	182 450	-
Droits attribués	-	-	227 520	189 380
Droits annulés	(19 459)	(78 890)	(21 884)	(6 930)
Droits rachetés	(343 074)	(232 551)	(2 206)	-
Dividendes versés sous forme de droits	27 603	33 161	-	-
Droits en cours à la clôture de l'exercice	1 342 075	1 677 005	385 880	182 450
Droits acquis à la clôture de l'exercice	1 294 208	1 549 336	241 172	77 007

Au 31 mars 2016, les valeurs intrinsèques des DDVA-LT s'élevaient à 19,4 millions \$ (22,9 millions \$ en 2015) et celles des DNRC-LT, à 3,6 millions \$ (1,1 million \$ en 2015).

Régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance

La Société offre deux régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance, dont l'un n'est plus attribué, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder à son service des salariés de talent et à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des participants admissibles au régime et de ceux des actionnaires.

Régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR-LT)

Les DNR-LT qui sont attribués en vertu du régime deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les droits sont acquis à raison d'un sixième du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif annuel de la rentabilité totale pour l'actionnaire (TSR) du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril au 31 mars précédant immédiatement chacun des trois premiers anniversaires de la date d'attribution, d'après la règle suivante :

Rendement relatif TSR annuel	Facteur
1 ^{er} quartile (0 à 25 ^e centile)	-
2 ^e quartile (26 ^e à 50 ^e centile)	50 % – 98 %
3 ^e quartile (51 ^e à 75 ^e centile)	100 % – 148 %
4 ^e quartile (76 ^e à 100 ^e centile)	150 %

- ii) La dernière année, les droits sont acquis à raison de 50 % du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif TSR sur trois ans du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril (précédant immédiatement la date d'attribution) au 31 mars (précédant immédiatement le troisième anniversaire de la date d'attribution), d'après la même règle que celle figurant dans le tableau précédent.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée sont admissibles aux droits acquis. Les coûts constatés pour l'exercice 2016 se sont élevés à 2,8 millions \$ (0,4 million \$ en 2015). À l'exercice 2015, ce régime a été remplacé par le RDVAP-LT.

Régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT)

À l'exercice 2015, la Société a institué un régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT), aux termes duquel des droits sont actuellement attribués. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DVAP-LT acquis détenus au moment de la fin de la période d'acquisition des droits, multipliée par un facteur allant de 0 % à 200 %, en fonction de l'atteinte de critères de performance définis aux termes du régime. Pour les participants qui perdent leur emploi, autres que ceux qui quittent volontairement leur emploi ou qui sont congédiés pour un motif valable, une tranche des DVAP-LT sera acquise à raison de un tiers pour chaque année complète d'emploi au cours de la période de la date d'attribution à la date de cessation d'emploi. Pour les participants qui quittent volontairement ou qui sont congédiés pour un motif valable, tous les droits non acquis sont éteints. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, conformément à leur date d'acquisition.

Les DVAP-LT attribués aux termes du régime sont acquis trois ans après leur attribution; par suite d'un changement de contrôle, tous les droits non acquis sont immédiatement acquis. Les coûts constatés pour l'exercice 2016 se sont élevés à 5,0 millions \$ (2,7 millions \$ en 2015).

Le tableau suivant présente les droits pour intéressement à long terme fondés sur la performance en cours aux termes de tous les régimes :

	2016	RDNR-LT 2015	2016	RDVAP-LT 2015
Droits en cours à l'ouverture de l'exercice	805 380	1 143 697	504 280	-
Droits attribués	-	21 960	495 400	523 080
Droits annulés	(186 297)	(176 977)	(62 544)	(18 800)
Droits rachetés	(240 163)	(183 300)	(2 636)	-
Droits en cours à la clôture de l'exercice	378 920	805 380	934 500	504 280
Droits acquis à la clôture de l'exercice	370 760	689 439	617 234	202 111

Au 31 mars 2016, les valeurs intrinsèques des DNR-LT s'établissaient à 7,0 millions \$ (7,9 millions \$ en 2015) et celles des DVAP-LT, à 7,7 millions \$ (2,7 millions \$ en 2015).

NOTE 25 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

	2016	2015
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	(19,0) \$	(15,5) \$
Contrats en cours : actifs	(29,0)	(42,3)
Stocks	(6,0)	(15,5)
Acomptes	3,7	1,7
Impôt sur le résultat à recouvrer	15,2	(12,2)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(6,8)	34,0
Provisions	18,4	(12,3)
Impôt sur le résultat à payer	1,9	4,9
Contrats en cours : passifs	18,5	(12,0)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(3,1) \$	(69,2) \$

NOTE 26 – ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à un certain nombre de poursuites, de réclamations et d'éventualités. Bien qu'il soit possible que la Société ait à régler des montants à l'égard desquels aucune provision n'a été établie, elle n'a aucune raison de croire que l'issue de ces questions aura une incidence importante sur sa situation financière consolidée.

La Société est régulièrement assujettie à des vérifications de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il peut arriver que les autorités ne soient pas en accord avec les positions et conclusions adoptées par la Société dans ses déclarations déposées.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada contestant le traitement des sommes reçues dans le cadre du programme ISAD. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers de la Société, puisque la Société a l'intention de défendre avec vigueur sa position et croit qu'elle dispose de motifs solides pour ce faire. Bien que l'issue ne puisse être prédite avec certitude, la Société ne croit pas que le règlement de cet avis pourrait avoir des répercussions financières négatives importantes.

NOTE 27 – ENGAGEMENTS

Les montants minimaux futurs à payer au titre des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

	2016	2015
Un an ou moins	49,9 \$	54,7 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	119,9	129,0
Plus de cinq ans	73,4	90,3
	243,2 \$	274,0 \$

Les charges de location comptabilisées pour l'exercice 2016 se sont établies à 77,2 millions \$ (73,3 millions \$ en 2015).

Engagements d'achat contractuels

Les engagements d'achat contractuels s'établissent comme suit :

	2016	2015
Un an ou moins	106,7 \$	23,2 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	127,3	45,3
Plus de cinq ans	2,0	-
	236,0 \$	68,5 \$

Engagements envers les coentreprises

Le total des engagements que la Société a pris envers ses coentreprises s'établissait à néant au 31 mars 2016 (néant en 2015).

NOTE 28 – GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- i) Optimiser le coût du capital de la Société;
- ii) Conserver la santé financière et la notation de la Société;
- iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, utiliser des liquidités pour réduire la dette ou racheter des actions.

Dans cette optique, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette sur les capitaux propres. Ce ratio correspond à la dette nette divisée par la somme de la dette nette et du total des capitaux propres. La dette nette représente le total de la dette, y compris la partie courante (telle qu'elle figure à l'état consolidé de la situation financière, incluant la dette sans recours) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le total des capitaux propres comprend le capital-actions, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global, les résultats non distribués et les participations ne donnant pas le contrôle.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital fait l'objet d'une surveillance, et les ratios s'établissent comme suit :

	2016	2015
Total de la dette (note 13)	1 272,9 \$	1 279,8 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	485,6	330,2
Dette nette	787,3 \$	949,6 \$
Capitaux propres	1 940,3	1 686,4
Total de la dette nette et des capitaux propres	2 727,6 \$	2 636,0 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres	29:71	36:64

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 mars 2016, la Société respecte ses clauses restrictives de nature financière.

NOTE 29 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des créances clients, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;

- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2016 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	485,6 \$	- \$	- \$	- \$	485,6 \$	485,6 \$
Créances clients	-	-	481,3 ³⁾	-	481,3	481,3
Contrats en cours : actifs	-	-	339,1	-	339,1	339,1
Actifs financiers dérivés	9,0	-	-	35,0	44,0	44,0
Autres actifs	27,0 ⁴⁾	1,6 ⁵⁾	163,7 ⁶⁾	-	192,3	213,7
	521,6 \$	1,6 \$	984,1 \$	35,0 \$	1 542,3 \$	1 563,7 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	603,1 \$ ⁷⁾	- \$	603,1 \$	603,1 \$	603,1 \$
Provisions	0,6	32,8	-	33,4	33,4	33,4
Total de la dette à long terme	-	1 276,4 ⁸⁾	-	1 276,4	1 363,5	1 363,5
Autres passifs non courants	-	144,2 ⁹⁾	-	144,2	146,9	146,9
Passifs financiers dérivés	13,1	-	22,2	35,3	35,3	35,3
	13,7 \$	2 056,5 \$	22,2 \$	2 092,4 \$	2 182,2 \$	2 182,2 \$

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2015 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	330,2 \$	- \$	- \$	- \$	330,2 \$	330,2 \$
Créances clients	-	-	451,1 ³⁾	-	451,1	451,1
Contrats en cours : actifs	-	-	309,8	-	309,8	309,8
Actifs financiers dérivés	15,2	-	-	36,2	51,4	51,4
Autres actifs	23,7 ⁴⁾	1,6 ⁵⁾	155,1 ⁶⁾	-	180,4	197,2
	369,1 \$	1,6 \$	916,0 \$	36,2 \$	1 322,9 \$	1 339,7 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	556,5 \$ ⁷⁾	- \$	556,5 \$	556,5 \$	556,5 \$
Provisions	1,5	15,1	-	16,6	16,6	16,6
Total de la dette à long terme	-	1 284,0 ⁸⁾	-	1 284,0	1 406,2	1 406,2
Autres passifs non courants	-	181,2 ⁹⁾	-	181,2	216,5	216,5
Passifs financiers dérivés	16,0	-	55,2	71,2	71,2	71,2
	17,5 \$	2 036,8 \$	55,2 \$	2 109,5 \$	2 267,0 \$	2 267,0 \$

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

³⁾ Comprend les créances clients, les créances non facturées et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.

⁶⁾ Comprend les créances non courantes et les acomptes.

⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur, par catégorie :

	2016			2015		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	485,6 \$	- \$	485,6 \$	330,2 \$	- \$	330,2 \$
Liquidités soumises à restrictions	27,0	-	27,0	23,7	-	23,7
Contrats de change à terme	6,3	-	6,3	12,4	-	12,4
Dérivés sur devises incorporés	2,7	-	2,7	2,8	-	2,8
Détenus en vue de la vente	-	1,6	1,6	-	1,6	1,6
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	16,9	-	16,9	18,0	-	18,0
Swaps de devises	18,1	-	18,1	18,2	-	18,2
	556,6 \$	1,6 \$	558,2 \$	405,3 \$	1,6 \$	406,9 \$
Passifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Passifs éventuels découlant des regroupements d'entreprises	- \$	0,6 \$	0,6 \$	- \$	1,5 \$	1,5 \$
Contrats de change à terme	12,6	-	12,6	15,5	-	15,5
Dérivés sur devises incorporés	-	-	-	0,1	-	0,1
Swaps sur actions	0,5	-	0,5	0,4	-	0,4
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	20,9	-	20,9	52,7	-	52,7
Swaps de taux d'intérêt	1,3	-	1,3	2,5	-	2,5
	35,3 \$	0,6 \$	35,9 \$	71,2 \$	1,5 \$	72,7 \$

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

	2016	2015
Solde à l'ouverture de l'exercice	0,1 \$	(2,7) \$
Total des profits réalisés et latents		
Comptabilisés en résultat net	(0,1)	0,1
Émis et réglés	1,0	2,7
Solde à la clôture de l'exercice	1,0 \$	0,1 \$

Le tableau suivant présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti, par catégorie :

	2016			2015		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Créances clients	- \$	481,3 \$	481,3 \$	- \$	451,1 \$	451,1 \$
Contrats en cours : actifs	-	339,1	339,1	-	309,8	309,8
Autres actifs						
Investissements dans des contrats de location-financement	108,7	-	108,7	97,3	-	97,3
Autres	51,4	25,0	76,4	54,2	20,4	74,6
	160,1 \$	845,4 \$	1 005,5 \$	151,5 \$	781,3 \$	932,8 \$
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	603,1 \$	603,1 \$	- \$	556,5 \$	556,5 \$
Provisions	-	32,8	32,8	-	15,1	15,1
Total de la dette à long terme	1 276,4	-	1 276,4	1 406,2	-	1 406,2
Autres passifs non courants	-	144,2	144,2	-	216,5	216,5
	1 276,4 \$	780,1 \$	2 056,5 \$	1 406,2 \$	788,1 \$	2 194,3 \$

NOTE 30 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. La Société gère son exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques consignés dans les politiques d'entreprise. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie et équivalents de trésorerie et de ses actifs financiers dérivés. Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont certaines ont des notations publiquement affichées, ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite l'évaluation et la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les créances clients de la Société ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certaines créances clients à des institutions financières tierces, avec un droit de recours limité (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont essentiellement détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables. Elle a signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 5 et 29 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse honorer ses engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, la Société a conclu des ententes visant la vente de certaines créances clients d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ US (programme portant sur des actifs financiers courants). Au 31 mars 2016, des créances clients déterminées de 105,9 millions \$ (113,3 millions \$ en 2015) avaient été vendues à une institution financière dans le cadre de ces ententes. Le produit est présenté déduction faite de frais de 1,2 million \$ (1,1 million \$ en 2015). La Société est régulièrement à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Les tableaux suivants présentent une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus en fonction des dates d'échéance contractuelles. Les flux de trésorerie liés à des dérivés, présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés, sont inclus étant donné que la Société gère ses contrats dérivés en fonction des montants bruts. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

31 mars 2016	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
Passifs financiers non dérivés								
Dettes fournisseurs et charges à payer ¹⁾	603,1 \$	603,1 \$	603,1 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des provisions	33,4	35,0	23,3	2,8	0,5	0,4	0,4	7,6
Total de la dette à long terme ²⁾	1 276,4	1 731,5	165,9	88,8	71,4	248,7	77,3	1 079,4
Autres passifs non courants ³⁾	144,2	410,1	-	20,7	20,2	19,0	19,0	331,2
	2 057,1 \$	2 779,7 \$	792,3 \$	112,3 \$	92,1 \$	268,1 \$	96,7 \$	1 418,2 \$
Instrument financiers dérivés								
Contrats de change à terme ⁴⁾	10,3 \$							
Sorties de fonds		1 235,8 \$	994,4 \$	180,7 \$	45,3 \$	11,2 \$	3,6 \$	0,6 \$
Rentrées de fonds		(1 246,9)	(998,3)	(184,8)	(47,3)	(12,3)	(3,6)	(0,6)
Swap de dérivés sur le total de la dette à long terme ⁵⁾	(16,8)							
Sorties de fonds		90,5	14,8	13,8	9,8	8,7	8,7	34,7
Rentrées de fonds		(93,4)	(15,2)	(14,5)	(10,2)	(8,9)	(8,9)	(35,7)
Dérivés sur devises incorporés ⁶⁾	(2,7)	(2,7)	(1,1)	(1,3)	(0,3)	-	-	-
Swap sur actions	0,5	0,5	0,5	-	-	-	-	-
	(8,7) \$	(16,2) \$	(4,9) \$	(6,1) \$	(2,7) \$	(1,3) \$	(0,2) \$	(1,0) \$
	2 048,4 \$	2 763,5 \$	787,4 \$	106,2 \$	89,4 \$	266,8 \$	96,5 \$	1 417,2 \$

¹⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

²⁾ Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt, mais font abstraction des coûts de transaction.

³⁾ Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

⁴⁾ Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel et comprennent les contrats de change à terme qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

⁵⁾ Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

⁶⁾ Comprend les dérivés sur devises incorporés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

31 mars 2015	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
Passifs financiers non dérivés								
Dettes fournisseurs et charges à payer ¹⁾	556,5 \$	556,5 \$	556,5 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des provisions	16,6	16,6	12,1	0,4	0,3	0,1	-	3,7
Total de la dette à long terme ²⁾	1 284,0	1 938,7	113,7	178,0	104,5	108,9	262,7	1 170,9
Autres passifs non courants ³⁾	181,2	358,2	-	13,6	15,0	16,3	17,7	295,6
	2 038,3 \$	2 870,0 \$	682,3 \$	192,0 \$	119,8 \$	125,3 \$	280,4 \$	1 470,2 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de change à terme ⁴⁾	37,8 \$							
Sorties de fonds		1 372,3 \$	1 063,8 \$	226,3 \$	54,9 \$	19,8 \$	7,5 \$	- \$
Rentrées de fonds		(1 332,8)	(1 036,9)	(218,7)	(51,8)	(19,0)	(6,4)	-
Swap de dérivés sur le total de la dette à long terme ⁵⁾	(15,7)							
Sorties de fonds		118,9	17,7	16,8	15,5	11,2	9,8	47,9
Rentrées de fonds		(109,2)	(15,3)	(15,3)	(14,7)	(10,3)	(9,0)	(44,6)
Dérivés sur devises incorporés ⁶⁾	(2,7)	(2,7)	(1,6)	(0,5)	(0,4)	(0,2)	-	-
Swap sur actions	0,4	0,4	0,4	-	-	-	-	-
	19,8 \$	46,9 \$	28,1 \$	8,6 \$	3,5 \$	1,5 \$	1,9 \$	3,3 \$
	2 058,1 \$	2 916,9 \$	710,4 \$	200,6 \$	123,3 \$	126,8 \$	282,3 \$	1 473,5 \$

¹⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

²⁾ Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt, mais font abstraction des coûts de transaction.

³⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

⁴⁾ Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel et comprennent les contrats de change à terme qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

⁵⁾ Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

⁶⁾ Comprend les dérivés sur devises incorporés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et des comptes du fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société gère également le risque de change en s'assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux transactions en monnaies étrangères. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères.

Les contrats de change à terme consolidés en cours s'établissent comme suit :

Monnaies (vente / achat)	2016		2015	
	Valeur nominale ¹⁾	Taux moyen	Valeur nominale ¹⁾	Taux moyen
\$ US / \$ CA				
Moins de 1 an	541,8 \$	0,78	572,1 \$	0,85
De 1 à 3 ans	128,6	0,81	160,4	0,87
De 3 à 5 ans	14,8	0,84	12,8	0,93
\$ CA / €				
Moins de 1 an	13,1	1,42	30,7	1,43
De 1 à 3 ans	-	-	8,2	1,40
€ / \$ CA				
Moins de 1 an	104,7	0,69	81,7	0,71
De 1 à 3 ans	23,9	0,70	16,1	0,71
€ / \$ US				
Moins de 1 an	1,8	0,86	62,3	0,86
De 1 à 3 ans	2,7	0,85	1,8	0,80
£ / \$ CA				
Moins de 1 an	37,7	0,51	36,0	0,58
De 1 à 3 ans	8,4	0,50	8,8	0,54
De 3 à 5 ans	1,7	0,51	-	-
\$ CA / £				
Moins de 1 an	2,1	1,84	15,1	1,84
De 1 à 3 ans	0,1	1,89	1,0	1,68
\$ CA / \$ US				
Moins de 1 an	135,8	1,29	149,8	1,21
De 1 à 3 ans	15,6	1,31	22,8	1,25
£ / \$ US				
Moins de 1 an	52,4	0,67	20,5	0,68
De 1 à 3 ans	27,0	0,67	28,1	0,63
\$ US / €				
Moins de 1 an	12,2	1,11	11,4	1,14
De 1 à 3 ans	0,9	1,13	-	-
Couronne suédoise / \$ US				
Moins de 1 an	15,5	8,48	41,7	6,65
Autres monnaies				
Moins de 1 an	76,1	-	66,9	-
De 1 à 3 ans	8,5	-	18,3	-
De 3 à 5 ans	16,5	-	15,5	-
Total	1 241,9 \$		1 382,0 \$	

¹⁾ Les taux de change à la clôture des exercices respectifs ont été utilisés pour convertir les montants libellés en monnaies étrangères.

La Société a conclu des swaps de devises en vue de convertir en livres sterling (£) une partie de la dette garantie de premier rang libellée en dollars US de juin 2007 afin de financer son centre de formation pour l'aviation civile au Royaume-Uni. La Société a désigné comme couvertures de flux de trésorerie un (deux en 2015) swap de devises (du dollar US à la livre sterling). Le swap de devises a une valeur nominale en cours de 10,2 millions \$ US (5,1 millions £) [14,3 millions \$ US (7,1 millions £) en 2015] et est amorti selon le calendrier de remboursement de la dette jusqu'en juin 2018.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a conclu des swaps croisés capitalisés à l'échéance dans le cadre de son placement privé multitranches de décembre 2012, fixant de fait les intérêts en dollars américains à leur équivalent en dollars canadiens. La Société a désigné deux swaps croisés capitalisés à l'échéance \$ US/\$ CA comme des couvertures de flux de trésorerie dont la valeur nominale en cours s'établit respectivement à 127,0 millions \$ US (130,5 millions \$) [127,0 millions \$ US (130,5 millions \$) en 2015] et à 98,0 millions \$ US (100,7 millions \$) [98,0 millions \$ US (100,7 millions \$) en 2015], ce qui correspond aux deux tranches du placement privé jusqu'en décembre 2024 et décembre 2027, respectivement.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change des instruments financiers et l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global d'une appréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aux 31 mars. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées.

	\$ US		€		£	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
2016	(0,7) \$	(11,1) \$	- \$	(1,1) \$	- \$	(0,9) \$
2015	(2,4) \$	(22,1) \$	2,7 \$	(2,3) \$	0,9 \$	(1,0) \$

Un affaiblissement raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de variation du taux d'intérêt de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur sur sa dette à long terme à taux fixe. La Société gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. La Société a une dette à taux variable sous forme de sa facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

Pour atténuer ces risques, la Société avait, au 31 mars 2016, conclu trois swaps de taux d'intérêt (quatre en 2015) avec deux institutions financières, swaps dont les montants nominaux de référence totalisaient 20,4 millions \$ (29,6 millions \$ en 2015). Compte tenu de ces swaps, 90 % (88 % en 2015) de la dette à long terme portait intérêt à taux fixe au 31 mars 2016.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion appariée des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2016, une augmentation de 1 % des taux d'intérêt aurait donné lieu à une baisse de 1,3 million \$ (1,3 million \$ en 2015) du résultat net et à une baisse de 0,5 million \$ (0,4 million \$ en 2015) des autres éléments du résultat global de la Société, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence inverse sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

Couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

La Société a conclu des swaps sur actions avec trois importantes institutions financières canadiennes afin de réduire l'effet, sur ses résultats, des fluctuations du cours de ses actions visées par les DDVA, les DDVA-LT et les DNRC-LT. Aux termes de ce swap, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et de la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût des DDVA, des DDVA-LT et des DNRC-LT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2016, les contrats de swap sur actions visaient 1 950 000 actions ordinaires (1 900 000 en 2015) de la Société.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2016, la Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2015), ainsi qu'une partie de ses obligations au titre des contrats de location-financement totalisant 12,1 millions \$ US (14,2 millions \$ US en 2015), comme couverture de ses investissements nets dans des entités aux États-Unis. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers de ces entités aux États-Unis.

Lettres de crédit et garanties

Au 31 mars 2016, la Société avait en cours des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 212,3 millions \$ (218,8 millions \$ en 2015) qu'elle avait émises dans le cours normal de ses activités. Ces garanties sont émises principalement en vertu de la facilité de crédit à terme renouvelable, ainsi qu'aux termes des garanties-cautions de bonne fin consenties par Exportation et Développement Canada (EDC) et d'autres facilités de crédit de soutien que diverses institutions financières ont accordées à la Société.

Les garanties de restitution d'acompte se rapportent à des paiements d'étape que les clients de la Société ont versés en fonction de l'avancement des travaux et sont réduites ou éliminées à la livraison du produit. Les cautions de bonne exécution sont liées à la finition du produit visé ou à l'achèvement de la prestation des services rendus par la Société, selon les exigences du client. Le client dégage la Société de ses responsabilités en vertu de ces garanties à la signature d'une attestation d'achèvement des travaux. Les lettres de crédit relatives à l'obligation au titre de contrats de location simple procurent une garantie de remboursement au propriétaire participant à une opération de vente et de cession-bail et elles varient selon le calendrier des paiements du contrat de location.

	2016	2015
Garanties de restitution d'acompte	67,8 \$	76,8 \$
Cautions de bonne exécution	17,5	22,5
Obligation au titre de contrats de location simple	33,0	31,3
Obligations financières	89,4	82,5
Autres	4,6	5,7
	212,3 \$	218,8 \$

Opérations de cession-bail

À l'égard de certaines opérations de cession-bail, la Société a convenu de garantir la valeur résiduelle du matériel sous-jacent si celui-ci est retourné au locateur et que le produit net de sa vente éventuelle ne suffit pas à couvrir le montant garanti. Le montant maximal de ces garanties représente 14,4 millions \$ (14,5 millions \$ en 2015), dont une tranche de 10,3 millions \$ vient à échéance à l'exercice 2020 et une tranche de 4,1 millions \$, à l'exercice 2023. De ce total, un montant de 10,2 millions \$ (11,7 millions \$ en 2015) était inscrit à titre de profit différé au 31 mars 2016.

Indemnisations

Lorsque la Société vend des entreprises, elle conserve dans certains cas des obligations relatives à des risques connus et indemnise l'acheteur des réclamations futures sur certaines obligations inconnues existant avant la date de la vente, ou découlant de faits s'étant produits avant cette date, y compris les obligations au titre des impôts, les questions d'ordre juridique, les risques environnementaux, la responsabilité à l'égard des produits et autres. La durée des indemnisations est variable. Elle peut être de un an à deux ans pour certains types d'indemnisations, mais dans le cas d'indemnités fiscales, elle est, en général, de la durée prévue dans la loi de prescription du territoire dans lequel la vente a eu lieu. En matière de responsabilité environnementale, elle est généralement indéfinie. Le montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations est soit limité par contrat à un montant défini, soit illimité. La Société estime que le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations, abstraction faite des charges qu'elle doit déjà payer, ne peut être déterminé pour l'instant, puisque tout montant futur dépend de la nature et de l'ampleur des réclamations ainsi que des défenses disponibles, qui ne peuvent être estimées. Toutefois, les coûts engagés dans le passé pour le règlement des réclamations liées à ces indemnisations ont été négligeables pour la situation financière, le résultat net et les flux de trésorerie consolidés de la Société.

NOTE 31 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Produits des activités ordinaires externes	1 429,1 \$	1 294,6 \$	970,1 \$	857,4 \$	113,4 \$	94,3 \$	2 512,6 \$	2 246,3 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	103,5	93,5	15,1	11,9	2,9	2,7	121,5	108,1
Immobilisations incorporelles et autres actifs	30,3	26,6	54,7	43,8	11,3	10,6	96,3	81,0
Perte de valeur d'actifs non financiers – montant net (note 21)	1,7	-	-	-	-	-	1,7	-
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net (note 5)	2,1	1,5	(0,8)	2,3	0,1	0,1	1,4	3,9
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	38,5	27,8	4,9	9,7	-	-	43,4	37,5
Résultat opérationnel sectoriel	237,4	210,5	119,8	115,6	7,2	6,7	364,4	332,8

Au cours de l'exercice 2015, une des coentreprises du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile de la Société a comptabilisé un actif d'impôt différé à la suite de l'approbation par la Malaysian Investment Development Authority d'une déduction fiscale pour investissement. La quote-part de la Société de l'impôt sur le résultat différé s'est établie à 9,4 millions \$ et est prise en compte dans la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence.

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

	2016	2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	126,6 \$	151,9 \$
Défense et sécurité	40,5	49,3
Santé	4,6	7,3
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	171,7 \$	208,5 \$

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

	2016	2015
Résultat opérationnel sectoriel total	364,4 \$	332,8 \$
Coûts de restructuration (note 12)	(28,9)	-
Résultat opérationnel	335,5 \$	332,8 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	2016	2015
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 627,9 \$	2 587,8 \$
Défense et sécurité	1 234,1	1 079,3
Santé	253,6	250,1
Actifs détenus en vue de la vente (note 3)	1,6	61,2
Actif non inclus dans l'actif utilisé	879,5	678,5
Total de l'actif	4 996,7 \$	4 656,9 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	610,8 \$	603,6 \$
Défense et sécurité	513,8	403,8
Santé	47,6	43,6
Passifs détenus en vue de la vente (note 3)	0,1	14,2
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 884,1	1 905,3
Total du passif	3 056,4 \$	2 970,5 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	2016	2015
Produits des activités ordinaires		
Produits de simulation	1 146,1 \$	1 064,7 \$
Formation et services	1 366,5	1 181,6
	2 512,6 \$	2 246,3 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	2016	2015
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	233,7 \$	167,3 \$
États-Unis	887,3	753,6
Royaume-Uni	277,5	245,4
Allemagne	98,5	81,0
Pays-Bas	77,5	62,5
Autres pays d'Europe	336,4	298,7
Émirats arabes unis	66,5	71,8
Chine	161,1	123,8
Autres pays d'Asie	230,9	275,3
Australie	59,7	75,2
Autres pays	83,5	91,7
	2 512,6 \$	2 246,3 \$
	2016	2015
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	1 002,8 \$	852,4 \$
États-Unis	880,7	872,3
Brésil	100,7	90,7
Royaume-Uni	245,8	292,6
Luxembourg	186,7	170,3
Pays-Bas	121,6	116,1
Autres pays d'Europe	265,3	261,8
Pays d'Asie	114,0	113,5
Autres pays	70,6	90,0
	2 988,2 \$	2 859,7 \$

NOTE 32 – RELATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les tableaux suivants présentent les participations qui, collectivement, ont une incidence significative sur les résultats ou l'actif de la Société :

Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société :

Nom	Pays de constitution	Participation	Participation
		en % 2016	en % 2015
CAE (UK) plc	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE (US) Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Aircrew Training Services plc	Royaume-Uni	76,5 %	76,5 %
CAE Australia Pty Ltd.	Australie	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Chile Limitada	Chili	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Peru S.A.	Pérou	100,0 %	100,0 %
CAE Brunei Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd	Brunei	60,0 %	60,0 %
CAE Center Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Center Brussels N.V.	Belgique	100,0 %	100,0 %
CAE Centre Copenhagen A/S	Danemark	100,0 %	100,0 %
CAE Centre Hong Kong Limited	Hong Kong	100,0 %	100,0 %
CAE Centre Oslo AS	Norvège	100,0 %	100,0 %
CAE Centre Stockholm AB	Suède	100,0 %	100,0 %
CAE Civil Aviation Training Solutions Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Delaware Buyco Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Elektronik GmbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %

Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société (suite) :

Nom	Pays de constitution	Participation en % 2016	Participation en % 2015
CAE Euroco S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd.	Malaisie	100,0 %	100,0 %
CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0 %	100,0 %
CAE Global Academy Évora, SA	Portugal	100,0 %	100,0 %
CAE Santé Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Healthcare, Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Holdings Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE India Private Limited	Inde	100,0 %	100,0 %
CAE Integrated Enterprise Solutions Australia Pty Ltd	Australie	100,0 %	100,0 %
CAE International Capital Management Hungary LLC	Hongrie	100,0 %	100,0 %
CAE International Holdings Limited	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Investments S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Luxembourg Acquisition S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Luxembourg Financing S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Management Luxembourg S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Middle East L. L. C.	Dubaï	49,0 %	49,0 %
CAE Military Aviation Training Inc.	Canada	100,0 %	-
CAE North East Training Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Oxford Aviation Academy Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Oxford Aviation Academy Phoenix Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Services Italia S.r.l.	Italie	100,0 %	100,0 %
CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España), S.L.	Espagne	100,0 %	100,0 %
CAE Shanghai Company, Limited	Chine	100,0 %	100,0 %
CAE SimuFlite Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Simulation Technologies Private Limited	Inde	100,0 %	100,0 %
CAE Simulator Services Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd.	Singapour	100,0 %	100,0 %
CAE South America Flight Training do Brasil Ltda.	Brésil	100,0 %	100,0 %
CAE STS Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE Training & Services Brussels NV	Belgique	100,0 %	100,0 %
CAE Training & Services UK Ltd.	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE Training Norway AS	Norvège	100,0 %	100,0 %
CAE USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
Flight Simulator-Capital L.P.	Canada	100,0 %	100,0 %
Oxford Aviation Academy (Oxford) Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
Parc Aviation Engineering Services Limited	Irlande	100,0 %	100,0 %
Parc Aviation Limited	Irlande	100,0 %	100,0 %
Parc Interim Limited	Irlande	100,0 %	100,0 %
Presagis Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
Presagis Europe (S.A.)	France	100,0 %	100,0 %
Presagis USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L.	Espagne	80,0 %	80,0 %
SIV Ops Training, S.L.	Espagne	80,0 %	80,0 %

Participations dans des coentreprises mises en équivalence :

Nom	Pays de constitution	Participation en % 2016	Participation en % 2015
Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd.	Malaisie	50,0 %	50,0 %
Aviation Training Northeast Asia B.V.	Pays-Bas	50,0 %	50,0 %
CAE Flight and Simulator Services Korea, Ltd.	Corée	50,0 %	50,0 %
CAE Flight Training (India) Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
CAE-LIDER Training do Brasil Ltda.	Brésil	50,0 %	50,0 %
CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd.	Australie	50,0 %	50,0 %
China Southern West Australia Flying College Pty Ltd.	Australie	47,1 %	47,1 %
Embraer CAE Training Services (UK) Limited	Royaume-Uni	49,0 %	49,0 %
Embraer CAE Training Services, LLC	États-Unis	49,0 %	49,0 %
Emirates-CAE Flight Training LLC	Émirats arabes unis	49,0 %	49,0 %
HATSOFF Helicopter Training Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
Helicopter Training Media International GmbH	Allemagne	50,0 %	50,0 %
HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH	Allemagne	25,0 %	25,0 %
JAL CAE Flight Training Co. Ltd.	Japon	50,0 %	50,0 %
National Flying Training Institute Private Limited	Inde	51,0 %	51,0 %
Rotorsim s.r.l.	Italie	50,0 %	50,0 %
Rotorsim USA LLC	États-Unis	50,0 %	50,0 %
Zhuhai Free Trade Zone Xiang Yi Aviation Technology Company Limited	Chine	49,0 %	49,0 %
Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited	Chine	49,0 %	49,0 %

Pour l'exercice 2016, la quote-part non comptabilisée des pertes des coentreprises que la Société a cessé de constater lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence s'est établie à 1,2 million \$ (0,7 million \$ en 2015). La quote-part non comptabilisée cumulative des pertes de ces entités totalisait 10,6 millions \$ au 31 mars 2016 (9,4 millions \$ en 2015). La quote-part non comptabilisée cumulative de la perte globale des coentreprises totalisait 12,3 millions \$ (11,9 millions \$ en 2015).

NOTE 33 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	2016	2015
Créances clients (note 5)	42,6 \$	28,7 \$
Contrats en cours : actifs	34,5	28,1
Autres actifs	21,9	29,2
Dettes fournisseurs et charges à payer (note 10)	20,1	13,9
Contrats en cours : passifs	4,3	3,9

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 14,8 millions \$ (17,0 millions \$ en 2015) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts de 0,6 million \$ (5,7 millions \$ en 2015) échéant en décembre 2017 et en août 2018 et portant respectivement intérêt aux taux de 11 % et de 5 % par année, ainsi qu'une créance non courante sans intérêt de 6,5 millions \$ (6,5 millions \$ en 2015), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées aux 31 mars 2016 et 2015.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

	2016	2015
Produits des activités ordinaires	95,3 \$	120,6 \$
Achats	2,9	10,9
Autres produits	2,3	2,9

De plus, au cours de l'exercice 2016, des transactions s'élevant à 2,2 millions \$ (2,4 millions \$ en 2015) ont été faites aux prix normaux du marché avec des entreprises dont des membres du conseil d'administration de la Société sont des dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

	2016	2015
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	4,8 \$	4,6 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	1,0	1,5
Paiements fondés sur des actions	8,6	4,6
	14,4 \$	10,7 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

NOTE 34 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Lockheed Martin Commercial Flight Training

Le 2 mai 2016, la Société a conclu l'acquisition de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT), un fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation, pour une contrepartie totale de 25,7 millions \$. La transaction ne tient pas compte de la dette et comprend la trésorerie de l'entité acquise à la clôture de la transaction. Avec cette acquisition, la Société élargira son réseau de simulateurs commerciaux en service chez des clients et obtiendra un certain nombre d'actifs utiles dont des simulateurs de vol, des pièces de simulateurs, des installations, de la technologie et une main-d'œuvre qualifiée. La direction estime qu'il est impossible de présenter l'information sur la juste valeur des actifs nets acquis, puisque les résultats de l'évaluation ne sont pas encore connus.

Conseil d'administration et direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

James F. Hankinson

Président du conseil d'administration
CAE inc.
Toronto (Ontario)

Brian E. Barents^{1, 3}

Administrateur de sociétés
Andover (Kansas)

Margaret S. (Peg) Billson²

Présidente et chef de la direction
Services après-ventes –
BBA Aviation
Dallas (Texas)

Paul Gagné^{1, 2}

Président du conseil
Corporation Wajax
Montréal (Québec)

L'honorable John Manley, C.P., O.C.^{1, 3}

Président et chef de la direction
Conseil canadien des affaires
Ottawa (Ontario)

Gén. Peter J. Schoomaker, É.-U. (ret.)^{1, 3}

Administrateur de sociétés
Tampa (Floride)

Marc Parent

Président et chef de la direction
CAE inc.
Montréal (Québec)

Katharine B. Stevenson²

Administratrice de sociétés
Toronto (Ontario)

L'honorable Michael M. Fortier, C.P.³

Vice-président du conseil
RBC Marchés des Capitaux
Montréal (Québec)

Alan N. MacGibbon²

Vice-président du conseil
Osler, Hoskin & Harcourt LLP
Toronto (Ontario)

Andrew J. Stevens^{1, 2}

Administrateur de sociétés
Gloucestershire (Royaume-Uni)

DIRECTION

James F. Hankinson

Président du conseil
d'administration

Marc Parent

Président et chef de la direction

Nick Leontidis

Président de groupe
Solutions de formation pour
l'aviation civile

Gene Colabatistto

Président de groupe
Défense et sécurité

Sonya Branco

Vice-présidente, Finances et
chef de la direction financière

Mark Hounsell

Chef des affaires juridiques et
de la conformité, et secrétaire

Constantino Malatesta

Vice-président et contrôleur

Mario Pizzolongo

Trésorier

¹ Membre du comité des ressources humaines

² Membre du comité de vérification

³ Membre du comité de gouvernance d'entreprise

Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs

ACTIONS DE CAE

Les actions de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole « CAE ».

COMPTABILITÉ DES TRANSFERTS ET REGISTRE DES ACTIONNAIRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 8^e étage
Toronto (Ontario)
M5J 2Y1
Tél. : 514-982-7555 ou
1-800-564-6253
(sans frais au Canada et
aux États-Unis)
www.computershare.com

PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui souhaitent recevoir leurs dividendes en actions ordinaires et non en espèces peuvent adhérer au Programme de réinvestissement des dividendes de CAE. Le formulaire d'adhésion au programme peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada ou :
www.cae.com/dividende

DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui reçoivent leurs dividendes en espèces peuvent, au lieu du paiement par chèque, en demander le dépôt direct dans leur compte bancaire. Le formulaire de demande de dépôt direct des dividendes peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada.
www.cae.com/dividende

ENVOIS MULTIPLES

Pour ne recevoir qu'un seul envoi des documents qui leur sont adressés, les actionnaires inscrits titulaires de plusieurs comptes communiqueront avec la Société de fiducie Computershare du Canada et les actionnaires non inscrits, avec leur courtier en placements.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les rapports trimestriels et annuels ainsi que les autres publications de CAE sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com. On peut aussi obtenir ces publications auprès du service Relations avec les investisseurs :

Relations avec les investisseurs

CAE inc.
8585, ch. de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec) H4T 1G6
Tél. : 1-866-999-6223
investisseurs@cae.com

Version anglaise

If you would like an English version of this Annual Report, please address your request to investor.relations@cae.com.

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2016

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mercredi 10 août 2016 à 11 h (HE) à CAE (Entrée 4 – Auditorium), situé au 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec). La séance sera retransmise en direct sur le site Web de CAE à www.cae.com.

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers, s.r.l
Comptables professionnels agréés
Montréal (Québec)

MARQUES DE COMMERCE

Les marques de commerce et/ou marques déposées de CAE inc. et/ou de ses sociétés affiliées comprennent, entre autres, CAE, CAE Medallion-6000, CAE Simfinity, CAE Fidelis Lucina, CAE VIMEDIX, CAE Vivo, CAE Dynamic Synthetic Environment (DSE), Série CAE 7000XR et Série CAE 3000. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Les documents suivants portant sur les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise de CAE sont disponibles sur le site Web de CAE (www.cae.com) ou sur demande auprès du secrétaire général :

- Mandats du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration;
- Descriptions des fonctions du président du Conseil, des présidents de comité et du chef de la direction;
- Code d'éthique professionnelle de CAE et Code d'éthique des membres du Conseil;
- Directives sur la régie de la Société.

CAE n'est pas tenue de se conformer à la majorité des exigences d'inscription à la cote de la Bourse de New York (NYSE) en matière de gouvernance d'entreprise. Les différences les plus importantes entre les pratiques de CAE et les exigences applicables aux sociétés américaines cotées à la NYSE sont résumées sur le site Web de CAE; CAE est conforme aux exigences importantes de la NYSE à tous égards importants.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport annuel contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir, stratégie, futur et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement (R-D), les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information y compris les menaces à la cybersécurité, la durée du cycle de vente, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport annuel. Vous trouverez plus de précisions à la section intitulée Risques et incertitudes liés à notre activité de notre rapport de gestion dans ce rapport annuel. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

— Façonner l'avenir de la formation —



À titre de membre du programme eTree, CAE inc. s'engage à répondre à vos besoins en tant qu'actionnaire tout en respectant l'environnement. Pour chaque actionnaire qui décide de recevoir ses communications de façon électronique, CAE plantera un arbre par l'entremise d'Arbres Canada, le chef de file en matière de reforestation urbaine au Canada. À ce jour, CAE a contribué à planter 5 264 arbres.



30%



EcoLogo[®]



FSC[®]

www.fsc.org

MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC[®] C102546



Contient 30 % de fibres postconsommation et 70 % de fibres vierges certifiées FSC[®]

Certifié ÉcoLogo et FSC[®] Mixte

Fabriqué à partir d'énergie biogaz



 Suivez-nous sur Twitter @CAE_Inc.

cae.com